

approches coopératives



N° 26 AUTOMNE 2025



NUMÉRO CONJOINT
APAC / RÉSEAU
INTERNATIONAL
POUR L'ÉCONOMIE
HUMAINE

**Economie
humaine
et résilience
territoriale**

"La seule voie, qui offre quelque espoir d'un avenir meilleur pour l'humanité, est celle de la coopération et du partenariat"
Kofi Annan



Photo de Santhosh Sethumadhavan sur Unsplash

ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DES APPROCHES COOPÉRATIVES

contact@approchescooperatives.com

Approches Coopératives, revue numérique trimestrielle, est publiée par l'APAC, une association à but non lucratif basée en France. L'APAC a pour mission de promouvoir les approches coopératives dans des domaines clés de la vie sociale : éducation des jeunes et des adultes, action sociale, gestion organisationnelle, économie, culture, participation citoyenne, vie internationale.

COMITÉ ÉDITORIAL

Dominique Bénard, Matheus Batalha Nery, Larry Childs, Roland Daval, Alain Dewerd, Anne-Laure Detilleux, Patrick Gallaud, Francis Jeandra, Dominique Lesaffre, Guy Ménant, Hamady Mbodj, Dante Monferrer, Carolina Osorio Garcia, Michel Seyrat, Dominique Solazzi, Michel Tissier.

Pour plus d'information : <https://www.approchescooperatives.org/>

Photo de couverture : Fair Trade Lebanon

SOMMAIRE

L'ÉCONOMIE HUMAINE ET LA RÉSILIENCE TERRITORIALE, UN CHEMIN CROISÉ POUR L'AVENIR	4
ÉDITORIAL. Dominique Bénard, président de l'APAC	
L'ÉCONOMIE HUMAINE, PROGRÈS SOCIAL ET RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE	7
ENTRETIEN. Dominique Lesaffre, président de Développement et Civilisations. Propos recueillis par Dominique Bénard	
CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS UNE ZONE SOUS TENSION : CAS DE L'EST DE LA RD CONGO	13
TÉMOIGNAGE. Prosper Hamuli Biral, communicateur RIEH/Kivu	
AU SRI-LANKA, FACE AUX DÉFIS DE LA FAIM ET DE LA CRISE ALIMENTAIRE : L'ACTION DE LA NAFSO	18
RÉCIT. Herman Kumara, Coordinateur national NAFSO	
FAIR TRADE LEBANON, UN RECOURS SOCIO-ÉCONOMIQUE FACE À L'ADVERSITÉ AU LIBAN	21
ENTRETIEN. Philippe Adaimé, président fondateur. Propos recueillis par Dominique Bénard	
LA PAAC - POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE COMMUNALE - DE PLESSÉ, FRANCE	26
Rémy Beslé, premier adjoint et exploitant agricole	
UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE S'APPUYANT SUR LE SAVOIR ET L'INTELLIGENCE COLLECTIVE DE LA POPULATION	30
Rémy Beslé. Propos recueillis par Michel Tissier	
LA SPATIALITÉ DANS LA LUTTE POUR LA VIE ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE	35
ANALYSE. Oralia Carillo Perez. Centre transdisciplinaire d'humanisme économique. Mexico.	
SANZANA, MALI : ACTION CONCERTÉE DES JEUNES POUR UN MEILLEUR VIVRE ENSEMBLE	43
TÉMOIGNAGE. Augustin Cissé, délégué Afrique du RIEH	
AREDS EN INDE : SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE, ACTION SOCIALE, RÉSILIENCE TERRITORIALE ET ÉCONOMIE HUMAINE	48
TÉMOIGNAGE. Sundara Babu, secrétaire exécutif de l'INHE-Asie	
LES GROUPEMENTS NAAM : HISTOIRES DE RÉSILIENCE AU BURKINA-FASO	57
ANALYSE. Dante Monferrer, comité éditorial Approches Coopératives	
SICSA, OÙ COMMENT LES SERVICES FINANCIERS ACCOMPAGNENT LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE ET TERRITORIALE DES PETITS ENTREPRENEURS ...	66
ANALYSE. Louis Bazire, administrateur du CICSa et trésorier du RIEH	
RÉSILIENCE TERRITORIALE DES PALESTINIENS PAR LEUR PROPRE ACTION ÉCONOMIQUE ET SOLIDAIRE	69
ANALYSE. Anne-Laure Detilleux, comité éditorial Approches Coopératives	
DANS LE KIVU EN GUERRE, DES FEMMES S'ORGANISENT POUR LA SURVIE DE LEUR FAMILLE ET POUR LEURS DROITS	73
TÉMOIGNAGE. Solange Sarah Shumurho, porte-parole des femmes des groupes locaux du RIEH, Kivu RDC	
LOOS-EN-GOHELLE, VILLE DE TRANSITIONS CULTURELLE, ENVIRONNEMENTALE ET DÉMOCRATIQUE	78
ENTRETIEN. Geoffrey Mathon, maire de Loos-en-Gohelle. Propos recueillis par Michel Tissier	
MOBILISATION TERRITORIALE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE À MARIGOT (Haïti)	84
PROGRAMME. Kepler Aurélien, directeur des programmes et de la recherche à l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL)	
ACTION COLLECTIVE AVEC CONSCIENCE TRANSFORMATRICE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES. LA PLATA, ARGENTINE	91
RÉCIT. Horacio Bozzano, Rosa Dejesus, Silvia Tabarez	
MADAGASCAR NE POURRA SURMONTER LA MALNUTRITION QU'AVEC DES SOLUTIONS DURABLES ET ADAPTÉES	99
ENTRETIEN. Mandresy Randriamiharisoa, directeur général de Nutri'zaza	
LE TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE DE TOURS-SANITAS-VELPEAU	103
ENTRETIEN. Claude Harout, Pacte Civique. Propos recueillis par Michel Tissier	

Cliquez sur un titre pour accéder à l'article correspondant

L'ÉCONOMIE HUMAINE ET LA RÉSILIENCE TERRITORIALE, UN CHEMIN CROISÉ POUR L'AVENIR

DOMINIQUE BÉNARD

PRÉSIDENT DE L'APAC



Pêcheurs artisanaux à Madagascar. [Photo de Karollyne Videira Hubert sur Unsplash](#)

L'APAC, Association pour la Promotion des Approches Coopératives, et le RIEH, Réseau International pour une Économie Humaine ont décidé de s'engager dans un partenariat à long terme afin de mettre en commun leur expérience et leur compétences.

L'APAC fêtera en décembre prochain son cinquième anniversaire, mais a déjà accumulé une

bonne expérience dans le domaine de l'édition numérique. Le RIEH est un réseau international établi sur les 5 continents. Son secrétariat est assuré par l'association Développement et Civilisations dont le siège est situé au Mené, en Bretagne (France).

Cette association, auparavant Centre Lebret, est l'héritière de deux organisations fondées par le Dominicain Louis-Joseph Lebret : Economie et

Humanisme jusqu'en 2008, centre de réflexion et de conseil éditant la revue éponyme, créé en 1942, et l'IRFED (Institut de recherche et de formation économie et développement) créé en 1958 et déployé des activités de conseil auprès des Etats et des autorités publiques, à leur demande. Ces organisations ont été actives pendant plusieurs décennies.

Le Père Lebreton a intégré la dimension humaine et incarné l'engagement de l'Eglise catholique dans une action structurelle de lutte contre le mal-développement, celui d'un "Nord" ne sachant pas donner de sens à sa prospérité et d'un "Sud" dont la majorité de la population souffrait de la misère et perdait la force et la singularité de sa culture. Sa vision a été reprise dans sa formule fameuse : le développement de tout l'homme et de tous les hommes ; un *développement intégral et solidaire*, selon l'expression qui structure l'Encyclique *Populorum Progressio* (1967) qu'il a très largement inspirée.

A l'époque des indépendances, le Père Lebreton a conseillé des Etats (Sénégal, Liban, Brésil, Colombie, Vietnam). Sa méthode reposait sur une enquête préalable, impliquant les populations, pour saisir les facettes de ce qui entravait leur développement et donner lieu à un plan concerté visant à la fois les structures économiques, l'éducation généralisée, le développement d'organisations démocratiques depuis les communautés de base, mariant en permanence action et réflexion.

L'APAC, attachée à promouvoir les approches coopératives, se retrouve dans cette démarche bien résumée par la devise du RIEH : *"Pour un développement humain, intégral, solidaire et participatif, en harmonie avec le vivant"*.

Au sein de ce partenariat, le RIEH apporte sa vision internationale et ses compétences dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, tandis que l'APAC apporte son expérience éditoriale et ses compétences dans le domaine de la pédagogie et du management des organisations.

Ce numéro 26 d'Approches Coopératives est la première coproduction des deux partenaires. Il a pour thème *"Economie humaine et résilience territoriale"*.

Il n'est pas anodin d'affirmer un choix pour l'économie humaine dans un monde où selon un rapport d'Oxfam de 2014, 1 % de la population possède 50 % de la richesse mondiale et ignore largement les besoins de la majorité. La planète produit de plus en plus de richesses et pourtant celles-ci se concentrent toujours davantage : le nombre de milliardaires a été multiplié par 5 en 20 ans (538 en 2001 ; 2775 en 2021)¹.

Pour se rendre compte du niveau astronomique et indécent de ces richesses, voici quelques chiffres² :

- Jeff Bezos, l'un des hommes les plus riches du monde aurait pu avec les bénéfices qu'il a réalisés pendant la pandémie, verser une prime de 105 000 dollars aux 876 000 personnes employées par Amazon dans le monde, y compris les quelques 10.000 salariés en France, tout en restant aussi riche qu'il l'était avant la pandémie de coronavirus.
- Si quelqu'un avait pu économiser l'équivalent de 8 000 euros par jour depuis la prise de la Bastille (14 juillet 1789), il n'arriverait aujourd'hui qu'à 1 % de la fortune de Bernard Arnault.
- Depuis mars 2020, les milliardaires français ont gagné 170 milliards d'euros, soit deux fois le budget de l'hôpital public.

Selon le même rapport d'OXFAM, les inégalités ont crû à la suite de la crise financière de 2008. Depuis les années 1970, le taux d'imposition des plus riches a diminué dans 29 des 30 pays dont les données sont disponibles, alors que ces personnes gagnent aujourd'hui plus. La crise a de plus généré une politique d'austérité dont sont victimes les classes moyennes européennes, alors que des investisseurs fortunés ont bénéficié de plans publics pour sauver les établissements financiers. En Afrique,

1. Stephanie Lelong, « 85 riches possèdent autant que les 3,5 milliards les plus pauvres », L'Actu, no 4294, 8 février 2014, p. 8 (ISSN 1288-6939)

2. <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-et-justice-fiscale/les-1-pourcent-les-plus-riches/>

l'argent tiré du pétrole ou des ressources minières échappe souvent aux budgets nationaux. Enfin, cette situation fait que les métiers ingrats sont les seuls à la portée des plus pauvres, ce qui creuse encore le fossé économique et social entre les extrêmes³.

Partout, à travers le monde, des communautés humaines se débattent pour survivre dans des conditions souvent terribles et seule l'économie humaine leur donne les moyens d'assurer leur résilience.

Le RIEH nous dit : *“Dans l'expression « économie humaine » l'économie ne se limite pas à ce qu'il est habituellement convenu d'appeler l'économie (c'est-à-dire l'organisation de la production, de la consommation et des échanges de biens et de services). C'est plus largement la façon dont la société s'organise pour répondre aux besoins humains”*. L'économie humaine est une référence pour ceux qui agissent pour rendre la société plus juste, plus solidaire, plus responsable, plus digne, plus durable... Et cette action comporte toujours deux dimensions : on agit ici et maintenant, on vise l'amélioration immédiate, et on s'appuie sur cette action pour faire advenir des changements structurels. Il s'agit d'agir et de penser à la fois localement et globalement.

L'économie humaine est donc un guide pour l'action et pour le changement.

Dans ce numéro, le RIEH nous offre un tour du monde des communautés qui agissent pour changer leurs conditions de vie et assurer ainsi une véritable résilience territoriale. Suivons ensemble la piste qu'il nous propose et rencontrez des témoins de l'avenir au Kivu (République Démocratique du Congo), au Sri Lanka, au Liban, au Mexique, au Mali, en Inde, au Burkina, en Amérique centrale, en Palestine, en Haïti, en Argentine, à Madagascar, mais aussi en France...

Découvrons un autre chemin possible pour assurer un *développement humain, intégral, solidaire et participatif, en harmonie avec le vivant*.



Manifestant anti-Trump. Photo de : Colin Lloyd sur Unsplash

[Retour au sommaire](#)

3. https://fr.wikipedia.org/wiki/In%C3%A9galit%C3%A9_des_richesses_dans_le_monde

L'ÉCONOMIE HUMAINE, PROGRÈS SOCIAL ET RÉSILIENCE COMMUNAUTAIRE

DOMINIQUE LESAFFRE

Président de Développement et Civilisations

PROPOS RECEUILLIS PAR DOMINIQUE BÉNARD

Bonjour Dominique. Ce numéro d'Approches Coopératives porte sur la résilience des communautés affrontées à des situations très difficiles grâce à l'économie sociale, à l'économie humaine. C'est le premier numéro réalisé en partenariat avec le Réseau International pour l'Économie Humaine (RIEH). Pourrais-tu d'abord te présenter et présenter le RIEH ?

DL - Bonjour cher Dominique. Depuis l'adolescence, je m'intéresse à la question de l'émergence des pays du Sud, et surtout à leur développement humain. J'ai fait des études de commerce et d'économie en France et en Autriche et très vite, m'intéressant à ces questions, je me suis engagé dans un service volontaire au Brésil où j'ai géré un hôpital financé par les petites entreprises de son environnement. C'était en fait de l'économie sociale avant l'heure.

J'ai eu le privilège à l'âge de 24 ans d'être nommé responsable du service Afrique du CC-FD-Terre Solidaire, ce qui m'a donné l'occasion de parcourir le magnifique continent africain et de rencontrer de très nombreuses organisations sociales à travers ce continent. C'était dans les années 80 avec ses deux enjeux essentiels en Afrique : la faim et l'apartheid en Afrique du Sud. Ensuite, je suis revenu à l'économie, et j'ai géré à Genève un fonds international de garantie permettant l'accès des organisations de producteurs au secteur bancaire par un sys-



tème de sécurisation de leurs crédits. Je me suis spécialisé dans les services financiers pour le développement et j'ai pu déployer ces compétences avec les acteurs des pays du Sud. Puis après une période de consultation, j'ai rejoint la SIDI www.sidi.fr, la filiale d'investissement solidaire du CCFD.

J'ai eu ainsi la chance de conduire beaucoup d'expériences d'investissement solidaire dans des cadres géographiques et culturels très différents : au Sahel, en Afrique australe, en Amérique Latine et également au Moyen-Orient. En 2015, j'ai été appelé à la direction générale de

cette entreprise d'investissement solidaire et j'ai exercé cette responsabilité jusqu'à ma retraite fin 2022. Aujourd'hui, je siège encore, à leur demande, dans la gouvernance d'une dizaine d'organisations et réseaux.

Parallèlement à tout cela, en 2015, Yves Berthelot, qui était un grand fonctionnaire international et qui a connu le Père Lebret et son action, m'a demandé de prendre sa suite en tant que président du Centre Lebret dont j'étais moi-même membre. Ayant été formé durant ma jeunesse par les mouvements membres du CCFD et par les convictions du Père Lebret qui, pour mémoire, a conçu l'Encyclique *Populorum Progressio* et a été une référence dans la conception de l'économie humaine, j'ai accepté cette proposition, et je préside depuis 2015 l'association Développement et Civilisation qui porte le Réseau International pour l'Économie Humaine.

Quel est le lien entre l'économie humaine et l'économie sociale et solidaire ?

DL - Hormis cette dimension spirituelle inscrite par le Père Lebret dans l'économie humaine, on peut dire que celle-ci s'inscrit dans le champ vaste de l'économie sociale et solidaire dans une réponse à la demande et aux besoins exprimés par les populations. Ce n'est pas une économie spéculative, c'est une économie basée sur le réel conçue comme une réponse collective aux besoins fondamentaux des communautés humaines : santé, éducation, culture, économie de proximité, services financiers, etc. Il ne s'agit pas seulement de faire du profit et d'attendre que ça retombe sur les populations. Il ne s'agit pas non plus de dénoncer le profit, au nom d'une éthique. La création de richesses distribuables est un enjeu majeur d'autonomie et de souveraineté des populations. Je ne pense pas que la pauvreté se traite par l'aide. Je trouve que la décroissance n'a pas tellement d'avenir, mais on peut en discuter. En revanche, l'économie sociale et solidaire et l'économie humaine possèdent une pertinence considérable à notre époque car les brèches sociales qui existent aujourd'hui sont plus importantes que jamais et ce n'est plus une histoire simplement nord-sud. Il y a aussi des brèches sociales dans notre pays. Le taux de pauvreté en France a augmenté considérablement et les écarts entre les riches et les pauvres n'ont jamais été aussi importants. C'est la conséquence d'un capitalisme financier dominant et obsédé par sa rentabilité à court

terme..A contrario, par exemple, l'économie sociale et solidaire, au Québec, représente près de 20 % de l'ensemble de l'économie, parce qu'il y a une volonté sur le territoire québécois de provoquer une meilleure répartition par l'action économique des populations qui permet une forme de redistribution.

Il me semble que l'économie humaine pourrait offrir une alternative porteuse d'espoir face aux dérives d'une économie capitaliste orientée exclusivement vers le profit. La situation aux Etats-Unis paraît emblématique d'une situation où les 1 % les plus riches imposent leurs choix en finançant les campagnes électorales et en s'emparant des médias pour défendre leurs intérêts et imposer des réductions d'impôts génératrices d'un déséquilibre budgétaire impressionnant qui entraîne en retour une réduction des aides sociales. Nous risquons de suivre le même chemin.

Ce point que tu soulignes est intéressant parce que l'économie sociale et solidaire (ESS) et l'économie humaine se veulent éthiques et démocratiques. Éthique dans le sens où les règles de fonctionnement sont transparentes, effectives et définies par les acteurs concernés. Leur objet est licite et répond au bien commun. Démocratique dans le sens où l'on reconnaît à l'action de l'économie humaine une véritable redevabilité, c'est-à-dire on ne fait pas les choses simplement par générosité verticale, mais les actions économiques ou sociales menées se font dans un cadre défini par une communauté territoriale, à qui on doit en rendre compte. Plus les gens sont capables d'influencer les décisions qui les impactent, plus ils se les approprient, et plus il y a de chances qu'ils se sentent redevables des résultats. C'est un sujet très important parce qu'en France la redevabilité n'est pas inscrite dans nos gènes culturels. Nous avons tendance à définir beaucoup d'objectifs "ex-ante", on doit tout prévoir, mais on ne rend pas tellement compte des résultats. Je souligne cela, en considérant que dans nombre de pays, l'ESS se développe dans une perspective de redevabilité. On s'en rendra compte lors du Forum Mondial de l'Économie solidaire qui se tiendra à Bordeaux, du 29 au 31 octobre prochain et auquel Approches Coopératives participera. Comme tous les deux ans, la planète entière de l'ESS se réunira et cette fois pour la première fois en France, c'est donc un événement très important. Les acteurs qui se manifesteront, qui s'exprimeront,

ont une légitimité sociale, par la constitution de leur organisation territoriale, ils sont crédibles et représentatifs, au titre d'une communauté, ou d'une collectivité.

Ce numéro sur l'économie s'inscrit aussi dans le cadre d'un partenariat entre le RIEH et Approches Coopératives. Grâce à ce partenariat nous allons pouvoir étudier et promouvoir l'impact des approches coopératives dans le domaine économique. Vous nous offrez là une ouverture d'une grande valeur.

DL - Historiquement le RIEH publiait une revue qui s'appelait Développement et Civilisation. Le rédacteur en chef est décédé il y a quelques années, et son remplacement ne coulait pas de source.. Du coup en faisant le lien avec Approches Coopératives ayant déjà montré sa remarquable ingénierie éditoriale avec une vision du monde très proche du RIEH. De l'autre côté, au niveau du RIEH, il y a l'insertion, l'engagement, des membres dans le secteur de l'économie humaine et de l'économie sociale, qui ne demandent qu'à être documentés. Ce premier numéro sera sans aucun doute suivi par d'autres dans l'avenir, sur des thématiques proches ou à inventer. Notre planète est en tension, en enjeu, en crise. Il y a peu de territoires véritablement paisibles. Il n'y a plus ni Nord ni Sud, il y a partout des personnes, des gens, des organisations, des communautés, des villages, des régions, des pays qui, selon leur échelle et leurs enjeux propres, font face à un faisceau de crises où, malgré ces crises, les populations ont décidé de continuer à vivre sur leur territoire. On peut appeler cela de la résilience territoriale. Mais on constate aussi que ces initiatives ne sont pas, loin s'en faut, des initiatives individuelles, il s'agit vraiment d'entreprises collectives, coopératives.

Grâce au partenariat entre le RIEH et l'APAC, ce numéro d'Approches Coopératives documente comment, dans des contextes géographiques très diversifiés, les gens ont décidé de continuer à vivre chez eux malgré les crises auxquelles ils font face. Il est intéressant de constater comment ces communautés démontrent qu'elles sont capables de se prendre en charge sans soutien extérieur majeur. Malgré un dénuement de ressources et en comptant sur leurs propres forces pour continuer à survivre, ces gens décident de changer la donne pour donner une perspective



Photo de Barbara Burgess sur Unsplash

de vie à l'ensemble de leur communauté, enfants, femmes, hommes, anciens et plus jeunes. Bien sûr, il y a des différences culturelles d'une région à l'autre, mais les motivations humaines de la population sont partout les mêmes. C'est la volonté de donner à la famille, à la communauté une perspective de dignité et d'avenir dans un environnement territorial.

Cela peut se manifester culturellement de façon différente.

DL - Évidemment, en Asie du Sud ou en Équateur, les gens vivent de manière différente. Mais finalement, quand on prend le temps de les écouter sur leur propre territoire, on constate que dans le Yatenga, au nord Burkina, ou au Liban, ou encore en Afrique australe, les gens finalement ont des motivations identiques.

Ce qui est frappant, à travers tous les témoignages recueillis, c'est que l'effort pour développer une économie locale va de pair avec une volonté d'améliorer le vivre ensemble. Par exemple, on verra comment, au Liban, un pays bien connu pour ses crises intercommunau-



Photo de Ajin K S sur Unsplash

taires, Fair Trade Lebanon coopère aussi bien avec les chiïtes, les druzes que les chrétiens et contribue à retisser des liens d'amitié entre les diverses communautés.

DL - Oui, oui, tout à fait. C'est vrai partout. C'est effectivement une dimension intéressante de l'économie humaine, par l'effet d'une action sociale, collective, qui favorise des rencontres. C'est aussi vrai au Burkina qu'au Liban ou même en France. D'ailleurs, à ce sujet, il faut rompre définitivement avec le prisme selon lequel le Nord développé a encore beaucoup de leçons à donner au Sud non développé. Ça, c'est terminé. Et ce n'est pas une posture idéologique, c'est simplement le constat que les besoins et la réponse à ces besoins sont semblables à peu près partout.

Quand on regarde ce foisonnement d'initiatives conduites par des communautés locales dans une si grande diversité de pays et de cultures, on ne peut manquer de se poser une question : quand les dirigeants politiques vont-ils se mettre à regarder ce qui se passe sur le terrain et s'efforcer de soutenir ce mouvement spontané au lieu de prétendre résoudre les problèmes en dictant aux

gens ce qu'ils doivent faire par des stratégies descendantes inefficaces ?

DL - En France, l'État existe depuis mille ans, il est centralisé, il est pyramidal. mais il ne peut pas tout faire. Des belles coopérations public - privé peuvent exister de manière heureuse comme avec la Banque Malienne de Solidarité - qui est aujourd'hui la principale institution financière du Mali à l'actionnariat à 96% malien, public et privé Cette banque créée en 2007 continue à exister et à agir malgré toutes les crises auxquelles le Mali fait face.

Fondamentalement, l'autonomie me semble au centre des enjeux de renforcement des acteurs de l'ESS. C'est-à-dire la possibilité pour les communautés locales de mener la vie qu'elles décident, sans interférence externe, morale ou autre à partir des résultats de leurs activités économiques. Si elles décident de faire des dispensaires, c'est leur décision, idem pour les écoles, ou si elles décident de redistribuer cette richesse, parce qu'elles ont été dans la rareté pendant très longtemps, et qu'aujourd'hui, ils ont besoin, peut-être, de consommer un peu plus, c'est leur décision.

Quand on a été formé humainement à certaines valeurs, certaines visions, on a parfois beaucoup trop tendance à dire ça c'est bien, ça ce n'est pas bien. Qu'est-ce qui nous permet de dire si c'est bien ou pas ? Les acteurs de l'économie humaine décident véritablement par eux-mêmes de ce qu'ils veulent devenir. S'ils ont besoin d'appuis externes, de nature technique ou financière, très bien. Mais les appuis doivent rester à leur place : ils sont au service de la décision souveraine prise par l'entité.

L'économie humaine vise à servir l'agenda d'autonomie et de souveraineté des communautés humaines.

On parle de communautés, mais il ne s'agit pas de communautés isolées. Dans une démarche d'économie sociale et solidaire, des réseaux se constituent presque naturellement.

DL. C'est exact. Par exemple, la fédération nationale des Groupements NAAM, à qui on donne la parole dans ce numéro, couvre désormais le territoire de la République du Burkina Faso. Cela commence à compter, notamment avec ses 750 000 membres recensés aujourd'hui.

Bien sûr, il ne faut pas idéaliser, le rôle de ce qu'on appelle aujourd'hui le secteur privé social peut être évidemment menacé par certains agendas politiques plus ou moins démocratiques. On sait que les réalités politiques de beaucoup de pays ne s'améliorent pas en ce moment, il est d'autant plus important, et c'est aussi l'objet de ce numéro, de montrer comment l'action économique, inscrite dans une perspective sociale et démocratique, permet de renforcer des acteurs dans leurs droits économiques pour ensuite faire valoir leurs droits sociaux et politiques. En d'autres termes, chacun des cas que nous allons découvrir à travers ce numéro, permet de montrer comment une économie sociale forte permet à une population de se défendre.

Mais si le tissu social ne parvient pas à générer suffisamment de richesses à redistribuer de manière ouverte et redevable à une population donnée, cette population ne va pas pouvoir se défendre et ne va pas pouvoir faire valoir ses droits et ses attentes dans le champ culturel,

dans le champ social, dans le champ juridique, dans le champ de l'éducation, dans le champ de la santé. C'est la raison pour laquelle l'action économique ou socio-économique menée par ces communautés diversifiées dans toute une série de territoires très variés permet finalement aux populations de vivre et d'avoir un avenir.

Plus d'une quinzaine de cas vont être présentés dans ce numéro. Comment les avez-vous choisis ?

Nous avons utilisé plusieurs critères de sélection. D'abord la géographie, en prenant en compte la diversité des continents : il y a des expériences intéressantes en Asie, en Afrique, en Amérique latine, au Moyen-Orient, mais aussi chez nous, en France. Et je tiens à remercier le secrétaire exécutif du RIEH, Michel Tissier, qui a été particulièrement attentif à respecter cette diversité géographique et culturelle. Le deuxième critère a été la diversité des actions économiques entreprises : le commerce équitable, les artisans-pêcheurs organisés, les organisations paysannes, des actions communautaires de défense de quartier... Des sujets liés à la transition énergétique. Il s'agissait de montrer que le spectre de l'économie humaine et de l'économie sociale est vaste. Nous avons donc croisé la géographie et les thématiques pour réaliser un véritable kaléidoscope représentatif des dynamiques d'économie humaine que l'on peut trouver sur la planète.

Si l'on fait la comparaison avec les projets d'action sociale, le fait d'introduire une dimension économique donne un pouvoir d'agir beaucoup plus grand aux communautés.

Oui, le pouvoir d'agir est direct puisque pour mémoire l'essentiel de la population de la planète relève du secteur économique informel. Ce qu'on appelle le secteur structuré, l'État, les entreprises formelles, etc., ne représente pas la majorité des emplois et des richesses créés sur la planète. L'essentiel des richesses créées et qui permettent à la population de (sur)vivre le sont par ce qu'on appelle encore le secteur informel, c'est-à-dire une économie de survie. L'objet n'est pas de porter un jugement sur cette réalité, il faut simplement constater que la majorité



Photo de Dario Valenzuela pour Unsplash

12

de la population dépend d'abord d'elle-même pour sa survie alimentaire, éducationnelle, sanitaire, etc. En conséquence, pour pouvoir faire vivre une famille, un chef de famille qui n'a pas de formation particulière, doit développer une action économique, produire, acheter, vendre, etc. Il doit faire une petite marge pour sortir de la pauvreté. Et donc effectivement, c'est un fait universel, l'action économique, l'action de création de richesse et de redistribution de cette richesse est la première étape de survie et de vie des populations.

Un des intervenants, Philippe Adaimé me disait qu'au Sud-Liban, une région très pauvre, avant la création d'une coopérative, les femmes avaient un revenu annuel de 50 euros. Après la création de la coopérative, elles avaient atteint un revenu mensuel de 800 euros!

C'est toute l'histoire de la micro-finance, du micro-crédit, qui devient meso et macro mais aussi de la structuration des organisations de producteurs. Mais effectivement, l'action socio-économique, c'est-à-dire une action économique à dimension sociale, est un vecteur

puissant d'autonomisation des populations par elles-mêmes, c'est un fait universel. On n'en est pas toujours conscient, mais c'est une tendance lourde, très lourde. Via l'action économique, on dispose d'un nombre considérable de leviers pour pouvoir continuer à mieux vivre sur son territoire..

[Retour au sommaire](#)

CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE DANS UNE ZONE SOUS TENSION : CAS DE L'EST DE LA RD CONGO

PROSPER HAMULI BIRALI

Communicateur RIEH / Kivu



Dans un Kivu montagneux meurtri par la guerre, des acteurs du mouvement associatif, amenant les communautés à agir en synergie au sein de groupes locaux, tentent de s'associer et d'associer les citoyens, les acteurs locaux, les partenaires humanitaires et les institutions pour bâtir ensemble un avenir radieux dans un monde plus juste et plus humain.

En effet, des décennies d'affrontements armés ont laissé des morts, des destructions, des déplacements massifs des populations et une pauvreté extrême. C'est donc pour redonner un sens à la solidarité et survivre malgré les moyens extrêmement limités, mais avec un

engagement total, que des membres des communautés regroupées en associations forment des groupes locaux se référant à l'Economie Humaine pour initier des actions concrètes en faveur des personnes en détresse à travers des actions de formation, de soutien à la sécurité alimentaire et d'autonomisation économique pour une société inclusive où chacun peut vivre dignement.

DES JEUNES ENTREPRENEURS QUI APPRENNENT VITE ET S'ADAPTENT

Depuis 2015, plusieurs dizaines de jeunes des pays des Grands Lacs africains, - 72 au départ, sont mis en relation dans des programmes régionaux de dialogue transfrontalier pour la paix avec l'ambition de les autonomiser par rapport à leur manipulation notamment pour des enjeux politiques. A partir de 2016, ils mettent sur pied une dynamique de réflexion et d'action économique, dite FORUM JEUNES ENTREPRENEURS, active sur l'axe Bujumbura – Bukavu – Goma et un peu l'Ituri. En 2017, ce forum entre en contact avec le Réseau International pour l'Economie Humaine. L'idée de base est qu'un jeune puisse discuter comme client ou fournisseur avec d'autres personnes de façon à pouvoir quitter sa zone habituelle pour affaires et être accueilli et guidé ailleurs par d'autres jeunes impliqués dans la même dynamique d'entrepreneuriat des jeunes. Cet espace d'échange est ainsi dédié à la promotion de l'auto-emploi, de l'auto-entreprise et de l'au-



Des femmes viennent vendre leur production à l'escale d'un bateau sur le lac Kivu

to-promotion. Au lieu d'être demandeurs d'un financement extérieur, les jeunes impliqués dans cette dynamique s'organisent pour disposer un fond de crédit à partir de Groupes d'Economie Solidaire en vue de constituer un capital initial de démarrage de leurs initiatives entrepreneuriales.

C'est ainsi que, en dépit de l'option de brouilles diplomatiques et de recours à la violence adoptée par les Etats de la région pour résoudre leurs différends, des activités génératrices des revenus des jeunes résistent. Pour ne citer que trois exemples de ceux qui ont pu sauter le pas et créer leur propre mini entreprise, Bahati Dorhaso, à travers son entreprise CIGOM (Complexe Industriel de Goma), fabrique et vend une craie de qualité à Goma. Richard Cirhuza Bihembe, par son entreprise SAFARI HOME BUSINESS, fabrique des détergents et livre à domicile des vivres bio à Bukavu. Enfin, Héritier Kitumaini se bat dans son BCECO (Bureau d'Echange Economique et Corporation des Services) pour mutualiser les ressources des paysans dans des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC) et s'oriente vers la réalisation de la coopérative d'épargne et de crédit AMANI en cours de création en milieu rural au Sud-Kivu.

D'autres achètent par-ci pour vendre par-là comme ceux qui livrent le savon ou la bière du Burundi à Bukavu et à Goma. D'autres encore fabriquent du jus de fruit mis en bouteille, louent des champs pour produire et vendre des aliments, etc. Curieusement, en 2020, l'opérateur culturel Frédéric Heri Kashonde crée à

Goma l'Eglise "CIEL OUVERT" comme voie d'accès par association sans but lucratif (asbl) au financement d'activités de plusieurs dizaines de petits groupes d'artisans initiés aux valeurs chrétiennes de probité morale.

En conséquence, les facteurs relationnels de résilience observables dans le contexte actuel de violences multiformes sont en fait la traduction par ces jeunes entrepreneurs d'aptitudes acquises pour se construire et continuer à vivre en dépit de circonstances stressantes et traumatisantes.

ACTIVITÉS GÉNÉRATRICES DES REVENUS EN MILIEU URBAIN

Trois organisations sont actives dans la ville de Goma. Les Ets PPBC Agri entretiennent une champignonnière. C'est un projet commercial de myciculture. La culture du champignon est très rentable, à coûts bas et c'est un produit très attractif. « *Je connais et apprécie le champignon au point de l'acheter si je le vois même s'il n'est pas sur ma liste d'achats.* » Ces paroles d'un restaurateur tanzanien illustrent bien le défi de la disponibilité sur le marché d'un produit facile à écouler. Au bout de 3 mois, une botte de semence de mycélium produit en continu de 800 à 1 300 gr de champignons. Avec 500 \$US, le cultivateur obtient un tonne de champignons vendus 4 à 5 \$us/kg à Goma et nourrit 1 000 à 1 500 ménages. Au Rwanda, pour 600 Frw

investis on obtient de 2500 à 4 000 Frw selon la production.

L'asbl Action Solidaire "Amka Mulemavu" (ASAM) est dédiée aux personnes vivant avec handicap. Personnes valides et vivant avec handicap accèdent ensemble à diverses formations en petits métiers comme la couture, la menuiserie, la cordonnerie et les arts créatifs et expérimentent des mini jardins potagers et maraîchers pour leur autonomisation. L'art de la culture des champignons est proposé autant pour une alimentation saine que pour accéder à des revenus. Des pourparlers sont en cours avec Handicap International et la Ligue Paralympique de Goma en vue d'un partenariat avec d'autres acteurs humanitaires pour des interventions d'urgence en faveur des retournés incluant les personnes à besoins spécifiques.

Et *African Leadership and Reconciliation Ministries* (ALARM) réserve un vaste terrain aux cultures maraîchères, à l'alphabétisation des adultes et à d'autres formations dans la banlieue de la ville. Ce terrain devient ainsi un vaste champ-école pour l'apprentissage de la rentabilisation de l'agriculture. Les besoins exprimés concernent des suggestions surtout pour les semences et intrants, l'organisation du marketing des produits offerts aux clients et à la communauté dans le voisinage, l'appui de l'acquisition ou l'amélioration de l'équipement et du sol, l'apport d'eau pour faciliter les arrosages ainsi que la vente des produits du jardin aux voisins à un prix abordable.

Toutes ces expériences mises ensemble, on assiste alors à la mise en place, avec des acteurs à la base, d'un Consortium Inclusif à Assises communautaires (CIAC) pour mener un plaidoyer global selon les domaines d'interventions des acteurs membres en s'appuyant sur les échanges réciproques d'expériences, les expertises techniques, administratives des uns et des autres. Ce qui facilitera entre autres l'apprentissage de l'agriculture intégrée consistant à associer l'agriculture à l'élevage dont les fourrages serviront à l'alimentation du bétail.



Photo de Random Institute pour Unsplash

DÉFIS ET OPPORTUNITÉS COMME CLÉS DE L'AGIR COLLECTIF.

Pour un financement autonome des activités par le bénéfice tiré des activités de groupes d'économie solidaire, au Rwanda, au Burundi comme en RDC, les gagne-petit exclus du système bancaire par la modicité de leurs avoirs et le manque de garanties à proposer aux banques se sont inventé leur propre système d'épargne et de crédit. Qu'il soit localement appelé "likirimba", "ibimina", "mukwate" ou "mulungano", ce système de collecte de petits fonds additionnés pour être remis à chacun des membres à tour de rôle est le même dans ces trois pays. Ce sont les *tontines*. Les variantes locales ou selon les pays se situent au niveau de la gestion et de la destination du capital constitué ainsi que de l'appui de l'Etat au système. C'est pourquoi, systématisées ou contractualisées, les tontines se révèlent être des voies d'insertion des pratiques locales d'économie informelle dans l'économie formelle. Dans un système financier plus humain, c'est une voie par laquelle ces déshérités pourraient se distancer "du piège de la dette".



Photo de Shashi Yadav sur Unsplash

La RDC quant à elle connaît l'expérience des MUSO (Mutuelles de Solidarité) et AVEC (Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit) largement dépendantes des pratiques populaires et peu connectées au système bancaire mais accompagnées par certaines ONG. Au bout d'une période comptable généralement d'une année, les AVEC permettent aux membres de dégager un bénéfice à se partager ou à affecter à la réalisation d'un but commun. C'est ce que font au Kivu les AVEC engagées dans ATEAR (Action Territoriale pour l'Environnement, l'Agriculture et la Reconstruction) qui affectent une partie de leurs bénéfices à la mise sur pied de champs communautaires et divers ateliers de métiers et formations pour l'autonomisation des bénéficiaires.

Les défis sont donc des occasions d'agir malgré l'ambivalence du défi sécuritaire. En effet, en même temps que la peur de se faire voler les produits des cultures maraîchères ou du petit élevage dans les parcelles diminue, le taux de criminalité

remonte. Mais aussi, au Kivu de 2025, les facteurs institutionnels de résilience sont plutôt du côté du problème que de celui de la solution. Le renversement des institutions légalement établies bloque le rétablissement du circuit économique normal. Les institutions financières étant à l'arrêt, le défi quotidien est de faire preuve d'inventivité et de débrouillardise pour accéder au cash et aux financements par des voies alternatives.

ET POURTANT LE KIVU PEUT SORTIR DE LA BRUME.

D'abord, la solidarité agissante entre des gens qui se trouvent dos au mur est la clé de la survie de personnes qui ressentent le besoin de recevoir d'observateurs extérieurs des contributions constructives en vue d'une amélioration de leurs interventions. A la suite de cela, l'interconnexion des activités des associations locales est à construire.

Des leçons partageables pour contribuer au relèvement collectif peuvent être tirées de l'expérience des acteurs communautaires du Kivu en guerre qui mettent l'accent sur leur autonomisation, recherchent le service à la communauté, se forment à partir d'activités expérimentales et valorisent les compétences des jeunes et des personnes vivant avec handicap.

Ensuite, il est préférable de faire remonter à la conscience des acteurs ce qu'ils ont et qui est partageable à l'intérieur et à l'extérieur de leur zone. C'est pourquoi il est intéressant que les associations membres des Groupes Locaux RIEH au Kivu s'engagent formellement en signant des fiches d'engagement, comme dans ATEAR. Les mêmes fiches sont proposées aux candidats nouveaux adhérents. L'avantage de ces fiches est d'établir ce que les associations veulent faire ensemble et le document de la synthèse des engagements permet de rédiger un tableau de bord du suivi mensuel des activités des membres.

Enfin, il serait utile que les associations membres des groupes locaux RIEH au Kivu continuent à proposer cette approche d'économie humaine qui met l'homme au centre des intérêts économiques et cette approche de développement dans les secteurs de sécurité alimentaire, environnement, action climat, etc.... Pour cela, les groupes locaux devraient structurer leur gouvernance, formaliser leurs existences juridiques en vue de maximiser des partenariats technico-financiers et administratifs.

Nous retiendrons donc de ce qui est tiré des récits des vies à l'Est de la RD Congo qu'en menant leurs activités, réalisées avec les moyens de bord, les membres des communautés du Kivu se rendent compte qu'ils s'attaquent dans les faits au difficile problème de relèvement socio-économique de communautés prises en otage par un contexte apparemment sans issue. En essayant de résister pour survivre, ils se retrouvent, au final, en train de poser à leur niveau les bases de la reconstruction du pays à partir de ce qu'ils savent et de ce qu'ils peuvent. Et aussi, en contact avec des acteurs extérieurs au sein du Réseau International pour l'Economie Humaine, ils sont en train de poser concrètement les bases d'une solidarité internationale, bien que modestement, mais avec conviction et détermination.

Et pour finir, il faut retenir des facteurs de résilience au Kivu que résister c'est créer des outils de résilience individuelle et communautaire :

- en donnant du sens à sa vie à travers des activités de production et échange de produits de base et des actions solidaires qui mettent en relation des personnes vivant les mêmes problèmes auxquelles elles s'attaquent et tentent de trouver ensemble des réponses partageables ailleurs ;
- en maîtrisant l'analyse du contexte vécu pour être capable de dire ses besoins réels et formuler les demandes d'appui les plus pertinentes ;
- en étant présent pour montrer qu'on est là, debout et capable de faire des propositions et oser agir.

EN GUISE DE CONCLUSION

Collecter, accompagner des expériences d'économie humaine à l'est de la RDC revient à contribuer à la naissance d'une vision où l'homme est présent pour que tous les hommes en profitent et vivent dignement. Il ne s'agit pas seulement de réussir des actions mais d'en faire un mouvement à la hauteur des enjeux. Ce qui est une ambition qui tire vers le haut tous les acteurs qui ont l'impression de tourner en rond dans des problèmes sans fin.

Si elles sont appuyées, toutes ces initiatives et bien d'autres – portées par différents groupes locaux du Réseau International d'Economie Humaine, RIEH -, ouvriront la voie à un consortium d'acteurs pour une synergie d'actions débouchant sur des expériences "désisolées". En définitive, l'accompagnement de la prise en charge des problèmes locaux par ceux qui les vivent permettra de capitaliser les compétences existantes pour chercher des réponses adaptées aux problèmes locaux dans une approche pluridisciplinaire du développement.

[Retour au sommaire](#)

RÉCIT

AU SRI-LANKA, FACE AUX DÉFIS DE LA FAIM ET DE LA CRISE ALIMENTAIRE : L'ACTION DE LA NAFSO

HERMAN KUMARA,

Coordonnateur national - NAFSO

LE SRI LANKA À LA CROISÉE DES CHEMINS

En 1978, le Sri Lanka est devenu le premier pays de la région à adopter des politiques économiques néolibérales, qu'il a maintenues pendant les 45 dernières années, soit près de cinq décennies. De plus, de 1983 à 2009, le Sri Lanka a été confronté à une grave crise, principalement due à de profondes divisions entre les groupes ethniques, qui ont créé des fractures et des malentendus ethniques, de la méfiance et des tensions à la suite de la guerre entre les LTTE et les forces militaires du gouvernement sri-lankais. Comme dans toute situation de guerre, ce sont les femmes et les enfants, en particulier les filles, qui ont été confrontés à des difficultés dans leur vie, leurs moyens de subsistance, leur logement, leur sécurité et leurs besoins fondamentaux, notamment en matière de santé et de l'éducation.

En avril 2022, le gouvernement sri-lankais a annoncé que le pays était en faillite et que la population était confrontée à de graves crises économiques, sociales et politiques. Les souffrances étaient si graves que la population était confrontée à une pénurie alimentaire due à la flambée des prix des produits agricoles, à une pénurie de carburant, à une pénurie de gaz pour la cuisine, à une pénurie de médicaments et tout simplement à une pénurie de devises étrangères pour les importer, car nous dépen-



Carte du Sri Lanka - Credit Nation Online

sons des importations pour tous les produits provenant de l'extérieur du pays.

La pandémie de COVID, les guerres mondiales et les risques environnementaux, combinés à la corruption et aux malversations des dirigeants, ont conduit à une crise économique et politique qui a porté préjudice à l'ensemble du pays et aux communautés les plus marginalisées et vulnérables, les femmes et les enfants étant les plus touchés. Les groupes pauvres et margina-



Culture du thé au Sri Lanka. [Photo de Vyacheslav Argenberg](#). Wikimedia

lisés sont devenus encore plus vulnérables, et la flambée des prix des denrées alimentaires a plongé le pays dans la famine, la malnutrition et l'extrême pauvreté, en particulier parmi les femmes et les enfants.

LE RÔLE DE LA NAFSO DANS LA CRISE

Le NAFSO (Comité national de solidarité pour la pêche) travaille depuis 1997 dans 14 districts côtiers et 4 zones de pêche intérieures du pays.

Depuis sa création, le NAFSO a mis en œuvre deux stratégies principales.

- Construire des alternatives sur le terrain pour améliorer la vie des communautés les plus marginalisées et vulnérables, parmi les populations locales, en unissant la classe ouvrière, en particulier les agriculteurs, les pêcheurs, les femmes du secteur de l'habillement, les communautés des plantations, les personnes touchées par la guerre et les femmes de tous les secteurs.
- Promouvoir des politiques alternatives aux politiques économiques néolibérales existantes adoptées en continuité par les gouvernements successifs, et construire une

base populaire pour des interventions pratiques et théoriques.

Pendant la crise du COVID, la NAFSO, en tant qu'organisation associative, a dû trouver une solution immédiate pour lutter contre la faim, la pauvreté et la malnutrition. En raison du confinement, il n'était pas possible de se réunir pour discuter des problèmes auxquels ils étaient confrontés.

La NAFSO a facilité et modéré une série de dialogues en ligne entre les organisations de la société civile (OSC) pendant la pandémie de COVID-19 et a présenté un certain nombre de propositions importantes pour relever les défis du monde post-COVID. Les acteurs concernés de la société civile, notamment des militants d'OSC, des journalistes, des politiciens, des professeurs d'université, des sociologues, des ingénieurs et bien d'autres, y compris des groupes religieux, se sont réunis virtuellement et ont réfléchi à la manière de relever les défis posés par la pandémie de COVID-19 au concept de « *village mondial de la mondialisation* ». Les communautés urbaines souffraient de la faim et étaient poussées à la famine, tandis que les agriculteurs voyaient leurs produits pourrir.

Les pêcheurs ne pouvaient pas vendre leur poisson car les poissonniers ne pouvaient pas se déplacer en raison du confinement et des interdictions de voyager. L'un des principaux domaines que nous avons proposés dans la Vision pour le monde post-COVID était donc de disposer de notre propre système de production alimentaire.

Nous avons promu le « *système de production alimentaire autosuffisant à petite échelle* », qui a aidé non seulement les personnes pauvres et marginalisées, mais aussi les classes moyennes inférieures et même supérieures à trouver des moyens de produire leur propre nourriture afin de répondre aux besoins alimentaires de base de la population.

Sur la base de ce programme mis en place pendant la crise du COVID, la NAFSO, en collaboration avec 17 organisations partenaires dans 17 districts du Sri Lanka, promeut les unités de production alimentaire autosuffisantes à petite échelle [SSSS-FPU], qui constituent désormais une alternative efficace à la crise alimentaire, à la malnutrition et à la faim dans les populations rurales et urbaines.

Nous avons une vision de la souveraineté alimentaire et nous espérons utiliser l'agroécologie comme un outil pour lutter contre la faim, la malnutrition et promouvoir la souveraineté des peuples, la démocratie et les questions de justice environnementale et climatique.

Nous encourageons « *une alimentation sans poison, produite localement pour notre propre consommation, en utilisant les connaissances locales et les ressources disponibles localement* ». C'est ce que nous appelons la souveraineté alimentaire. Les communautés pauvres et vulnérables utilisent ces aliments pour leur propre consommation, en particulier dans les camps de déplacés internes, et même dans les zones urbaines où l'espace disponible pour la production alimentaire est limité.

La NAFSO a fourni des semences et des plants pour lancer de telles unités auprès de 1 800 familles, et la pratique est devenue si populaire que nous ne pouvons plus compter le nombre total de familles actuellement impliquées.

Nous avons maintenant mis en place 575 programmes de développement de l'entrepreneuriat féminin dans lesquels les femmes s'engagent à renforcer leur économie grâce à des programmes d'entraide tels que le SSSSFPU, l'élevage, la cou-



ture, la production alimentaire, y compris la production de poisson séché, les points de vente, le matériel de pêche, les magasins de détail, les points de vente de boissons à base de plantes, la culture de la beauté, les pépinières, la production de chaussures et de moustiquaires, pour ne citer que quelques exemples du processus d'autonomisation économique des femmes.

La NAFSO participe au processus de souveraineté alimentaire Nyeleni, qui est un rassemblement mondial de producteurs alimentaires, de paysans, d'agriculteurs, d'éleveurs et de groupes de consommateurs avec d'autres parties prenantes.

Nous espérons atteindre le chiffre de 1 000 femmes entrepreneurs d'ici 2026, si la situation favorable se maintient. Nous essayons donc de résoudre les problèmes liés à l'alimentation, à la faim et à la malnutrition chez les jeunes, les enfants et les femmes grâce à ce processus, et de les autonomiser, avec des programmes et des objectifs immédiats et à long terme.

[Retour au sommaire](#)

FAIR TRADE LEBANON, UN RECOURS SOCIO-ÉCONOMIQUE FACE À L'ADVERSITÉ AU LIBAN

PHILIPPE ADAIME

Président fondateur de Fair Trade Lebanon

PROPOS RECUEILLIS PAR DOMINIQUE BÉNARD

Bonjour Philippe. Pouvez-vous nous présenter Fair Trade Lebanon et la genèse de ce projet ?

PA - En 2006, avec quatre amis, nous avons fondé l'association Fair Trade Lebanon. Notre objectif était de permettre aux personnes des régions rurales défavorisées de vivre dignement de leur travail en accédant au marché, sans dépendre uniquement de l'aide internationale, par définition aléatoire. Nous avons analysé la situation et étudié ce qui pourrait fonctionner durablement. Je me suis déplacé dans plusieurs régions libanaises avec la société de Saint-Vincent de Paul. Nous avons alors compris que l'aide n'était pas une solution durable et le commerce équitable s'est imposé comme approche idéale : garantir un prix juste et un accès direct au marché local et international pour les petits producteurs du Liban, sans intermédiaire.

Nous avons commencé avec deux coopératives de femmes dans le Sud du Liban, qui produisaient de l'huile d'olive, des tisanes et des épices. Nous les avons formées aux standards de qualité et d'étiquetage.

Parallèlement, je me suis déplacé en France, où j'ai frappé à plein de portes et une s'est ouverte : celle de l'association Artisanat Sel qui hélas



Philippe Adaimé

n'existe plus malheureusement aujourd'hui, elle n'a pas résisté à la crise financière de 2008. Mais grâce à eux, nous avons pu envoyer en 2006 notre premier conteneur vers la France. Et depuis lors, nous avons continué à développer d'une part les marchés à l'international, les marchés de l'Europe de commerce équitable, et d'autre part, densifier le tissu coopératif au Liban en travaillant avec des coopératives de production, des coopératives de transformation, mais également des coopératives agricoles dans le pays. On a donc commencé au sud, puis ensuite

dans la plaine fertile de la Bekaa, dans le centre du pays, jusqu'au nord. Depuis, nous n'avons cessé de développer les marchés internationaux et d'étendre notre réseau de coopératives à travers tout le Liban.

Comment votre modèle a-t-il évolué depuis ces débuts ?

PA - Après la crise financière de 2008 et la faillite de notre partenaire initial, nous avons compris qu'il ne fallait pas dépendre de quelques acteurs. Nous nous sommes alors diversifiés en nous tournant vers les épicerie fines et le grand public, en plus des réseaux de commerce équitable traditionnels.

Pour simplifier notre commercialisation, nous avons créé une marque ombrelle, « Terroir du Liban », qui regroupe aujourd'hui la production de tous nos partenaires. C'est une marque de commerce équitable qui offre les produits de PME et, surtout, de coopératives. Aujourd'hui, notre réseau rassemble environ 35 coopératives, 300 PME et quelque 10 000 agriculteurs,



Coopérative de Hariss

et Fair Trade Lebanon (FTL) distribue ses produits dans 13 pays.

Le Liban est un pays multiconfessionnel. Vous adressez-vous à toutes les communautés ?

PA - C'est une excellente question, qui a été au cœur de nos débats fondateurs. Ma conviction



Coopérative de Qawzah



Vente de produits

est que nous sommes, au Liban, « condamnés à vivre ensemble ». Et pour moi, la meilleure façon de vivre ensemble, c'est de commercer ensemble, de créer un bénéfice mutuel qui dépasse les divisions.

Notre première expérience a été emblématique : dans le sud, une région majoritairement chiite, nous avons fait travailler une coopérative de femmes chrétiennes avec un pressoir à olives chiite, alors même que les communautés ne se parlaient pas. Chacun y a trouvé son compte : le pressoir a augmenté son activité et la coopérative a réduit ses coûts et ses déplacements.

Nous avons systématisé cette approche en organisant des rencontres entre nos coopératives de différentes communautés pour qu'elles échangent et collaborent. Avec le temps, de vraies relations de confiance se sont nouées, avec des partages de recettes et des invitations personnelles. Pour moi, le vivre ensemble n'est pas qu'un discours, c'est une pratique quotidienne concrète.

Quelle aide concrète apportez-vous aux coopératives ?

PA - Notre soutien a plusieurs facettes. La première étape est toujours de leur trouver un marché ; c'est par là que nous avons commencé. Ensuite, grâce à des financements obtenus auprès de partenaires comme l'Agence Française de Développement ou d'autres coopérations, nous apportons un soutien plus structuré.

Cela inclut le pré-financement de leurs campagnes de production, la fourniture d'équipements et, surtout, de la formation. Nos programmes de formation couvrent des thématiques variées : les bonnes pratiques agricoles, les techniques de transformation alimentaire (hygiène, normes de conformité), mais aussi la gestion administrative et financière, le marketing et l'élaboration de budgets.

Pourriez-vous nous donner des exemples concrets de l'impact de votre action ?

Chaque coopérative est une histoire unique. Je pense à une coopérative de femmes druzes

dans la montagne: quand nous avons commencé avec elles en 2008, chaque femme avait un revenu d'environ 50 € par an. Aujourd'hui, leur revenu s'élève à 850 € par mois. Leur succès a même inspiré la création de trois autres coopératives dans leur région, qui ont rejoint notre réseau.

Un autre exemple est celui d'une coopérative de femmes près de la frontière avec Israël. Nous avons développé avec elles un produit unique, la kamouné, qui est maintenant vendu aux Galeries Lafayette à Paris. Récemment, elles ont dû fuir leur village à cause des bombardements. Nous leur avons passé une importante commande, ce qui leur a permis de gagner de quoi réhabiliter leur atelier et de reprendre le travail une fois rentrées. C'est une histoire de résilience qui montre que nous pouvons collaborer et nous entraider malgré des points de vue politiques diamétralement opposés.

Vous travaillez dans un contexte particulièrement difficile. Quelles sont les principales difficultés que vous rencontrez ?

La principale difficulté reste l'instabilité politique et sécuritaire. J'ai vécu la majeure partie de ma vie en période de guerre ou de crise au Liban ; cela apprend la résilience et on développe des réflexes pour continuer à travailler malgré tout.

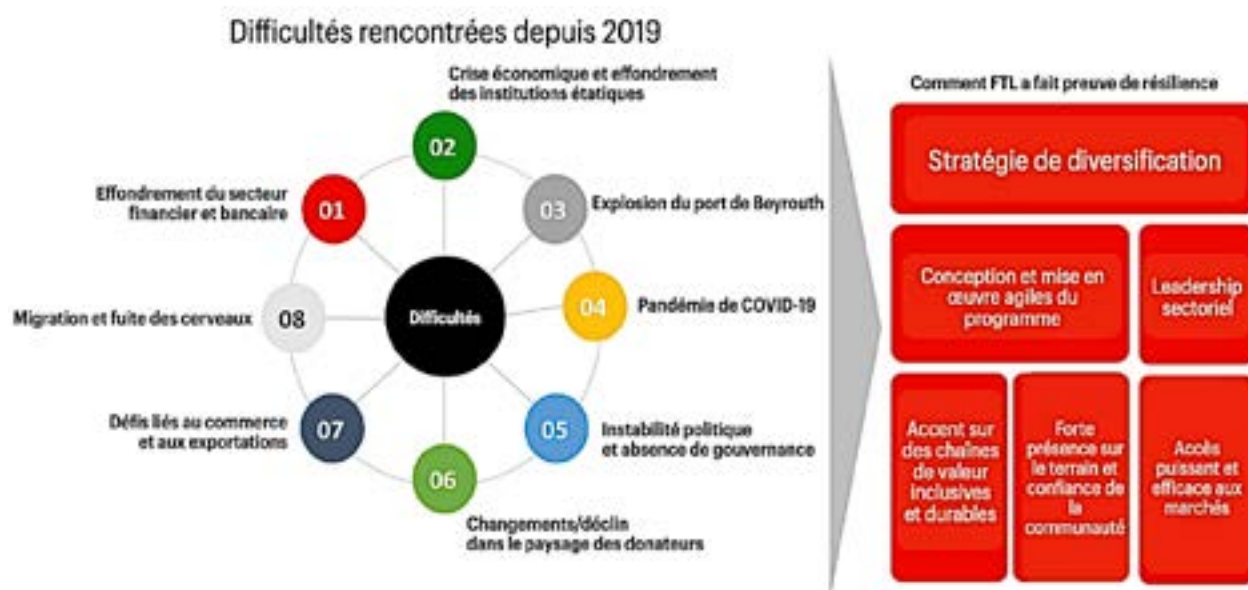
Au-delà de ça, nous faisons face à des défis structurels majeurs : des problèmes d'approvisionnement, car nous devons importer la plupart de nos emballages, des coûts de production très élevés à cause des coupures d'électricité constantes, et surtout, l'absence de système bancaire fonctionnel depuis 2019, ce qui rend tout crédit impossible pour les producteurs.

Quels sont vos objectifs pour l'avenir ?

Notre ambition est de dupliquer notre modèle, qui a fait ses preuves au Liban, dans d'autres pays. Notre projet le plus avancé est la Syrie. Nous pensons qu'il est stratégique d'aider ce pays voisin à se développer, et nous avons déjà des contacts sur place. Nous explorons également des pistes dans des pays d'Afrique du Nord et proposons aussi notre ingénierie entrepreneuriale à d'autres pays.



Travail agricole



LA PAAC - POLITIQUE AGRICOLE ET ALIMENTAIRE COMMUNALE - DE PLESSÉ, FRANCE

RÉMY BESLÉ

Premier adjoint et exploitant agricole



Photo aérienne de Plessé

Plessé est une commune rurale du nord du département de Loire Atlantique. Elle est à l'interface des régions Pays de la Loire et Bretagne et des aires métropolitaines de Nantes, Saint-Nazaire et Rennes. La commune a connu une forte croissance démographique, avec une croissance de la population de 16 % en 10 ans. Avec 5 377 habitants, elle est désormais la deuxième commune de Redon Agglomération en population. La commune offre un cadre de vie très agréable avec un paysage très préservé : bocage important, 44% des terres en produc-

tion biologique, proximité du canal, nombreux espaces boisés. Si la commune de Plessé est la deuxième la plus peuplée de Redon agglomération, elle reste un territoire essentiellement rural, avec des spécificités qui lui sont propres : la commune est composée non pas d'un, mais de trois bourgs (Plessé, Le Coudray, Le Dresny), répartis au cœur d'un territoire vaste (104 km², 4ème commune la plus étendue de Loire-Atlantique) comprenant de nombreux villages et hameaux.

Nous avons 92 exploitations sur la commune, et 48 des 133 chefs d'exploitations ont plus de 55 ans. Il y a principalement de l'élevage. L'agriculture est pourvoyeuse d'emplois non délocalisables et d'une véritable économie locale. Nous avons décidé de mettre en place une politique agricole communale innovante. Encore aujourd'hui, trop peu de communes se penchent sur cette transition ou transformation agricole. Nous avançons pas après pas, avec les citoyens et citoyennes impliqués dans le comité Agriculture, Alimentation, Biodiversité & Environnement. La partie est loin d'être gagnée, mais à la tristesse d'une commune sans paysans et paysannes, nous préférons largement des corps de fermes vivants. Notre ambition est d'aider globalement les agriculteurs et agricultrices dans leur métier, de les épauler dans la transmission de leur ferme, de valoriser et de communiquer sur ce métier essentiel, et de préserver et protéger les ressources naturelles de notre bassin de vie. Le comité a défini 6 axes de travail :

1) MAINTENIR LES EXPLOITATIONS AGRICOLES

Nous avons un objectif ambitieux de ne pas perdre de siège d'exploitation sur la commune. Pour ce faire, nous accompagnons les transmissions des fermes désireuses d'être épaulées, nous mettons en place des cafés installation/transmission et nous disposons d'une structure communale sur le foncier (voir ci-dessous).

ACTIONS

- Objectif 1 départ = 1 installation. Résultat : 26 installations pour 26 départs
- Animation installation : 5 cafés installation soit une centaine de personnes, 1 atelier du « groupe installation » sur la recherche de foncier/de collectifs, 2 visites de ferme
- Accompagnement à la transmission : 6 rendez-vous sensibilisation transmission, une rencontre de cédants, un diagnostic transmission, une cartographie des installations et transmissions à venir

2) PRÉSERVER LE FONCIER AGRICOLE

C'est une première étape, si nous voulons de futurs agriculteurs sauvegardons les terres agricoles. Par l'intermédiaire de Vigifoncier (outil SAFER), nous gardons un œil avisé sur les transferts de foncier à Plessé. Nous assurons ainsi une transparence foncière. L'objectif est de prioriser les installations par rapport à des extensions et de garder le rôle premier des sols fonciers, à savoir un rôle nourricier.

ACTIONS

- Créer une réserve foncière communale. Celle-ci a notamment permis d'installer une ferme florale bio.
- Mettre en place un groupe de travail sur une foncière communale.
- Mettre en place d'un groupe de travail « échange parcellaire », afin de regrouper sur la base du volontariat les parcelles dispersées et limiter les temps de transport.

3) PRIVILÉGIER UNE AGRICULTURE ÉCONOMIQUEMENT VIABLE, PLURIELLE ET DURABLE

Terre d'élevage, Plessé a vocation à le rester. Son potentiel agronomique favorise les prairies et les cultures de printemps. Néanmoins, une nouvelle agriculture diversifiée pointe son bout du nez, et nous nous devons d'accueillir ces nouveaux porteurs de projets. Le Plan Alimentaire du Territoire (P.A.T.), piloté par Redon Agglomération, montre un réel déficit sur le territoire en légumes et en fruits entre autres, une vraie opportunité existe donc à l'installation de nouveaux paysans en maraîchage et arboriculture.

ACTIONS

- Accompagner les porteurs de projet pour que leur activité économique permette de dégager un revenu.
- Accueillir des porteurs de projets : suivi de 15 porteurs de projets agricoles qui souhaitent ou souhaitent s'installer sur la zone de Plessé.



- Sauvegarder les races locales en aidant les démarches locales (Fête de la Vache Nantaise).
- Communiquer sur les actions des structures valorisant les systèmes herbagers.
- Plessé a obtenu le label Territoire Bio Engagé avec 44% de terres en bio.

4) FAVORISER LES CIRCUITS COURTS

Le développement des circuits courts est en plein boom actuellement. Avec l'arrivée de nouveaux habitants, des nouvelles règles en matière d'approvisionnement de la restauration collective, et avec surtout la dynamique déjà existante, l'agriculture de Plessé est en première ligne. L'action communale sur la régie alimentaire municipale, sur la réflexion autour d'un magasin de producteur et sur l'attractivité du marché dominical, apporte aussi une réponse aux demandes des habitant·e·s. Quatre vergers communaux ont vu le jour en 2022 avec des pommiers et poiriers dans le cadre de l'opération «une naissance, un arbre» de la Région Pays de la Loire. Ces vergers permettent de favoriser le lien intergénérationnel entre les habitants et de développer l'offre locale en fruits pour la restauration scolaire. Nous étudions aussi l'opportunité d'installer des outils de transformation.

ACTIONS

- Mettre en place une régie directe pour la restauration scolaire avec GAB44 et le mouvement des Cuisines Nourricières : 67% de produits bio.
- Rédiger un plan alimentaire de référence.
- Mettre en place de 4 vergers communaux.
- Installer un magasin de producteurs de produits bio et locaux dans un local communal.

5) PROTÉGER LES RESSOURCES DE LA COMMUNE

La quantité et la qualité de l'eau sont de plus en plus présentes dans les inquiétudes des habitants, et c'est normal car l'eau est vitale. Nous pouvons agir au niveau communal. La première action est la mise en place de l'inventaire bocager, une autre action est le suivi de la qualité de l'eau du robinet avec l'apport non négligeable du collectif sans pesticides, une action aussi sur la sensibilisation de l'usage de pesticides, et enfin une orientation vers des systèmes en agriculture biologique.

ACTIONS

- Réaliser un inventaire bocager inclus dans le PLU (Plan Local Urbanisme).
- Dresser un repérage des mares et protéger une zone humide.



- Mettre en place l'affouage, qui donne le droit aux habitants de la commune de récolter du bois de chauffage dans les forêts communales.
- Adhérer au Collectif Sans Pesticide.
- Réaliser la renaturation du cours d'eau du Beaumont.
- Publier des Portraits de fermes dans la gazette communale
- Organiser une Journée du patrimoine agricole – 1 édition chaque année avec de nombreux partenariats avec des structures locales (Mémoire d'un Pays, la CUMA Plume Chat Huant, le CAP...) et para-agricoles (Chambre d'agriculture, CIVAM, Terre de Liens, Passeurs de Terres, Gab44, Syndicat de Bassin Versant Chère Don Isac...). A chaque édition, entre 200 et 300 personnes présentes sur l'après-midi.

6) COMMUNIQUER POSITIVEMENT SUR L'AGRICULTURE DE LA COMMUNE

Notre commune est belle et grande. La dynamique paysanne forgée depuis longtemps doit rester le socle de l'attractivité de notre commune. Les CUMA (Coopératives d'Utilisation de Matériel en Commun), l'entraide, les échanges, la convivialité entre acteurs sont des éléments importants du bien vivre des agriculteurs de la commune. C'est un patrimoine social à sauvegarder et à transmettre aux futurs porteurs de projets. Un groupe de travail a réalisé un film qui met en avant le monde paysan et sa richesse, mais aussi toute la dynamique associative, commerçante et artisanale de Plessé. La dynamique crée la dynamique.

ACTIONS

- Animer un réseau d'agriculteurs et d'agricultrices dynamiques. Ce réseau est notamment prêt à accueillir des porteuses et porteurs de projets venant d'autres communes et régions.
- Participer au festival Alimenterre.
- Organiser chaque année une matinée agricole.

La politique Agricole et Alimentaire Communale ici présentée n'est clairement pas celle de la municipalité, mais celle de toute la population et de tous les acteurs de la commune, à commencer par les agriculteurs, actifs ou retraités. Elle n'est possible que parce que depuis 2020, l'équipe municipale porte un projet atypique et innovant de gouvernance partagée afin d'articuler démocratie représentative et démocratie participative.

ENTRETIEN

UNE STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE S'APPUYANT SUR LE SAVOIR ET L'INTELLIGENCE COLLECTIVE DE LA POPULATION

RÉMY BESLÉ

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL TISSIER



Mairie de Plessé. Photo de Pauline Roussel

En conclusion de votre article vous soulignez que cette PAAC n'est possible que parce que depuis 2020, l'équipe municipale porte un projet atypique et innovant de gouvernance partagée afin d'articuler démocratie représentative et démocratie participative. Pouvez-vous nous présenter ce projet ?

Le projet municipal s'appuie sur des valeurs humanistes et écologistes et est réaliste face aux contraintes et aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la commune. Les travaux des comités ont comme ligne directrice la capacité à anticiper, à réagir et à s'adapter pour se développer durablement, quelles que soient les perturbations auxquelles nous devons faire face. Ils s'inscrivent dans le long terme et la

co-construction en s'appuyant sur le savoir et l'intelligence collective des Plesséen.e.s, dans un climat de bienveillance à l'égard de soi et d'autrui. Ils impliquent les habitant.e.s à tous les niveaux (consultation, évaluation, contrôle, prise de décision, projets) et dans tous les domaines de la vie publique (sociétal, économique, environnemental).

La démocratie participative est essentielle pour redonner tout son sens à la politique, elle a pour objectif de :

- Mettre les citoyens au cœur des politiques publiques.
- Permettre à chacun de s'impliquer dans les projets communaux.
- Mieux adapter les objectifs et mise en œuvre des politiques publiques aux besoins des citoyens et à l'intérêt général.
- Identifier les dysfonctionnements et les points d'amélioration des politiques publiques grâce à celles et ceux qui en sont bénéficiaires.
- Redonner confiance dans les instances publiques et politiques.

Comment est organisée cette participation ?

Nous mettons en place un certain nombre d'outils simples et peu coûteux pour favoriser la participation citoyenne. Tous font partie d'un même programme « Aller vers » élaboré avec l'envie d'offrir des espaces d'écoute et de dialogue à celles et ceux qui le souhaitent mais aussi à celles et ceux qui n'ont pas le temps, pas l'envie, qui pensent que leur avis n'est pas important ou ne sera pas écouté.

A Plessé, nous n'avons pas de commissions municipales mais 8 comités consultatifs qui sont ouverts aux habitants à partir de 14 ans. Ensemble, élus, non élus appelés "VIP" pour "Volontaires Investis à Plessé" se réunissent régulièrement pour œuvrer dans la bienveillance et l'écoute en faveur de l'intérêt général. Les modalités de leur participation sont formalisées dans un document signé. (Voir en encadré 1 les engagements qu'il comporte).

Outre ces comités permanents, plus de 20 groupes projets sont en place actuellement ainsi qu'un Conseil Municipal des Enfants pour les élèves

de CE2 à CM2 et le Conseil Volontaires des ados pour les 11-17 ans.

Au total, depuis 2020, ce sont environ 300 habitant.e.s qui participent ou ont participé à ces différentes instances. L'animation de ces comités est gourmand en temps, mais pour nous il faut passer par là pour donner un impact collectif aux décisions.

La commune a aussi adopté un document définissant les « critères de résilience » que doit prendre en compte tout projet. C'est « La moulinette Plesséenne » (voir encadré 2) Pouvez-vous nous la présenter ?

Il s'agit d'une déclinaison du projet municipal non pas en actions, mais en principes qui doivent inspirer toutes les actions. On parle de résilience, car il s'agit pour la population et les acteurs du territoire d'être capables de répondre aux différents défis auxquels ils sont confrontés.

Pour garder le cap sur ses valeurs, la municipalité a construit une grille rappelant les critères de résilience des projets et politiques publiques. L'idée est de passer chaque projet dans cet outil que nous avons appelé « moulinette plesséenne ».

Ces critères permettent de répondre aux questions suivantes : Comment objectiver un choix, une prise de décision? Comment ne rien oublier dans la construction d'un projet? Comment monter en compétence, approfondir une problématique? Finalement, qu'est-ce qui compte vraiment?

Comme vous le voyez dans l'encadré les critères sont à la fois démocratiques, environnementaux, économiques, sociaux. Chacun peut s'y référer dans les débats autour des projets et des politiques publiques et pour les évaluer. Il peut y avoir des contradictions entre les critères. Ce référentiel permet de les identifier pour trouver les solutions qui sont les meilleurs compromis.

Dans un contexte national où le nombre d'exploitations agricoles se réduit et où les transmissions sont difficiles, vous réussissez à attirer de nouveaux projets. Qu'est-ce qui explique ce succès et est-il durable ?

C'est certainement la dynamique participative qui est déterminante. Dans les transmissions, la commune joue un rôle de facilitateur mais les décisions sont prises entre les parties directement concernées.

Après l'installation, il faut rester vigilants. Récemment encore nous avons organisé des pe-



L'équipe municipale de Plessé, dirigée par Aurélie Mézières, a reçu le prix de la démocratie locale en juin 2025.

tits déjeuners avec de nouveaux installés qui ne sont pas de la région et souvent ne sont pas issus du milieu agricole. Il en ressort notamment que c'est difficile pour les familles quand les parents sont loin. La conciliation entre un travail très prenant surtout dans les phases de démarrage et la prise en charge des enfants est difficile. Sans oublier les problèmes économiques. Nous allons mobiliser tout particulièrement les exploitants retraités pour que des solutions adaptées soient trouvées. Ils disent aussi qu'il n'est pas simple d'entrer dans les réseaux informels, ce dont nous n'avons pas nécessairement conscience, nous qui sommes nés dans le milieu. Il faut donc rester attentifs et alertes.

La coopération qui se manifeste dans le domaine de l'agriculture se retrouve-t-elle dans d'autres secteurs économiques ?

Nous avons mis en place un Comité Développement économique, tourisme et attractivité où les commerçants se montrent particulièrement actifs. Sur six vitrines qui se sont trouvées disponibles, une seule reste encore à occuper.

La commune s'est aussi impliquée dans l'expérimentation des Territoires Zéro Chômeurs Longue Durée et depuis septembre une Entreprise à But d'Emploi (EBE) est en place. Elle intervient dans la blanchisserie, la réparation, le démontage de palettes, l'entretien de bâtiments agricoles. Elle va développer la filière

bois énergie, en cohérence avec la politique environnementale de la commune. Elle emploie actuellement 8 salariés, tous en CDI, avec une perspective de 24 en fin d'année.

Comment l'équipe municipale actuelle s'est-elle mise en place et comment aborde-t-elle les prochaines élections municipales de 2026 ?

Dès les élections de 2024 une liste citoyenne a été constituée, Elle a obtenu 35% des voix. 4 membres de la liste ont siégé pendant 6 ans, ce qui leur a permis d'apprendre comment fonctionne une commune. Pour les élections de 2020 un important processus d'écoute des habitants a été conduit avec une association Osons Plessé qui se réunissait tous les mois. C'est pendant cette période que le projet a été élaboré et la tête de liste a été choisie par une votation sans candidat. Nous l'avons emporté de 80 voix sur 2 300 votants.

Nous avons bon espoir que le processus participatif mené pendant ce mandat permettra un large rassemblement lors des prochaines élections.

L'association *Osons Plessé* a été relancée pour écouter les attentes des citoyens et définir les priorités du prochain mandat.



VOLET TECHNICO-ÉCONOMIQUE

PARTICIPATION
CITOYENNE
CO-CONSTRUCTION



VÉGÉTALISATION,
CYCLE DE L'EAU
ET BIODIVERSITÉ



RAFRAÎCHISSEMENT
ILÔT DE FRAICHEUR



IMPACT SANITAIRE ET
ENVIRONNEMENTAL
POLITIQUE
ZÉRO POLLUTION



SOBRIÉTÉ
FINANCIÈRE



ÉCONOMIE CIRCULAIRE
RÉEMPLOI
POLITIQUE
ZÉRO DÉCHET



SOBRIÉTÉ
EN RESSOURCES ET
MATIÈRES PREMIÈRES



CIRCUITS COURTS
DES RESSOURCES ET
DE LA MAIN-D'ŒUVRE



ANALYSE DU
CYCLE DE VIE
BILAN CARBONE



CRITÈRES DE RÉSILIENCE DES PROJETS ET DES POLITIQUES PUBLIQUES

Pour évaluer, ajuster, optimiser ses projets et ses politiques, le conseil municipal de Plessé a conçu un outil dénommé "la moulinette plesséenne comportant deux volets :

un volet technico-économique

un volet usages et usagers

avec des crières précis présentés ci-dessous.

Comment objectiver un choix, une prise de décision ? Comment ne rien oublier dans la construction d'un projet ? Comment monter en compétence, approfondir une problématique ?

Qu'est-ce qui compte vraiment ?

Pour répondre à ces questions, le comité Cadre de Vie et Transition Territoriale a construit un tableau des critères de résilience, crible par lequel sont passés tous les projets et toutes les politiques publiques de la municipalité de Plessé.

VOLET USAGES ET USAGERS



[Retour au sommaire](#)

LA SPATIALITÉ DANS LA LUTTE POUR LA VIE ET LES MOYENS DE SUBSISTANCE

ORALIA CARRILLO PÉREZ

Centre transdisciplinaire d'humanisme économique, Mexico.



Maraîchage au Mexique. Photo d' Ahmet Kurt. Unsplash

La seule lutte permanente, intense et tenace de l'être social est celle pour la vie et la subsistance. C'est une certitude indiscutable. Depuis son apparition, une multiplicité d'actions, de décisions et de relations ont eu lieu afin de préserver la vie, d'obtenir les moyens de subsistance et d'accéder à de nouvelles dimensions de l'existence. La pleine santé, l'intégrité générale, la sécurité globale et le bien-être complet sont des aspirations, des quêtes, des réalisations et des exigences constantes. Ils évoluent dans des espaces physiques complexes, avec des orographies et des

topographies inégales.

La vie et la poursuite sont essentiellement spatiales. La création de l'histoire, l'organisation de la société et la construction de la civilisation se font sur la terre, le territoire ou l'espace. Aucune action, aucune décision, aucune pensée ne naît, n'émerge et ne se concrétise en dehors de l'espace. Les répliques, les combinaisons, les interactions et les socialisations se font dans les territorialités. L'espace est placé à l'axe, au centre et à la base de l'existence.

L'ensemble de l'évolution montre la manière dont l'humanité, les secteurs de population et les collectivités multiples interagissent avec la terre, le sol, l'espace, la nature et l'univers. Où le principe directeur des peuples originels: la terre est le géniteur, accepté et diffusé avec un romantisme élargi, commence à s'étendre à toutes les sphères planétaires.

Dans les conditions culturelles actuelles, où les technologies de haute précision, numériques et automatisées sont considérées comme les promoteurs de la socialisation, de l'intercommunication et de la physionomie, elles appellent à repenser et à réévaluer l'importance de la spatialité. Malgré l'intense propagande en faveur de la substitution de la spatialité dans les transactions commerciales et la gestion des affaires par le commerce électronique, les ventes en ligne, les plateformes numériques, les boutiques en ligne ou les achats en ligne, la territorialité occupe toujours une place délimitante et fondamentale.

Le placement et la réalisation des marchandises continuent de se faire dans l'espace. La circulation des biens est multidirectionnelle. La seule nouveauté est que le consommateur n'a plus besoin de se rendre sur les lieux de stockage, d'entreposage, d'exposition et de vente : il suffit de passer commande en utilisant les technologies de l'information. Mais le vendeur, le fournisseur ou le commerçant doit se déplacer dans différents lieux, sites, routes, villages et territoires pour livrer. Où le facteur temps est largement et continuellement bousculé avec les moyens de transport utilisés dans le transfert et la circulation des marchandises. Avec l'utilisation intensive des systèmes de communication et de transport, l'objectif est de réduire le temps nécessaire aux activités commerciales à un rythme accéléré.

La société contemporaine se caractérise par une aliénation et une distanciation croissantes par rapport à la nature et non à la spatialité. Le formalisme, la luminosité et l'artificialité prédominent surtout dans les environnements urbains, les villes et les métropoles. Le Centre transdisciplinaire pour l'humanisme économique, une organisation de la société ci-

vile, place la spatialité au cœur des processus historiques dans ses programmes de travail. Il défend le dispositif économique, politique et normatif sur le rôle, la place et la valeur du territoire.

A partir d'une interaction avec des populations rurales, urbaines, semi-urbaines et autochtones situées sur des territoires dissemblables et des sites opposés, témoins et acteurs d'événements existentiels, nous partageons certaines idées, valeurs et vertus qui sont le moteur d'une territorialité partagée, intégrée et cohabitée.

A. LOCALISATION TERRITORIALE DU PROCESSUS ÉCONOMIQUE

Dans plusieurs communautés, nous avons reçu diverses plaintes, expressions de griefs et revendications concernant trois propagandes provenant des institutions de l'État national ou des groupes de l'économie solidaire : tout le monde a les mêmes chances ; entreprendre, c'est réaliser les idées et les projets que l'on a ; en promouvant sa propre entreprise, en devenant indépendant et en organisant des économies alternatives, on parvient au bien-être et à une bonne vie.

Sur la première question, ils expriment leurs pensées et leurs sentiments de la manière suivante : *Si je n'ai pas d'argent, je ne peux pas acheter et sans acheter, il m'est impossible de satisfaire mes besoins.* Ici comme ailleurs, les revenus et les revenus disponibles divisent les familles, les populations et les institutions. Les opportunités professionnelles, affectives, intellectuelles et culturelles varient selon les territoires en fonction de quatre exigences : le pouvoir d'achat, le niveau d'éducation, les compétences linguistiques et l'utilisation des technologies. Le marché du travail et le monde de l'entreprise sont saturés et saturés d'exigences excluantes, discriminatoires et préjudiciables.

Dans le second cas, ils disent simplement : *J'ai présenté mon projet d'entrepreneur à des banques, des organismes d'aide et des prêteurs afin d'obtenir un financement, mais dans toutes ces institutions, ils m'ont refusé parce que je n'avais pas de garantie, parce que je n'avais pas de locaux pour installer*



Exploitation agricole au Mexique. Operators-guild-. Unsplash

l'entreprise et parce que je n'avais pas de garantie immobilière ; après m'avoir dit que nous ne pouvions pas vous accorder le crédit, ils vont jusqu'à dire, en guise de moquerie : "votre projet est rentable". Telle est la réalité à laquelle sont confrontés les entrepreneurs qui n'ont pas le capital et l'espace pour s'installer et s'implanter.

En ce qui concerne le troisième événement, ils disent : *"J'ai un petit commerce que j'essaie de maintenir avec beaucoup d'efforts, parce que des visiteurs étranges arrivent toujours au nom de la municipalité pour me demander de prouver la légalité de l'établissement et, bien que j'aie tous les documents en règle, ils exigent que je les leur remette ; des personnages louches arrivent aussi, faisant payer le droit d'étage, recensant les personnes bénéficiant d'une protection et inscrivant des notes dans le livre quotidien des contribuables".* Dans cette zone, la possession et le contrôle territorial sont exercés par l'État national à travers ses multiples institutions et par les organisations criminelles.

Ces trois événements soulignent l'importance de la territorialité et de la spatialité dans les professions et les activités économiques. Pour

faire partie de la main-d'œuvre, on parcourt des jours, voire des semaines et des mois, des distances courtes ou longues. Pour être admis comme ouvrier et comme travailleur, pour avoir un revenu, il faut se déplacer. Réaliser des projets et des plans d'entreprise, posséder sa propre affaire et rester un sujet économique actif implique de posséder, de disposer, d'utiliser et de gérer un espace, un terrain, une parcelle, des locaux ou un territoire.

Le fait économique, la culture du travail, le système de production, l'exercice du travail et l'obtention des moyens de subsistance, dans tous les pays et toutes les communautés, est une localisation territoriale d'activités, de métiers, de professions et d'occupations. Les trois institutions fondamentales de l'ordre social - les familles, les communautés et le processus de production - ont, depuis leur apparition, avec des expansions et des diversifications dans leur développement, opéré sur la terre.

La terre, le sol ou l'espace constituent la base économique d'une transformation incessante. Les grands conflits, les guerres et les conflits



jsb-co-Unsplash

locaux, nationaux et mondiaux ont eu lieu et continuent d'avoir lieu pour la possession, l'accroissement et le contrôle de l'espace. La terre est le moyen de production irremplaçable. Sans elle, il n'y a pas de lieux, de sites, d'établissements, d'implantations, d'urbanisations, de processus d'industrialisation, d'extraction de minerais et de production d'énergie. Elle contient toutes les ressources nécessaires à la continuité de la vie et au fonctionnement du système de production. C'est là que réside sa valeur, sa quantification et sa qualification.

Avec la mise en place de régimes de propriété : étatique ou publique, privée, ecclésiastique et communautaire d'une part, et d'autre part, avec les juridictions qui s'élèvent en brandissant une souveraineté inviolable, les luttes pour la terre prennent des nuances différentes. Là où la dépossession violente, légalisée, continue et sélective s'attaque vicieusement aux peuples indigènes, aux populations natives et aux nationalités autochtones, la tendance générale est à la réduction, à l'amoindrissement et à la dé-

valorisation de la terre. La tendance générale est de réduire, d'amoindrir et de fragmenter la propriété foncière de l'État et des communautés sous divers arguments, prétextes et justifications.

Le processus économique, qu'il soit ancien ou actuel, est sans aucun doute l'organisation contrôlée, alignée et surveillée de l'espace. C'est la création et l'établissement de territorialités qui se restreignent ou s'élargissent. Les territoires, par la fonction qu'ils remplissent, sont résidentiels, de travail, récréatifs, réservés, inhabités et déserts. Mais toutes les typologies sont caractérisées par la possession et la disponibilité de ressources abondantes ou rares. Les écosystèmes, la biosphère et les communautés pluribiotiques sont intégrés dans ces territoires en tant que complexité différenciée et hiérarchisée.

Trois formes de contrôle des territoires existent dans les juridictions : la tenure, la propriété et la domination ; l'aliénation, la vente, l'achat, le transfert, l'échange et le transfert de domination ; la perpétuité et l'inaliénabilité. C'est sous ces modalités de possession, de contrôle et de disposition que les activités économiques et les occupations transgénérationnelles, transculturelles et transspatiales se déroulent, se réalisent et s'exercent. Car la culture du travail, l'axe de production et de reproduction de la matérialité existentielle, est constante et permanente.

L'accès, l'obtention et la disposition des moyens de subsistance impliquent une approche ciblée de l'implantation territoriale des activités économiques et des professions. C'est la gestion de la spécialité qui délimite la localisation et le progrès historique. Sans territorialité ou sans attachement à la terre, il est impossible de réaliser les différentes actions et opérations indispensables pour vivre, travailler et se maintenir.

B. ÉCONOMIE HUMAINE ET TERRITOIRE

Dans la Dynamique concrète du développement, Lebreton considère la territorialité et la spatialité comme un facteur déterminant dans la construction de la civilisation. Car il déploie

quatre dialectiques qui sont les fondements du progrès, du développement et du bien-être. Premièrement : la dialectique besoins-disponibilités, qui se corrélient au fur et à mesure que se met en place la culture du travail, le mouvement de cohabitation entre les existences et les expressions culturelles. Deuxièmement : la dialectique potentialités-possibilités qui émerge dans l'interaction entre l'être social, la nature, les ressources disponibles et les forces de production. Troisièmement : la dialectique unicité-multiplicité en tant que manifestation des interactions entre la totalité, le vide et les mouvements à enveloppes multiples. Quatrièmement : la dialectique construction-destruction en tant que formes prédominantes de transformation de la base économique.

Pour la construction, l'établissement et l'extension de l'économie humaine, l'espace, la terre ou le territoire sont considérés comme des éléments irremplaçables. La situation, les modalités d'existence et de développement de l'être et du paraître ne peuvent être construites que sur la spatialité. La territorialité est considérée comme le fondement, la scène et le contexte de la vie, du travail, de l'agglomération et de la coparticipation. Le savoir, la connaissance et la croyance émergent et fonctionnent sous la condition de la spatialité.

Développement intégral : le passage de conditions précaires, de besoins insatisfaits et d'aspirations de masse inassouvies à une dimension nouvelle, supérieure et expansive de l'existence dans tous les espaces planétaires, juridiques et circonscrits se fait exclusivement par l'accès, le contrôle et la disposition de la terre, du sol et du territoire. En effet, la terre et le sol sont les dispensaires des richesses naturelles, des ressources disponibles et de tout ce qui est nécessaire pour vivre et progresser.

C. EXPÉRIENCES DU CENTRE TRANSDISCIPLINAIRE D'HUMANISME ÉCONOMIQUE (CTPEHE)

Les plans, projets et programmes que la CTPEHE met en œuvre au niveau local et régional se heurtent à trois problèmes démographiques : la présence et la concomitance de propriétaires et



Marché au Mexique. Photo de Austin Rucker sur Unsplash

de sans-terre ; la croissance accélérée du nombre total de personnes à charge et la continuité d'une minorité active de travailleurs ; l'aversion pour l'agglomération, l'inter-association et l'unification dans la réalisation d'entreprises et la résolution de problèmes de subsistance.

Ceux qui possèdent le sol, la terre, ou qui possèdent une extension territoriale grande, petite ou moyenne, ont de meilleures et de plus grandes possibilités de faire le saut rapide vers le bien-être, le développement et le progrès. Mais ils sont confrontés à deux situations : la terre est déjà infertile et nécessite un réapprovisionnement périodique ; la composition de la famille soumet le territoire à une fragmentation, à des divisions et à des découpages continuels. À cela s'ajoute un autre problème : la pollution environnementale qui affecte gravement la biodiversité, les écosystèmes et les composantes de l'habitat naturel.

Cinq types de terrains ou de territoires sont présents dans les villes et les zones semi-urbaines



Agroforesterie au Mexique. Photo de Nereid Ndreu sur Unsplash

: les terrains vagues, les parcelles, les fincas, les terrains et les domaines, dont la superficie varie de 200 à 2 000 mètres carrés. Ils conviennent à divers projets et plans. Les serres, l'hydroponie, le jardinage, les vergers, la reconstitution de la beauté naturelle et les sites de renouvellement multi-biotique sont exploités avec une agriculture tempérée ou contrôlée.

Dans le cadre du programme Protection, Purification et Assainissement de l'Environnement Naturel, cinq groupes ont été soutenus, accompagnés et assistés dans la mise en œuvre de projets d'agroforesterie : Unión Popular Independiente dans les municipalités de Texcoco, San Vicente Chicoloapan et Chimalhuacán dans l'État de Mexico ; Asociación de Productores de Café dans la Sierra Norte de Puebla ; Agrupación de Campesinos Pluricultivadores de la

Zona Metropolitana de la Ciudad de México ; Promotoras del Desarrollo para Todas dans la Alcaldía Milpa Alta de la Ciudad de México ; Unión de Pueblos Originarios de Jobo dans l'État de Veracruz.

La mise en œuvre des projets va de la gestion des serres à la gestion agroforestière. Il s'agit d'actions collectives d'organisation, de mobilisation et de mobilisation des personnes, des familles et des institutions pour assurer la sécurité des moyens de subsistance, protéger la biodiversité, restaurer l'environnement naturel dégradé et promouvoir la conservation des sources et l'approvisionnement responsable en eau. Il s'agit de l'intégration, de la cohésion et de la confluence des composantes de la complexité existentielle : la terre, la flore, la faune, l'eau et l'énergie dans l'accès, l'obtention et l'élimination des moyens de subsistance par le biais du travail communautaire.

Grâce à l'interaction ciblée entre les stocks biotiques et abiotiques dans de petits espaces, une culture multifonctionnelle et multimodale combinant des plantations pérennes et des semis temporaires est mise en œuvre. Le boisement a pour but d'ombrager les cultures périodiques. Les principales cultures sont les légumineuses, les légumes secs et les légumes, qui sont d'un usage majeur, continu et permanent pour les ménages. Une partie de cette production est destinée à la consommation des familles participantes et l'autre partie est placée sur les marchés établis, les marchés non formels, et les magasins de fruits et légumes. Pour de nombreuses familles et collectifs, il s'agit d'une source de travail, de revenu et de subsistance. Il s'agit d'un moyen d'assurer la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement et la protection de la diversité existentielle par le biais du travail artisanal.

Dans ces opérations de subsistance et de développement, les vertus, valeurs et dispositifs suivants se manifestent : l'interconfessionnalité par la présence de diverses croyances, doctrines et affiliations religieuses ; la multiculturalité par la confluence de traditions, de cultures, d'habitudes, de procédures, de désirs et d'aspirations ; la communalité par la promotion et l'occur-



Irrigation. Photo Mr. Pugo sur Unsplash

rence d'actions, de décisions et d'interactions collectives ; le multilatéralisme par l'accomplissement de tâches dans différentes directions, étapes, phases et dimensions ; la trans-spatialité par l'interrelation des tâches dans différentes directions, étapes, phases et dimensions ; multilatéralité pour l'accomplissement des tâches dans différentes directions, étapes, phases et dimensions ; trans-spatialité pour l'interrelation, l'intégration et la traversée de différents lieux, sols et espaces ; pluriactivité pour l'accomplissement d'une diversité de tâches dans lesquelles concourent différents métiers, techniques et professions.

Sept modèles agroforestiers sont utilisés à petite échelle pour l'utilisation des terres et des sols. Le modèle circulaire au centre duquel se trouve un réservoir d'eau, principalement collectée à partir des précipitations. Des plantes médicinales, des plantes ornementales, des arbustes et des plantes fruitières sont cultivés autour de la concentricité. Le modèle en rangées comprend la formation de rangées, de colonnes, de crêtes et

d'allées combinant des arbres d'ombrage et des cultures temporaires. Le modèle en diagonale est utilisé sur les terrains vallonnés, accidentés et irréguliers. Le modèle dispersé consiste à planter des arbres de manière éparse, les espaces vides étant occupés par des légumes, des légumineuses, des céréales et des tubercules. Le modèle de culture intercalaire implique un boisement avec des arbres d'ombrage, des arbustes et des arbres fruitiers ; entre ces plantations, on pratique le panliffing. Le modèle de chevauchement consiste en une utilisation verticale de l'espace par l'empilement et le chevauchement des cultures. Le modèle atypique est orienté vers l'utilisation des cours, des terrasses, des toits et même des murs des maisons.

Dans tous les modèles, cinq dynamiques sont mises en œuvre et deviennent des dispositifs d'action permanents : l'utilisation efficace, opportune, appropriée et calculée des ressources, des intrants, des matériaux et des technologies disponibles ; l'utilisation extensive de la main-d'œuvre grâce à des journées de travail courtes de 3 à 4 heures par jour ; le traitement artisanal des engrais, des substrats, des outils et le traitement de la biomasse ; l'utilisation mesurée de l'eau selon les critères du strict nécessaire, mais en évitant sa contamination et en procédant à sa purification ; la prolifération de stocks biotiques souterrains, petits et grands, qui sédimentent la fertilité, l'humidité et le biote du sol.

Il s'agit de construire des moyens de promouvoir, d'améliorer et de développer l'économie humaine dans des espaces qui ont été sectionnés, fragmentés, érodés et dégradés par l'urbanisation, l'industrialisation et de multiples actions d'extraction. Sa vision et sa mission à moyen et long terme sont la reconfiguration de la beauté naturelle, la revitalisation du territoire et la protection de la biodiversité. L'eau, substance fondamentale dans le flux de la vie, doit être entretenue et utilisée sans dépossession, exclusion et privatisation.

L'une des vertus que nous pouvons saisir dans ces actions collectives est l'exercice de la communauté et de l'agglomération comme base de progrès dans la lutte pour la vie et la subsistance. L'association, l'inter-association et

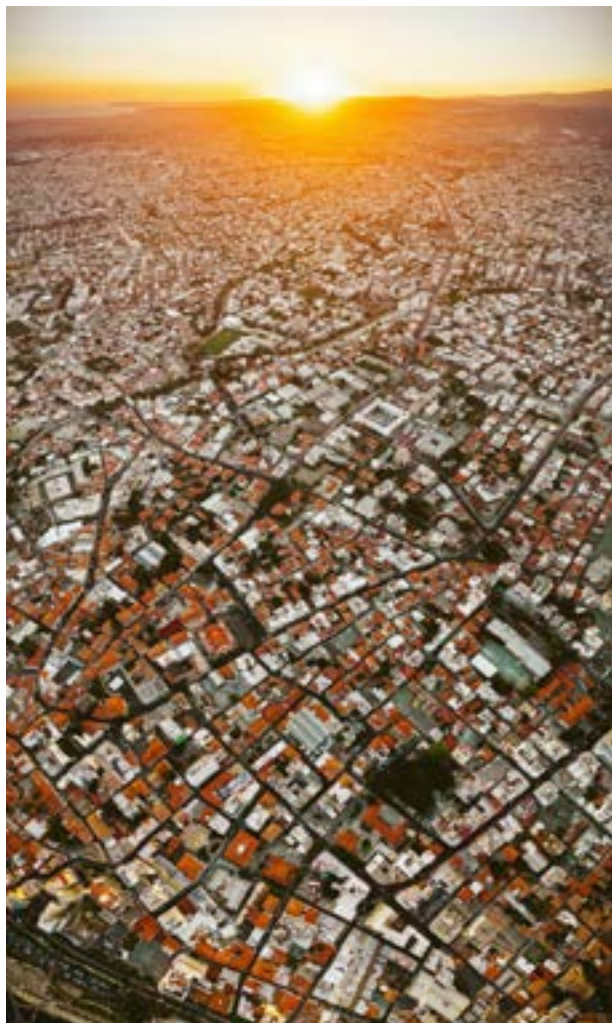
la confluence de populations d'origines différentes, d'intérêts conflictuels, de composition familiale hétérogène, d'instructions à différents degrés, d'occupations variées et de procédures dissemblables, lorsqu'elles sont guidées, alignées et dirigées dans le but de résoudre les problèmes quotidiens brûlants et de satisfaire les besoins pressants, donnent lieu à des résultats optimaux, à des avantages mutuels et à des conséquences réconfortantes.

D. TERRITOIRE ET ASCENSION CIVILISATIONNELLE

Les modes de production, d'obtention et d'utilisation des moyens de subsistance s'inscrivent dans l'espace. L'interaction des êtres sociaux avec l'universalité existentielle et avec les résultats de leur travail a lieu à la confluence de l'espace et du temps. La répartition de la population nationale et mondiale, l'extraction des ressources disponibles, la croissance des établissements et l'implantation des institutions ont lieu sur le territoire. La création de biens matériels, l'élaboration de la richesse sociale et la formation des axes de développement se réalisent à travers l'organisation territoriale des événements économiques.

Le régime économique, le système de production et la poussée de la base matérielle obéissent au contrôle divisé du territoire. Toutes les infrastructures du processus historique émergent, s'installent et fonctionnent sur le territoire. Un territoire déterminé et délimité constitue le support de la vie et du travail. La concentration des établissements humains, le fonctionnement des institutions économiques de base que sont les entreprises et le développement de multiples institutions publiques et privées se font avec l'assimilation, le contrôle et la gestion de la territorialité.

Pour l'économie humaine, la terre, le sol ou le territoire est le premier et principal mécanisme de construction de la civilisation universelle solidaire et en constante ascension. Sous ce critère, les différents systèmes de propriété sont utilisés, la propriété communale de la terre étant considérée comme la plus importante dans l'unification du naturel, de l'humain et du supérieur. En effet, ce n'est que lorsque la terre est assumée et reconstruite comme un bien commun que la dialectique



Une ville et son territoire. Photo de Jaanus Jagomägi. Unsplash

Nature-Civilisation-Culture fonctionne sans altération ni dégradation.

La spatialité indique la manière dont l'être social génère et réalise ses multiples relations avec tous les contenus et composantes de la Nature et de l'Univers. Où le facteur économique, la façon dont les moyens de production se transforment constamment, garantit la continuité de l'espèce. Le naturel et le culturel se confondent et permettent au développement de suivre une voie ascendante. Le naturel est impossible à nier, à éviter et à rejeter. C'est pourquoi l'économie humaine, interaction et transformation respectueuse sans dégradation de la nature, s'impose comme une gestion particulière des territoires.

[Retour au sommaire](#)

TÉMOIGNAGE

SANZANA, MALI : ACTION CONCERTÉE DES JEUNES POUR UN MEILLEUR VIVRE ENSEMBLE

AUGUSTIN CISSE

Délégué Afrique du RIEH

Le village de Sanzana est situé dans le cercle de Kignan dans la région de Sikasso au Mali. Il est le chef-lieu d'une commune rurale comprenant huit villages avec une population d'environ 5 000 habitants majoritairement jeunes (plus de 70%).

LES ENJEUX DE DÉVELOPPEMENT

Selon l'économie humaine, le développement se définit comme le passage pour une population d'une situation moins humaine à une situation plus humaine.

Dans la commune de Sanzana, comme ailleurs dans les milieux ruraux au Mali, les défis de développement sont entre autres : l'accessibilité des villages et des habitations (insuffisance et mauvais état des routes), l'accès des jeunes et des femmes à des opportunités économiques qui améliorent leurs conditions de vie et leur stabilité, la cohabitation pacifique, la sécurité dans la mobilité pour les activités quotidiennes, la maîtrise de l'eau, l'exploitation rentable des exploitations agricoles, la transformation et l'écoulement des produits agricoles. La capacité de l'Etat et des structures locales (conseil communal) pour gérer ces besoins reste très limitée à cause de la conjoncture économique générale consécutive aux multiples crises politiques aux-



quelles le pays est confronté depuis plus d'une décennie. Parmi ces défis, ceux qui sont prioritaires pour le village de Sanzana sont :

- **Le désenclavement des quartiers du village.** L'urbanisation du village s'est faite de manière anarchique rendant difficile l'accès des quartiers, notamment en saison des pluies, et l'évacuation des eaux usées et de pluie. Cette situation occasionne fréquemment des accidents de circulation à moto et à vélo, à cause de l'étroitesse des voies. Les



Marché de Sanzana

conflits de voisinage sont nombreux à cause des installations anarchiques et de l'insuffisance de délimitation des propriétés foncières.

44

- **La promotion du vivre ensemble et de la cohésion sociale.** Reconnu jadis village uni et paisible, Sanzana a été secoué au cours de ces trois dernières années par une crise sociale et de leadership ayant mis à rude épreuve la cohabitation. Le non-respect des règles coutumières en matière de succession à la chefferie a conduit à l'auto-proclamation de deux chefs traditionnels, chacun soutenu par une partie des populations du village. Cette situation inédite, ajoutée à une difficile intégration des personnes déplacées internes à cause des crises politiques à répétition et des effets du changement climatique, envénime les relations sociales et affecte la cohésion sociale.
- **L'accès des jeunes à des opportunités économiques.**
- **Leur accès à des infrastructures qui les épaulent sur le plan culturel et sportif.**

On voit ainsi que les défis d'économie humaine ne sont pas uniquement les besoins élémentaires, ils sont aussi d'ordre politique et culturel.

Dans ce décor de défis, la commune ne manque pas de potentiel. On y trouve de vastes plaines offrant un énorme potentiel agro-pastoral, des ressources en eau de surface (deux grandes rivières et onze mares), de précieux matériaux de construction (pierres, sable, gravier...), des coopératives de producteurs dans divers domaines. En outre, la commune a accès à deux grandes foires offrant une opportunité d'écoulement de produits.

UNE ASSOCIATION DE JEUNES, ANIMATRICE DE LA DÉMARCHE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

Une dynamique associative de jeunes, sans précédent, s'est mise en place dans le village (vitrine de la collectivité) pour contribuer à relever les défis de développement existants. Parmi les associations actives de jeunes du village, figure l'association « *Dioumagnogola* » (Parole correcte et de vérité) porteuse de l'action présentée dans cet article, et agissant comme groupe local d'économie humaine.

Elle est forte de 270 membres et a pour objectif, l'autopromotion des habitants, la cohésion sociale et la paix dans le village de Sanzana. Son mode opératoire est l'auto-saisine des questions de développement du village et la mobilisation des ressources locales pour y faire face. Ses approches d'action sont : le dialogue intergénérationnel pour la prise de décisions collectives et des choix partagés d'actions, la planification concertée, la participation inclusive dans la mise en œuvre des actions programmées, la prise d'initiatives génératrices de revenus.

Les moyens d'actions sont : les ressources propres issues des cotisations et des activités génératrices de revenus initiées, la recherche de financement externe pour des activités de masse, les dons provenant de la diaspora (ressortissants vivant hors du village). L'association est dotée de matériels de travail comme les pics, les houes, les dabs, les coupes-coupes, les brouettes, des pelles et ses râteaux.



Chantier communautaire des jeunes

Ces petits équipements ont été acquis sur fonds propres.

Voici des exemples significatifs d'actions de l'association pour le développement, ou l'économie humaine, du territoire.

AMÉNAGER LE TERRITOIRE VILLAGEOIS.

Dans le domaine de l'urbanisation, l'association a mené un processus participatif endogène ayant conduit à la décision consensuelle d'ouverture et d'aménagement de pistes entre les quartiers. La mise en œuvre de cette décision a fait l'objet d'une planification avec la définition claire des rôles des acteurs clés. Les chefs de familles avaient pour tâches d'informer tous les propriétaires des maisons riveraines des artères pour leur coopération dans les travaux de bornage et d'aménagement des pistes et la mobilisation des jeunes membres de leurs familles pour les travaux collectifs ; la commission de bornage comprenant les conseillers du villages, le représentant le mairie et les jeunes était chargée de faire les délimitations physiques des pistes entre les quartiers ; les jeunes membres de l'association ont été responsabilisés pour la réalisation des travaux : mobilisation des équipements et des matériaux (pierres, gravier,

sables, terre), organisation et réalisation des activités. L'action a permis de délimiter et de borner tous les nouveaux quartiers du village et d'améliorer l'état des voies entre les quartiers des anciens quartiers. Quatre principales voies d'environ trois km de longueur, quatre mètres de large, ont été aménagées dans les anciens quartiers du village, rendant la circulation plus aisée et moins risquée.

AGIR POUR LA PAIX ET LA COHÉSION SOCIALE DANS LE VILLAGE.

Pour contribuer à la paix sociale et à la cohésion sociale, l'association "Dioumagnogola" a stimulé l'implication des jeunes dans la gestion des crises auxquelles le village a été confronté ces dernières années. Pour aborder ces questions, l'association a fédéré les jeunes de la commune dans la recherche de solution. Dans cette perspective, l'association des jeunes de la commune (AJDS) a été sollicitée pour des actions concertées entre jeunes visant à contribuer à la gestion des conflits existants : conflit de succession et conflit né de la gestion des compétitions sportives. Le partenariat stratégique avec cette organisation communale de jeunes, bénéficiant de l'appui financier de l'ONG ORFED, a été ex-

plotté pour le soutien à des initiatives inter-as-sociations de jeunes pour la gestion de ces deux conflits.

RÉSOUTRE LA CRISE POLITIQUE QUI RIS- QUAIT DE DÉGÉNÉRER EN CONFLIT.

Pour la gestion du conflit communautaire né de la succession à la chefferie du village, une rencontre inter-jeunes a été organisée par les deux associations au chef-lieu de la commune. A cette occasion, les jeunes ont débattu de leur perception de la crise et formulé des éléments consensuels à verser dans le processus de gestion globale de la crise. Cette activité a débouché sur une vision partagée de la jeunesse quant à la sortie de crise. Les jeunes des deux associations ont porté et partagé cette vision dans les processus enclenchés à d'autres niveaux pour résoudre cet épineux conflit de succession qui divisait les populations du village.

ORGANISER DES ACTIVITÉS SPORTIVES DYN- MIQUES ET INCLUSIVES.

A la faveur de ce partenariat avec l'ONG OR-FED, les deux associations de jeunes du village de Sanzana ont géré le conflit qui paralysait les activités sportives dans la commune. Pour la reprise du sport dans l'espace communal et la gestion pacifique des compétitions sportives, les deux associations ont conduit un processus de concertation et de dialogue inclusif. Les leaders des clubs sportifs de chacun des huit villages appuyés par les autorités villageoises, ont joué un rôle clé dans la sensibilisation pour la paix. La diaspora a participé activement à ce processus en stimulant la reprise du sport à travers des dons en équipements sportifs (maillots, ballons...). Depuis, les activités sportives se réalisent sans conflits et dans un climat global de paix, à la satisfaction et à la joie de tous les habitants de la commune.

DES INITIATIVES POUR UNE AUTONOMIE FINANCIÈRE.

Pour se procurer des ressources propres dans le but de soutenir ou de contribuer à ses initiatives de développement local, l'association « Dioumagnogola » offre ses services pour travaux champêtres. Les familles désirant son appui expriment le besoin en nombre de membres

dont la journée de travail est rétribuée 2 500 francs CFA (environ 4 euros). En outre, elle a institué des cotisations mensuelles de 1 000 francs CFA par membre (1,5 euro), des sanctions financières de 2 000 francs CFA (3 euros) pour toute violation du règlement intérieur. Par ailleurs, au cours des activités d'aménagement des routes, les contributions volontaires des usagers de passage lors des travaux sont sollicitées. Il en est de même pour l'organisation des compétitions sportives.

Des ambitions d'équipements plus performants (charrettes, tracteurs, groupes électrogènes, matériels de sonorisation...) ont été affichées lors de la dernière assemblée en 2024. L'association voit dans cette deuxième génération d'équipements, des moyens pour une économie d'énergie et de temps dans les travaux collectifs et des sources de revenus (à travers leur location). La mobilisation des ressources internes de l'année en cours, vise l'acquisition de certains de ces équipements. L'association a déjà mobilisé à ce jour, 225 000 FCFA (343 euros).

L'ÉCONOMIE HUMAINE EN ACTION.

En quoi cette dynamique stimule les valeurs l'économie humaine dans cette localité au Sud du Mali ? Cette question trouve sa réponse dans la recherche de cohérence de l'action des jeunes de Sanzana avec des référentiels d'analyse d'une action sous l'angle de l'économie humaine.

- *La dimension territoriale de l'action.* Les initiatives du groupe local « Dioumagnogola » se réalisent dans un village chef-lieu de commune avec des besoins précis de développement : amélioration de la circulation des habitants, cohabitation pacifique des différents groupes sociaux, y compris les déplacés internes, cohésion des jeunes.
- *Le respect de la dignité humaine.* Les actions réalisées, loin de constituer des entraves à la dignité humaine, offrent de meilleures conditions de vie humaine à travers, la réduction de la pollution et des maladies liées à la stagnation des eaux usées, et la limitation des risques de circulation dans le village.

- **La prise en compte de l'Homme dans son intégralité et sa diversité.** Les interventions de « Dioumagnogola » répondent à des besoins (matériels et non matériels) au profit de tous les habitants du village. En effet, les jeunes ne sont pas les seuls bénéficiaires des activités réalisées. Les femmes, les hommes, les enfants ont besoin tous de vivre dans un environnement villageois désenclavé et paisible.
- **Le caractère participatif des actions.** Les activités de l'association se réalisent dans une approche d'inclusion. Les réalisations sont décidées par des rencontres multi-acteurs (autorités communales et administratives, chefs coutumiers, jeunes, membres de la diaspora...), organisées avec l'implication des moins jeunes et mises en œuvre par tous les jeunes membres de l'association issus des différentes familles du village. Il faut cependant signaler qu'à cause de la nature de certains travaux (aménagement de routes), les jeunes filles sont moins sollicitées.
- **La perspective de durabilité de l'action.** Le groupe local « Dioumagnogola » n'a pas été créé pour une action ponctuelle. Sa vocation est de contribuer durablement au développement du village et de la commune, à travers une approche Voir-Juger-Agir. Il est ouvert à toutes les problématiques du village qui lui donne sa raison d'être.
- **L'entraînement social dans l'action.** « Dioumagnogola » n'est pas resté enfermé dans son action. Son esprit d'ouverture permet à d'autres associations de jeunes de Sanzana et d'autres villages de la commune, de prendre des initiatives à son image dans leurs milieux de vie, ce qui élargit le cercle social pour un engagement collectif au profit de Tout l'Homme et de Tous les Hommes dans la commune rurale de Sanzana.

Ainsi, tourne la roue de l'économie humaine dans cette commune au Sud du Mali !



[Retour au sommaire](#)

AREDS EN INDE : SOLIDARITÉ ÉCONOMIQUE, ACTION SOCIALE, RÉSILIENCE TERRITORIALE ET ÉCONOMIE HUMAINE

SUNDARA BABU

Secrétaire exécutif de l'INHE-Asie



La solidarité économique et l'action sociale, notamment grâce aux efforts d'organisations telles qu'AREDS dans le district de Karur, au Tamil Nadu, en Inde, ont joué un rôle majeur dans le renforcement de la résilience territoriale et la promotion de l'inclusion socio-économique des populations vulnérables confrontées à des crises structurelles. AREDS (Association of Rural Education and Development Service)

est une organisation non gouvernementale de la société civile qui a joué un rôle central dans la promotion de la solidarité économique et des initiatives d'autonomisation des communautés à travers plusieurs initiatives locales depuis 1980. Sa mission principale est d'autonomiser les communautés marginalisées, en particulier les femmes, les enfants et les populations rurales pauvres, et de favoriser la transformation sociale.

STRATÉGIES CLÉS DE L'AREDS

Les interventions d'AREDS dans la région de Karur ont été multiples. L'approche d'AREDS repose sur la conviction que l'éducation est une condition préalable au changement social. Ses stratégies sont centrées sur les personnes et visent à mettre en place des organisations locales solides. Les stratégies clés d'AREDS comprennent :

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE ET FORMATION DE MOUVEMENTS POPULAIRES

AREDS s'attache à organiser les membres de la communauté en divers groupes et fédérations afin de renforcer leur pouvoir collectif. Elle a permis la formation d'organisations autonomes et locales, telles que des fédérations de groupes de femmes, des collectifs d'hommes, des mouvements de défense des droits des Dalits et des forums environnementaux. Ces organismes favorisent l'action collective, permettant aux populations locales de s'attaquer à des problèmes allant de la réponse aux catastrophes à l'exploitation des carrières de sable et aux droits sur l'eau. Cela comprend :

- **Groupe de femmes** : les groupes de femmes au niveau des villages, appelés Sangams, ont été fédérés au sein d'une organisation autonome appelée « *Society of Women in Action for Total Empowerment*¹ » (SWATE). Cette organisation mène des initiatives en matière de santé rurale, garantit l'accès à la nutrition et à l'eau potable, et se concentre sur l'autonomisation des femmes, en soutenant la résilience au niveau des familles et des communautés. L'AREDS renforce les Sangams, les groupes d'entraide (SHG) et les fédérations qui permettent aux femmes locales de hiérarchiser leurs besoins et de mobiliser des ressources pour le bien-être collectif.

- **Organisation des hommes** : des groupes de jeunes hommes au niveau des villages ont été formés sous le nom de « *People's Development Movement*² » (PDM).
- **Syndicat** : Les travailleurs non syndiqués ont été organisés et enregistrés en tant que syndicat sous le nom de « *KADALU* ».
- **Organisation des enfants** : Les enfants travaillent de manière collectivisée et leur groupe de théâtre a évolué vers un mouvement étudiant appelé « *Thulir Thalir Manavar Iyyakam* » (TTSM).

ÉDUCATION SOCIALE ET SENSIBILISATION

Une partie centrale du travail d'AREDS consiste en des campagnes d'éducation non formelle et de sensibilisation visant à donner aux communautés les moyens de comprendre leurs droits et de remettre en question les systèmes oppressifs. Cela comprend :

- **Éducation non formelle** : AREDS a commencé par l'éducation non formelle, en particulier pour les jeunes des zones rurales, convaincue que l'éducation est essentielle à la transformation sociale. Cette approche permet de développer le capital humain et la capacité d'adaptation à long terme. Les programmes d'éducation non formelle et communautaire sensibilisent aux droits, à la santé, à l'environnement et à la participation démocratique. Cela permet aux ménages de s'impliquer dans la prise de décision locale et de faire pression pour l'adoption de politiques qui améliorent à la fois leur sécurité et leur environnement.
- **Campagnes** : AREDS participe à des campagnes nationales et régionales sur des questions telles que la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, les droits fonciers et les droits sur l'eau, le programme national de garantie de l'emploi rural (NREGS), les droits humains et les droits des femmes,

1. Organisation des femmes actives pour l'émancipation totale

2. Mouvement pour le développement du peuple

des Dalits (anciennement intouchables) et d'autres personnes opprimées.

AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE ET MOYENS DE SUBSISTANCE ALTERNATIFS

Afin de renforcer l'autonomie et la résilience territoriale, AREDS promeut des alternatives économiques pratiques.

- *Agriculture biologique collective* : Des groupes de femmes se livrent à l'agriculture biologique collective en louant ou en achetant des terres, transformant ainsi des terres stériles en sources alimentaires productives.
- *Transformation des produits agricoles* : AREDS dispense des formations aux agriculteurs et aux groupes de femmes sur la manière d'ajouter de la valeur aux produits agricoles, ce qui augmente leurs opportunités et leurs revenus.
- *Initiatives économiques durables* : en encourageant les micro-entreprises et l'entrepreneuriat rural, AREDS crée des opportunités de moyens de subsistance durables et renforce l'économie locale.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET SERVICES DE SOUTIEN

AREDS agit en tant qu'organisation de soutien et de facilitation pour d'autres ONG et mouvements populaires.

FORMATION

AREDS dispense des formations sur divers sujets, notamment la planification décentralisée par les populations, la loi sur le droit à l'information (RTI), les litiges d'intérêt public (PIL), l'analyse budgétaire, les questions de genre et la gestion organisationnelle.

RECHERCHE ET DOCUMENTATION

AREDS mène régulièrement des recherches et des travaux de documentation afin de soutenir ses interventions et d'influencer les changements politiques.

PLAIDOYER ET APPROCHES FONDÉES SUR LES DROITS

AREDS mène activement campagne en faveur des droits fonciers, de l'équité sociale et d'une participation accrue des groupes marginalisés, afin de garantir un changement systémique et non pas seulement un soulagement temporaire.

CELLULE DE GOUVERNANCE POPULAIRE (PGC)

Cette unité œuvre à garantir la démocratie locale et le droit à l'information par le biais de la gouvernance locale, en renforçant les instances locales non seulement au Tamil Nadu, mais aussi dans les États voisins.

PRÉPARATION AUX CATASTROPHES ET SECOURS

AREDS organise des interventions rapides et des mesures de réhabilitation à long terme, par exemple lors d'inondations, de pandémies ou de tsunamis, en préconisant un soutien spécial pour les groupes marginalisés et les femmes. Les dons communautaires, l'entraide et les efforts de reconstruction coordonnés renforcent la solidarité et les capacités collectives de résolution des problèmes, ce qui accroît la résilience face aux chocs futurs.

EFFETS ET IMPACTS DES INTERVENTIONS DE L'AREDS

Les stratégies mises en œuvre par AREDS ont eu des effets et des impacts significatifs dans le district de Karur, notamment en renforçant la solidarité, en promouvant l'action sociale et en favorisant la résilience territoriale et l'inclusion sociale.

DANS LE CONTEXTE DE LA SOLIDARITÉ ET DE L'ACTION SOCIALE

- *Identité collective et création de réseaux* : en regroupant divers groupes communautaires au sein de mouvements tels que SWATE, PDM et KADALU, l'AREDS a permis aux individus de dépasser leurs luttes isolées et d'agir en tant que force collective. Cela a créé un sentiment de solidarité et



Réunion d'agriculteurs

- leur a donné les moyens de lutter contre les injustices systémiques. Elle offre une tribune aux pauvres, aux Dalits et aux femmes, et forme des leaders locaux qui militent sans relâche pour le changement, même face à une discrimination profondément enracinée et à des obstacles bureaucratiques.
- **Leadership économique et interventions sociales** : l'organisation aide à créer des groupes autonomes, des moyens de subsistance alternatifs et des micro-entreprises. Ces actifs économiques, conçus grâce à une action collective, sont mieux protégés et restaurés après les catastrophes, ce qui renforce à la fois la résilience et l'autonomie locale.
 - **Influence sur les politiques et le changement** : les mouvements organisés, avec le soutien d'AREDS, mènent des actions collectives de lobbying et de plaidoyer aux niveaux régional et national, afin de promouvoir des changements politiques en matière de droits humains, de droits des femmes et de bien-être des travailleurs.
 - **Sensibilisation** : grâce à des campagnes et à l'utilisation d'outils créatifs tels que le théâtre pour enfants, AREDS a réussi à sensibiliser le public à des questions sociales cruciales, aidant les communautés à comprendre leur réalité et l'importance de l'action collective pour le changement.
 - **Théâtre pour enfants** : l'école de théâtre pour enfants d'AREDS utilise le théâtre comme un outil pour sensibiliser les enfants aux questions sociales, les informer sur leurs droits et démystifier les tabous sociaux tels que la discrimination fondée sur la caste.
 - **Santé et protection sociale** : AREDS organise des camps de santé, des campagnes de vaccination, des campagnes de nutrition et des sessions d'éducation, rendant les ressources sanitaires accessibles même dans les villages reculés et après des catastrophes naturelles. Elle s'efforce également d'inscrire les travailleurs dans des programmes de protection sociale, afin de réduire l'impact des crises sur les plus vulnérables.

DANS LE CONTEXTE DE LA RÉSILIENCE TERRITORIALE

- **Sécurité alimentaire** : La promotion de l'agriculture biologique collective, en particulier par les groupes de femmes, contribue directement à la sécurité alimentaire et permet aux communautés locales de contrôler leur production alimentaire. Cela permet de développer une forme d'auto-suffisance qui renforce la résilience territoriale face aux chocs économiques et environnementaux.
- **Moyens de subsistance durables** : en proposant des formations sur la valeur ajoutée dans l'agriculture, AREDS aide les communautés à diversifier leurs sources de revenus et à créer des moyens de subsistance plus durables, les rendant moins vulnérables aux fluctuations du marché.
- **Gouvernance locale renforcée** : le travail de la Cellule de gouvernance populaire d'AREDS renforce la gouvernance locale et la démocratie locale, permettant aux communautés de participer aux processus décisionnels et de construire un paysage politique local plus résilient.
- **Lutte contre l'extraction de sable** : la mobilisation persistante et pacifique menée et soutenue par AREDS a permis de faire reculer l'extraction illégale de sable dans les rivières de Karur, une menace écologique majeure qui affecte la sécurité de l'approvisionnement en eau et accroît la vulnérabilité aux catastrophes des communautés déjà marginalisées. Cette action renforce la résilience territoriale en défendant l'environnement, les moyens de subsistance et la sécurité locaux.

DANS LE CONTEXTE DE L'INCLUSION SOCIALE

- **Briser les barrières** : L'accent mis par AREDS sur l'éducation et l'organisation communautaire vise à briser les divisions

entre « riches et pauvres » et « haut et bas » fondées sur la caste et la profession. En rassemblant les gens dans des groupes et des activités collectives, elle remet en question la discrimination sociale et favorise un sentiment d'humanité partagée.

- **Autonomisation des groupes marginalisés** : AREDS se concentre clairement sur les personnes les plus marginalisées, notamment les femmes, les enfants et les populations rurales pauvres. En créant des plateformes et des mouvements spécialement destinés à ces personnes, AREDS veille à ce que leur voix soit entendue et à ce qu'elles soient incluses dans la vie sociale et politique.
- **Autonomisation des enfants** : L'école de théâtre pour enfants est un exemple puissant d'inclusion sociale, créant un espace où les enfants peuvent apprendre, jouer et s'exprimer librement, sans la pression du système des castes ou la discrimination fondée sur le sexe et la religion. Cela leur inculque dès leur plus jeune âge la confiance en soi et le sentiment d'appartenance, les préparant à devenir des agents du changement pour une société plus inclusive.

PERSPECTIVES D'AVENIR D'AREDS

Les perspectives d'avenir d'AREDS s'articulent autour du maintien et de l'expansion de ses initiatives de développement local, de l'approfondissement de l'autonomisation des communautés et de la réponse aux nouveaux défis sociaux, économiques et environnementaux dans les zones rurales du sud de l'Inde grâce à des stratégies innovantes, inclusives et évolutives.

SOUTENIR ET DÉVELOPPER LES MOUVEMENTS SOCIAUX

AREDS prévoit de continuer à renforcer ses organisations autonomes locales, telles que la SWATE (fédération des femmes), la PDM (groupes de jeunes hommes), la KADALU (syndicat des travailleurs), le Mouvement pour la libération des droits des Dalits et les mou-



vements de jeunes/étudiants (TTSM), en les aidant à devenir encore plus autonomes afin d'influencer la gouvernance locale et les changements politiques à grande échelle. L'objectif est de voir davantage de femmes et de groupes marginalisés se présenter activement et assumer des fonctions de direction dans les élections des organismes locaux et des assemblées d'État, afin de consolider davantage la pratique de la démocratie locale et de la justice sociale. Ces initiatives servent également de plateformes permettant aux communautés marginalisées de lutter collectivement contre les injustices sociales et la discrimination, et d'exiger un développement équitable.

ASSURER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

AREDS vise à développer l'agriculture collective et biologique, les moyens de subsistance alternatifs et les coopératives dans un plus grand nombre de régions. Cela comprend la promotion de l'entrepreneuriat rural dans des secteurs tels que la couture, la fabrication de produits textiles, la transformation alimentaire, l'élevage caprin et la production laitière, avec des efforts soutenus pour améliorer l'accès au marché, la diversification des revenus et la résilience économique des groupes marginalisés.

AMÉLIORER L'ÉDUCATION ET LE DÉVELOPPEMENT DE L'ENFANT

AREDS a l'intention de développer les modèles de l'école ludique et de l'école de théâtre pour

enfants, afin d'élargir l'accès à une éducation non formelle de qualité, aux arts créatifs et à la sensibilisation à des questions telles que le travail des enfants et la préservation de l'environnement. Le mouvement étudiant *Tulir Thalir* (TTSM) s'efforcera de réduire davantage le décrochage scolaire et de favoriser les talents et la conscience sociale des enfants. Les programmes culturels et de théâtre pour enfants, tels que l'ACTS et le TTSM, contribuent à ancrer très tôt la conscience sociale et les compétences en matière de leadership, garantissant ainsi un activisme communautaire durable.

METTRE L'ACCENT SUR LA SANTÉ ET LA NUTRITION

AREDS prévoit de renforcer et de consolider les camps de santé au niveau des villages, les programmes de vaccination, l'éducation nutritionnelle et le soutien aux populations vulnérables telles que les femmes enceintes, les adolescents et les enfants souffrant de troubles d'apprentissage. La promotion des soins de santé préventifs, la formation continue des agents de santé et les campagnes contre les fléaux sociaux tels que l'avortement sélectif en fonction du sexe restent des domaines prioritaires.

RENFORCER LES CAPACITÉS ET LA DOCUMENTATION

AREDS continuera à mener des programmes de formation thématiques sur l'entrepreneuriat rural, la gouvernance, la santé et les droits

sociaux, tout en améliorant la documentation et la publication afin de partager les connaissances acquises. La mise à disposition de plateformes permettant aux étudiants et chercheurs universitaires nationaux et internationaux de participer à des travaux de terrain participatifs permettra de mieux faire connaître et soutenir le modèle de l'AREDS.

DURABILITÉ ENVIRONNEMENTALE ET PROTECTION DES RESSOURCES

AREDS vise à étendre ses mouvements populaires intégrés traitant de questions environnementales telles que l'extraction illégale de sable, la protection sociale, la gestion des ressources en eau et les pratiques agricoles durables afin de protéger les moyens de subsistance, les écosystèmes et d'améliorer la résilience climatique.

PLAIDOYER ET INFLUENCE POLITIQUE

AREDS prévoit d'intensifier ses efforts de plaidoyer en faveur de changements politiques bénéficiant aux pauvres, aux femmes et aux travailleurs informels, notamment en matière de droits fonciers, de protection sociale et d'infrastructures rurales. Cela s'inscrit dans son objectif d'ancrer profondément la participation des populations dans les systèmes formels de gouvernance et de politique.

CONCLUSION

Le maintien et l'intensification des activités économiques alternatives restent un défi pour AREDS en raison de l'évolution des financements, des risques politiques et de la nécessité de développer en permanence le leadership local. Les perspectives d'avenir consistent à approfondir la participation démocratique, à renforcer les entreprises collectives et à plaider en faveur de changements politiques visant à élargir l'accès à la terre, au crédit et à la protection sociale. L'accent est mis sur la formation, le plaidoyer et la documentation afin d'influencer les politiques à plus grande échelle et d'inspirer d'autres régions. AREDS envisage essentiel-

lement un avenir où des mouvements sociaux forts, autonomes et inclusifs, soutenus par un plaidoyer éclairé et un engagement politique, transforment les structures du pouvoir social et favorisent un développement équitable à Karur, dans le sud de l'Inde.

AREDS envisage un avenir caractérisé par l'autonomisation durable des communautés, une croissance inclusive et la gestion responsable de l'environnement, en s'appuyant sur son modèle holistique réussi de développement, d'éducation et d'action sociale fondée sur les droits. Cette vision intègre l'autonomie locale et le changement structurel afin de favoriser des sociétés rurales résilientes et équitables. Le modèle AREDS à Karur démontre comment la solidarité et l'action sociale peuvent transformer les populations marginalisées en acteurs résilients et autonomes de leur propre développement, tout en soulignant les défis persistants de l'exclusion et la nécessité de stratégies collectives durables.

LA DYNAMIQUE D'AREDS



Ce schéma explicite la dynamique de l'action d'AREDS orientée vers 4 publics cibles prioritaires :

- Les *Dalits*¹
- Les travailleurs informels²
- Les enfants
- Les femmes

LES MOUVEMENTS

Ces publics sont encouragés à adhérer à différents mouvements populaires : tous sont enregistrés de manière indépendante, et l'AREDS les aide en leur fournissant des services d'orientation, de soutien et de facilitation.

- **SWATE** : une organisation féminine locale qui œuvre pour les droits des femmes, la mise en place d'une gouvernance féminine et qui gère une banque, un programme d'épargne et de crédit afin d'aider les femmes à s'impliquer dans des activités génératrices de revenus pour leur développement économique. L'AREDS a organisé les femmes en sangams³ afin de garantir les services de base à leurs villages. Ces sangams se sont fédérés en un mouvement pour former le SWATE.

1. Les Dalits, encore appelés Intouchables, parias ou Harijans, sont des groupes d'individus considérés, du point de vue du système des castes, comme hors castes et affectés à des fonctions ou métiers jugés impurs. (Wikipedia)

2. L'emploi informel désigne l'ensemble des activités professionnelles rémunérées (à savoir travail indépendant et travail salarié) non enregistrées, réglementées ou protégées par les cadres juridiques et réglementaires existants et des activités professionnelles non rémunérées exercées dans une entreprise productrice de revenus. Les travailleurs informels ne bénéficient pas de contrats de travail, d'avantages sociaux, de protection sociale ou de représentation. (Bureau International du Travail).

3. Le mot « Sangam » signifie littéralement « association »

- DRALM : mène des campagnes pour garantir les droits des Dalits sur la terre et les ressources de subsistance.
- KADULU : garantit les droits sociaux et du travail des travailleurs du district et exige du gouvernement la sécurité sociale des travailleurs.
- TTSM : réduit le décrochage scolaire et éradique le travail des enfants dans le district de Karur
- TAMINADU est un syndicat des travailleurs sanitaires.

SERVICES DE SOUTIEN ET ORGANISATION

- ADRES offre des possibilités d'éducation aux enfants pauvres des zones rurales grâce à l'accès à des enseignants qualifiés et à un environnement d'apprentissage stimulant dans le district de Karur.
- ACTS : Des programmes de théâtre de rue et d'activités culturelles sont organisés pour les enfants scolarisés afin de révéler leurs talents.
- ADRES atteint les populations rurales pauvres grâce à des programmes d'éducation sanitaire et médicale dans le district de Karur
- Quatre entreprises sociales différentes regroupant chacune 500 agriculteurs dans le district de Karur. Il s'agit de promouvoir l'agriculture durable, avec le but de "Produire pour la communauté et non pour le marché".
- En outre, AREDS recherche et prépare des supports de formation.

[Retour au sommaire](#)



LES GROUPEMENTS NAAM : HISTOIRES DE RÉSILIENCE AU BURKINA-FASO

DANTE MONFERRER

A partir d'entretiens avec Abdou Rasmané Ouédraogo et Guira Noufou

Face aux multiples défis auxquels le Sahel est confronté, les sociétés paysannes offrent des modèles de résilience qui forcent le respect et méritent d'être mieux connus.

C'est particulièrement vrai au Burkina-Faso où une organisation paysanne, « les Groupements Naam », ses structures, ses adhérents, les communautés où elle intervient, se battent jour après jour pour faire face, s'adapter, innover, avancer.

Cet article se propose de rendre compte des difficultés mais aussi des réussites permettant de répondre aux multiples défis qui impactent ces sociétés. Il est basé sur deux entretiens avec Abdou Rasmané Ouédraogo¹ - Directeur Général d'UBTEC et Guira Noufou² - Directeur des opérations de VIIM BAORE, deux organisations liées aux Naam et intervenant l'une sur l'épargne et le micro-crédit et l'autre sur les banques alimentaires.

TROIS ORGANISATIONS PAYSANNES

LES NAAM

Un puissant mouvement paysan, « Les Groupements Naam », existe depuis 1967. Son fon-



dateur, Bernard Lédéa Ouédraogo, fait le choix d'ancrer les Naam sur les valeurs propres au milieu rural et en particulier celles du Kombi-Naam ou « pouvoir des jeunes », qui organise un certain nombre d'actions afin d'assurer la sécurité individuelle et collective et promouvoir la solidarité économique et sociale dans leurs communautés. La lutte contre la désertification devenant prégnante dans les années 1970, Bernard Lédéa Ouédraogo³ met en place, avec différents partenaires dont Bernard Lecomte⁴,

1. Économiste et gestionnaire spécialiste en microfinance. Directeur général depuis 2019.

2. Économiste et gestionnaire de projets. Responsable des opérations depuis 2019.

3. (1930/2017). Ingénieur, formateur, homme politique. Militant des causes paysanne et écologique. Maire de Ouahigouya puis Député.

4. (1928/2022) Ingénieur, sociologue, formateur. Travaille avec le Père Lebreton au Sénégal, puis au CESA. Soutient les organisations

Maraïchage - [Jacoma226](#). via Wikimedia Commons

les « SixS⁵ » afin de favoriser la mobilisation paysanne.

La Fédération Nationale des Groupements Naam (FNGN), dirigée par Joël Ouédraogo, est devenue l'une des plus importantes organisations paysannes d'Afrique de l'Ouest. Elle compte 85 unions, 11 inter-unions, 5 260 groupements de base et plus de 650 000 membres, plus particulièrement dans le tiers nord-est du pays. Les Groupements Naam sont parvenus à donner une perspective de développement endogène à toute une population.

L'UNION DES BAORÉ TRADITION ÉPARGNE ET CRÉDIT (UBTEC).

Suite à la baisse des appuis extérieurs la fédération Naam décide de se doter d'un instrument de crédit afin de mobiliser l'épargne locale et de la rétrocéder sous forme de crédit à ses bénéficiaires.

C'est le début de l'auto-prise en charge et de la résilience au plan financier.

Les premières caisses ouvrent dans les années 1990. Des outils adaptés, des formations en langue locale, ... permettent de générer de l'épargne et d'octroyer des microcrédits. Par la suite les caisses décident de se regrouper en une union, l'UBTEC était née.

L'appui de cadres chevronnés favorise une bonne gestion, un contrôle efficace, la maîtrise des différentes opérations.

Des partenaires, comme la SIDI⁶ ou SOS Faim Luxembourg, et des fonds propres sont mobilisés. Un processus de restructuration aboutit à la modernisation de l'institution. L'UBTEC est reconnue et interconnectée sur tout le territoire national.

L'institution présente un bilan de 12,4 milliards de Frs CFA, des encours de crédit d'environ 5

paysannes. S'insurge contre le modèle de « l'aide par projet ».

5. « *Se Servir de la Saison Sèche en Savane et au Sahel* », organisation prônant un accompagnement via des fonds souples, sans définition préalable d'un projet.

6. Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement créée par le CCFD.

milliards de Frs et d'épargne de 8,4 milliards de Frs⁷. Environ 24 000 personnes bénéficient d'un crédit. Plus de 60% du portefeuille va au monde paysan dont plus de 40% à l'agriculture. Les 70 000 sociétaires sont répartis dans 9 régions sur 13 avec 26 points de service et 26 agences. Sur les 170 employés du réseau, on compte 138 femmes.

LA COOPÉRATIVE VIIM BAORÉ

Cette coopérative est issue d'un programme de la Fédération des groupements Naam qui, dans les années 80, visait à la mise en place de banques des céréales afin de lutter contre les fréquentes crises alimentaires auxquelles étaient soumises les régions du nord du pays. Il s'agissait d'assurer la vente ou la distribution de céréales en période de soudure⁸, lorsque les réserves des populations étaient épuisées.

Des difficultés de fonctionnement et de gouvernance amènent les Naam à valider un programme de redynamisation des greniers de sécurité alimentaire (PR-GSA) qui propose des innovations telles que :

- La diversification des produits commercialisés avec plus d'une trentaine de denrées alimentaires.
- La mise en place de coopératives de transformation et de production.
- Des comités de gestion composés de trois femmes pour un homme.
- Une gestion rigoureuse visant à accroître les ressources propres.
- Des banques de céréales qui fonctionnent toute l'année, contrairement au schéma classique (3/4 mois).

Au regard des résultats, le programme est pérennisé, en janvier 2015 la coopérative Viim Baoré est créée. Elle est dirigée depuis 2019 par Amidou Ganamé.

En 2022/2023, malgré un contexte dégradé, les 58 GSA issus des 22 unions ont pu fournir 1 550



tonnes de produits alimentaires pour environ 412 millions de FCFA, au bénéfice de plus de 26 000 personnes.

DIFFICULTÉS ET DÉFIS

Comme l'ensemble des pays sahéliens, le Burkina-Faso connaît de multiples difficultés. Certaines sont inscrites dans la durée comme les sécheresses récurrentes et leurs corollaires, insécurité alimentaire, manque d'infrastructures, peu de structures d'éducation et de santé,

7. Respectivement 18,9 millions d'€, 7,5 millions d'€ et 12,8 millions d'€.

8. En zone sahélienne, période de transition (juillet, août, septembre) entre l'épuisement des stocks de céréales de l'année précédente et la nouvelle récolte.

manque de revenus, faiblesse de la gouvernance et des politiques publiques, conflits fonciers et d'usage, dégradation des sols, D'autres sont plus récentes comme les effets du changement climatique, les questions d'ordre sécuritaire ou la crise du COVID.

L'UBTEC et Viim Baoré interviennent dans les zones rurales du nord du pays, particulièrement exposées, et leurs activités sont fortement impactées. Leurs témoignages illustrent donc très concrètement les problématiques auxquelles, ces organisations, comme leurs adhérents et le monde paysan, doivent faire face.

UNE INSÉCURITÉ RÉCURRENTÉ

Depuis 2016 le pays connaît une crise sécuritaire et des attaques terroristes entraînant meurtres, pillages, famines, destructions de biens et d'infrastructures, déplacements massifs de population⁹, Ces déplacements génèrent de multiples problèmes dans les zones d'accueil : économique, sanitaire, scolaire, d'intégration, ...

Les groupes terroristes sont particulièrement actifs dans le nord du pays où Viim Baoré et UBTEC ont l'essentiel de leurs activités.

Entre 2020 et 2022, l'UBTEC a dû fermer cinq agences suite à des attaques; un collaborateur y a perdu la vie et de nombreux autres ont dû être redéployés.

Le portefeuille a été impacté négativement. Tel est le cas de nombreux éleveurs qui ont contracté des crédits pour financer l'augmentation de leur cheptel, et qui subissent des vols de bétail, mal récurrent du Sahel. De nombreux paysans ont investi pour aménager des petits périmètres maraîchers qu'ils sont obligés d'abandonner. Tous ces emprunteurs n'ont plus d'activité, ont investi à perte et n'arrivent plus à rembourser leurs crédits

Cette situation impacte aussi les activités de

Viim Baoré et de ses membres. Plus de 80% des GSA sont implantés dans les zones sahéliennes, les plus touchées par l'insécurité. Sur plus de 400 GSA, moins d'une centaine fonctionnent. La production de céréales a baissé, des marchés sont fermés, les services de la coopérative ne peuvent plus être fournis, le suivi des activités est impossible dans les localités sous blocus. Un certain nombre de membres ont disparu ou ont succombé lors d'attaques terroristes.

Des adhérents ont dû se déplacer dans de nouvelles zones, sans rien pouvoir emporter et ceux qui restent sont dans l'impossibilité de mener leurs activités,

Tout cela provoque la paupérisation des ménages qui ne peuvent plus subvenir à leurs besoins en particulier alimentaires.

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, UN DÉFI MAJEUR.

Le nord du Burkina-Faso fait face à des contraintes climatiques qui impactent de plus en plus durement les activités humaines.

UBTEC et Viim Baoré, fondées par les paysans et à leur bénéfice, subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique qui impactent leurs sociétaires et leurs activités, en particulier agricoles, avec la dégradation des terres, la raréfaction des pluies suivies d'inondations catastrophiques. C'est donc un véritable défi de produire et de nourrir les communautés dans un tel contexte.

Pour illustrer ce constat, en avril 2016 des pluies diluviennes se sont abattues sur le pays, phénomène météorologique tout à fait inédit. Des inondations ont frappé de nombreuses localités et ont décimé nombre de périmètres maraîchers qui bénéficiaient de crédits octroyés par UBTEC. Ces producteurs se sont retrouvés dans une situation très difficile ce qui a entraîné une augmentation des risques pour l'institution.

9. Plus de deux millions de personnes début 2023 (statistiques du Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation).



Village du Burkina Faso - Photo de Wietse Jongsma sur Unsplash

DES RÉPONSES POUR CONSTRUIRE LA RÉSILIENCE

S'ADAPTER À LA CRISE SÉCURITAIRE.

Face à la dégradation sécuritaire, l'UBTEC a fait évoluer son dispositif en s'implantant dans les centres urbains plus sûrs. A Ouahigouya, trois agences ont été créées permettant de toucher les populations déplacées et de les servir au mieux.

Par ailleurs, des actions sont menées avec des ONG et des organisations onusiennes en direction des déplacés. Ainsi les marchés de kits alimentaires du CICR¹⁰ dans le Nord ont été attribués à UBTEC qui a pu, au cours des trois exercices passés, distribuer l'équivalent d'un milliard de francs CFA¹¹.

A partir du moment où la crise devient structurelle, la réponse humanitaire ne suffit plus. Des formations d'éducation financière, des activités génératrices de revenus, ont été lancées : petit commerce, menuiserie, maraîchage périurbain,

transformation de produits agricoles, Tout cela a permis de renforcer la résilience des déplacés.

Avec la fermeture des trois quarts de ses GSA, la coopérative Viim Baoré a également dû ajuster son dispositif afin de mieux accompagner ses sociétaires déplacés, ainsi une vingtaine de greniers ont pu être réimplantés dans les zones d'accueil.

Dans les zones rurales exposées des mesures permettant de s'adapter ont été prises. Par exemple l'approvisionnement des GSA a dû être revu afin d'assurer sa continuité. Des magasins de transit ont été mis en place dans les chefs-lieux, mieux protégés, qui ont pour vocation d'alimenter les GSA des petites localités. L'approvisionnement via les grands axes étant dangereux, ce sont des petits engins, tricycles ou charrettes, se déplaçant sur des pistes secondaires qui sont utilisés. Dans les zones, qui connaissent une amélioration de leur situation, des activités ont été relancées (bourses

10. Comité international de la Croix Rouge.

11. 1,5 millions d'€.

d'échange de produits alimentaires, redynamisation des recouvrements, ...).

UBTEC a procédé à la digitalisation de ses produits financiers. L'essor de la téléphonie mobile permet aux clients, comme aux agents, de gérer leurs opérations sans se déplacer et limite leur exposition aux risques.

Viim Baoré a également pu digitaliser ses outils de suivi et d'évaluation via des applications telles que Kobo-Collect¹². Des animateurs endogènes, agissant au niveau des communautés, s'occupent de collecter les données et de suivre les activités.

ACCOMPAGNER DES GROUPES SOCIAUX VULNÉRABLES

UBTEC a développé des actions spécifiques pour des groupes n'ayant pas accès aux services bancaires habituels.

Ainsi la promotion de mutuelles de solidarité a permis à près de 20 000 femmes de s'organiser en petites coopératives : en leur apportant des formations, en les incitant à épargner, en finançant des activités génératrices de revenus.

Deux caisses ont été mises à leur disposition pour épargner, de petites sommes¹³. Une caisse rouge, dédiée à l'entraide (maladie, mariages, décès, ...), qui contribue à resserrer les liens sociaux et favorise l'éducation à la gestion. Une caisse verte, activée après qu'un certain niveau d'épargne ait été atteint dans la caisse rouge, et qui permet l'octroi de petits crédits finançant des activités génératrices de revenus. Si une dynamique s'installe, si la gestion est saine, si des activités ont pu être lancées, UBTEC abonde la caisse via un crédit, basé sur la caution solidaire, permettant à ces groupes de développer leurs activités.

Les évaluations ont démontré que pour les femmes qui suivent les processus d'assistance,

le risque de défaut de remboursement est extrêmement faible, les capacités de gestion sont renforcées, elles deviennent autonomes, s'auto-contrôlent et conduisent leurs activités sereinement.

Pour des groupes d'agriculteurs vulnérables, le warrantage agricole¹⁴, financé par l'UBTEC leur permet de disposer d'infrastructures permettant la constitution de stocks alimentaires, évitant l'habituel bradage des récoltes en période de scolarisation et favorisant l'attente de périodes plus propices pour vendre à des prix avantageux.

La coopérative Viim Baoré a développé une fonction de vente institutionnelle de produits alimentaires à des organismes internationaux, des ONG, ..., qui approvisionnent des cantines scolaires au bénéfice des enfants des zones en difficulté.

RÉPONDRE AUX EFFETS DU DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE.

Accompagner le monde rural est la raison d'être de l'UBTEC, et tout ce qui le concerne ne peut qu'interpeller l'institution. Ainsi les inondations de 2016 et leurs effets désastreux ont favorisé la prise de conscience et accéléré la mise en place des politiques de financement de la transition écologique et sociale. Les vulnérabilités des exploitations agricoles familiales ont été recensées, les produits financiers et les services adaptés, les pratiques agro-écologiques listées, les investissements à mettre en œuvre identifiés et les mécanismes de financement définis.

Le mécanisme retenu consiste à octroyer un bonus financier¹⁵ aux emprunteurs qui optent pour des investissements agricoles vertueux (récupération de terres dégradées, retenues d'eau, utilisation de biofertilisants et de bio-pesticides, pratiques de régénération naturelle, ...). Les producteurs sont également accompagnés

12. Système intelligent de collecte, de traitement et d'analyse de données primaires dans des situations d'urgence humanitaire et autres environnements de terrain difficiles.

13. 100 à 200 frs CFA (15 à 30 centimes d'€).

14. Dispositif de crédit-stockage accordant aux producteurs un micro-crédit en échange du stockage d'une partie de leur récolte. Il s'agit de mieux résister à la période de soudure entre l'épuisement des stocks et la nouvelle récolte, d'améliorer les revenus et d'encourager l'investissement agricole.

15. Réduction du taux d'intérêt pouvant aller jusqu'à 2 points.



Visages d'avenir - Photo de Bill Wegener sur Unsplash

à travers un programme de renforcement des capacités¹⁶. Aujourd'hui 90% des crédits destinés à l'agriculture vont à l'agroécologie.

Ceux qui utilisent des méthodes non respectueuses de l'environnement, notamment l'utilisation des pesticides et d'intrants chimiques, ont vu leurs taux d'intérêt augmenter de 2%. C'est donc un système de péréquation au bénéfice de ceux qui adoptent des pratiques vertueuses.

Aujourd'hui le nord est en train de devenir l'une des plus grandes régions de production de fruits, chose inimaginable il y a une dizaine d'années. Actuellement, une bonne partie des bananes, des papayes, des goyaves consommées à Ouagadougou proviennent de cette zone.

Viim Baoré soutient également la transition agroécologique, afin que ses membres s'orientent

vers le maraîchage, l'agroforesterie, ... Des mesures d'accompagnement ont été mises en place auprès des communautés pour leur permettre d'être plus résilientes face au choc climatique.

Habituellement les GSA sont dédiés au stockage des céréales. Viim Baoré a décidé d'élargir son champ d'action et de favoriser la mise en synergie de nouvelles activités. En 2022, les GSA ont assuré la commercialisation de produits issus de l'agro-écologie (maraîchage, fruits, maïs, niébé...). Dans le même temps, des unités de transformation se sont approvisionnées en matières premières auprès des GSA qui leur ont ensuite racheté les produits transformés.

Viim Baoré, prenant en compte l'attachement des communautés à leurs traditions, a toujours mis en avant les valeurs propres à la société burkinabé. De nombreux bois sacrés¹⁷ sont en déshérence du fait des aléas climatiques et sécuritaires comme de l'érosion de certaines va-

16. Formations aux itinéraires techniques agro écologiques, au compostage ou à la production de bio pesticides.

17. Espaces boisés généralement situés à proximité des villages, protégés par les croyances religieuses et les traditions. Lieux où la nature, le divin et la mémoire se rencontrent dans une combinaison unique, particulièrement signifiante pour les communautés. Abritent souvent une biodiversité qui a disparu des zones environnantes. Peuvent fournir des services écosystémiques indispensables aux communautés.

leurs. Viim Baoré impulse le développement de l'apiculture, qui joue un rôle clé dans la restauration, la protection et la valorisation des écosystèmes et qui permet aux communautés de dégager des revenus à travers la vente du miel.

L'utilisation des semences paysannes est un enjeu majeur compte tenu de leur adaptation et de leur résistance à la sécheresse. Avec la crise sécuritaire, beaucoup de communautés ont perdu leurs semences, il faut donc impérativement reconstituer les stocks de niébé, de voandzou¹⁸, de sorgho, de mil, de maïs, La coopérative a lancé un programme de collecte et de valorisation avec la construction de cases de semences permettant de les collecter, de les multiplier, puis de les redistribuer aux communautés.

QUEL IMPACT SUR LES INSTITUTIONS ET LES COMMUNAUTÉS ?

Les activités et les résultats de l'UBTEC ont progressé, malgré le contexte de crise, démontrant ainsi que les populations, malgré les difficultés qui s'amoncellent, continuent d'investir, d'innover pour améliorer leur sort.

En 2019 le bilan s'établissait à environ 5 milliards de Frs CFA, en cinq ans, il est passé à 12,4 milliards. Le volume de décaissement annuel était d'environ 3 milliards, actuellement il atteint près de 7 milliards. Les fonds propres, qui dépassaient à peine 200 millions, se montent à 840 millions. Malgré le contexte sécuritaire, le portefeuille à risque n'est que d'environ 8%, tout à fait acceptable comparé à d'autres organismes. En 2019, il y avait 55 salariés, il y a aujourd'hui 170 emplois permanents, dont 140 occupés par des femmes.

Les mécanismes et les actions développées ont non seulement permis aux bénéficiaires d'être plus résilients mais aussi à l'UBTEC de poursuivre sereinement son activité et de connaître une croissance forte.

Pour Viim Baoré il s'agit d'assurer la sécurité alimentaire des populations, de vendre à des prix inférieurs à ceux du marché et d'assumer

ainsi une fonction de régulation. Dans les localités où les GSA sont implantés, l'impact est évident, l'accessibilité physique mais aussi monétaire des denrées alimentaires est réelle.

C'est particulièrement vrai dans les zones sous blocus, qui peuvent rester des semaines sans produits alimentaires et qui s'approvisionnent via les convois humanitaires. Les sociétaires qui viennent s'y ravitailler, disposent de produits alimentaires à moindre prix¹⁹.

Pour les communautés déplacées, des magasins sont mis en place, afin de reconstituer les stocks alimentaires et de les commercialiser. Pour ces déplacés, démarrer des activités collectives est important, avec un impact économique et social mais aussi psychologique car il est important de ne pas les maintenir dans l'assistanat.

Les GSA essayent aussi d'enclencher des dynamiques vertueuses générant des impacts cumulatifs favorables. C'est par exemple le cas avec la production agro-écologique de niébé²⁰ :

- Sa culture est promue par les GSA car il est très demandé dans le cadre des ventes institutionnelles destinées à approvisionner les cantines scolaires.
- Les producteurs sont doublement sécurisés ; leur production sera écoulee auprès de la coopérative qui par ailleurs va les payer à un prix supérieur à celui du marché²¹.
- La coopérative vend des produits bio de qualité.
- Le niébé est vendu à des organismes onusiens à des prix rémunérateurs, renforçant l'autonomie financière de la structure.

QUELLE VISION ET QUELLES PERSPECTIVES POUR LES ANNÉES QUI VIENNENT ?

L'UBTEC se propose de procéder à un maillage complet du territoire national au plus tard en 2027. En 2029 le nombre de comptes qui est actuellement de 70 000 devrait doubler pour atteindre les 140 000.

18. Pois bambara, plante de la famille des légumineuses.

19. Sac de maïs de 100 kilos à 26 000 Frs sur le marché local, vendu à 1 500 ou 2 000 Frs de moins par la coopérative.

20. Importante culture de légumineuses à graines d'Afrique subsaharienne.

21. Prix de 50 à 100 frs par kg supérieur à ceux du marché.

Accompagner la transition écologique et sociale pour étayer la résilience des communautés, est un défi majeur. L'institution souhaite élargir son champ d'action, en finançant des activités connexes telles que l'assainissement, l'accès à des énergies renouvelables, la production de produits alimentaires sains, la promotion de l'économie circulaire, l'incitation à la valorisation des déchets.

L'UBTEC souhaite travailler avec des institutions internationales pour disposer de ressources pérennes afin de financer des emplois qualifiés liés à la préservation de l'environnement dans les secteurs de la mécanisation agricole, de l'irrigation, de l'accès à l'eau, du pompage solaire.

Faire face aux dangers climatiques et sécuritaires, s'adapter à la réglementation, avoir accès à des ressources stables pour aborder sereinement les besoins en investissement des bénéficiaires, telles sont les perspectives.

Malgré les difficultés, Viim Baoré envisage sereinement l'avenir. Une dynamique est en train de s'installer dans certaines régions. Ainsi à Ouahigouya des voies de communication ont été libérées, les déplacés des communes environnantes sont en train de se réinstaller et la coopérative se prépare à leur apporter son appui. La réouverture des GSA est indispensable, car le retour et la stabilisation des communautés est la condition pour développer une activité suffisante permettant de cheminer vers une certaine autonomie.

L'implantation de productions agro-écologiques, déjà initiées dans six communes, doit s'élargir afin que la grande majorité des communautés accompagnées réalisent cette transition.

Viim Baoré souhaite également améliorer sa visibilité afin que ses actions soient connues de tous permettant de mieux mobiliser des financements pour soulager les communautés qui sont dans le besoin.

Pour terminer il paraît important de mettre en avant une des leçons principales qui peut être tirée de ce tour d'horizon ; le respect et la valorisation des initiatives locales et des valeurs



endogènes, la prise en compte des capacités de résistance, d'adaptation, d'ouverture, d'innovation et de résilience des communautés rurales conditionnent les résultats actuels et futurs. Agir sur ce que la communauté connaît, sur ce à quoi elle est attachée, faire appel à ses ressorts profonds et à ce qui la fonde, est la clé.

ANALYSE

SICSA

OÙ COMMENT LES SERVICES FINANCIERS ACCOMPAGNENT LA RÉSILIENCE ÉCONOMIQUE ET TERRITORIALE DES PETITS ENTREPRENEURS D'AMÉRIQUE CENTRALE

LOUIS BAZIRE

Administrateur du SICSA et Trésorier du RIEH



UN TERRAIN PROPICE À LA MICROFINANCE

C'est un terrain propice au développement des services financiers de proximité. C'est ainsi que cette région compte 105 Institutions de Micro Finance (IMFs) qui touchent près de 2 millions de bénéficiaires. Il s'agit également d'un véritable facteur d'intégration économique régionale par la création de réseaux pour favoriser les échanges entre ces acteurs, notamment RE-DCAMIF (Réseau Centre-américain de Microfinance).

L'Amérique Centrale, isthme entre le Mexique et la Colombie, a connu et connaît encore une histoire mouvementée. Dans le passé récent, seuls le Costa Rica et dans une moindre mesure le Panama, ont été épargnés par les conflits internes entre armée et guérillas et maintenant la violence générée par les narcotrafiquants. Ils figurent parmi les pays les plus pauvres d'Amérique Latine, d'où des vagues d'émigration massives à destination principalement des Etats-Unis.

A titre d'illustration, les "remesas", le transfert de fonds des émigrés en faveur de leurs familles restées au pays, représentent 40 % du PNB du Honduras dont les principales ressources sont agricoles.

Les entrepreneurs bénéficiaires de ces services n'ont pas accès aux banques commerciales conventionnelles car ils nourrissent un tissu économique "informel" qui assure leur subsistance dans la dignité, et qui peut leur donner l'accès à l'économie formelle permettant de faire vivre, souvent bien d'ailleurs, leurs familles.

Ces IMFs peuvent prendre des formes juridiques variées : associations, coopératives agricoles, sociétés anonymes promues par des entrepreneurs locaux soucieux du développement économique de leur pays.

Tout ce tissu est un bon exemple de ce qu'on appellerait aujourd'hui l'Economie Sociale et Solidaire. Un certain nombre d'entre elles font l'objet d'une supervision par les Régulateurs



Photo de Shelby Murphy Figueroa sur Unsplash

Bancaires, soit parce qu'elles captent des dépôts de leurs adhérents, comme les Mutualistes en France, soit parce que leur taille le justifie. D'une façon générale les Pouvoirs Publics et, partant les Politiques, interfèrent peu, même dans les pays victimes d'arbitraire politique comme le Nicaragua. Ces derniers sont très conscients que la stabilité de ce vaste sous système économique est vital pour l'équilibre du pays.

Chacune des IMFs doit dégager des revenus suffisants de leurs prêts pour couvrir leurs frais de fonctionnement et leurs risques. Ces derniers sont en général bien maîtrisés de par la connaissance communautaire, autrement dit la réputation des bénéficiaires des crédits. Ce sont en fait des "mini banques". Si elles se doivent de dégager des bénéfices, le but n'est pas d'enrichir des actionnaires mais bien de développer leur impact en réinvestissant dans leur développement.

Il leur arrive de toucher des subventions des organismes de développement international, dans le cadre du prolongement de leur activité de prêteurs dans des actions d'accompagnement de leurs bénéficiaires comme leur formation aux réflexes de base de l'entrepreneuriat ou des pratiques agricoles plus éco responsables.

Pour se refinancer elles font appel aux banques locales et dans une plus large mesure aux acteurs de la finance solidaire Internationale.

UN RÉSEAU RÉGIONAL

C'est pour faciliter cet accès aux plus petites d'entre elles que le réseau régional des IMFs (Redcamif) a créé SICSA en 2010, société basée au Honduras mais ayant vocation à couvrir toute la région en soutenant des IMFs solvables et où le risque puisse être également raisonnablement réparti entre ces divers pays que sont le Honduras, le Nicaragua, le Costa Rica, le Salvador, le Guatemala, le Panama et en enfin la République Dominicaine.

Dans une approche coopérative, le capital a été réparti entre Redcamif, majoritaire et pilote, les réseaux nationaux de chacun des pays, ainsi que les IMFs qui le désiraient. La SIDI française, www.sidi.fr, a entamé une coopération en 2010 sous forme de prêts, consolidée par une entrée minoritaire au capital en 2019. En résumé, SICSA assure un maillon incontournable entre la finance solidaire internationale et les acteurs sur les terrains les plus reculés.

UN IMPACT CONSIDÉRABLE

Aujourd'hui SICSA porte un portefeuille de USD 10 millions en faveur de 30 IMFs réparties dans toute la région. Ces institutions touchent ensemble jusqu'à 134 000 clients avec un impact considérable sur la vie des familles de ces clients micro-entrepreneurs. La moitié d'entre eux sont dans des zones rurales souvent isolées. Plus de 55% sont des femmes. Le rôle de pilier joué par les femmes dans la micro entreprise n'est pas une particularité de la région.



Photo de Jeison Higueta sur Unsplash

Parallèlement, grâce à l'aide publique de l'AE-CID, des programmes de sensibilisation à la finance verte à destination des collaborateurs des IMFs et par extension à leurs clients ,sont en cours.

En résumé, SICSA porte en soi toute une chaîne de solidarité financière qui fait le lien entre des investisseurs solidaires où qu'ils soient et qui se déploie au travers d'une approche laissant une large place à des structures coopératives en faveur des populations les plus vulnérables d'Amérique Centrale. Cette construction financière qu'est SICSA permet aux micro-entrepreneurs de cette région d'accéder à des financements qui leur permettent de développer leur projet dans une approche de finance inclusive, donnant à chacun sa dignité.

Ces fonds, bien gérés comme c'est le cas, présentent aussi un effet de levier social considérable.

Le rédacteur de cet article est administrateur de SICSA pour le compte de la SIDI, mettant son expérience d'ancien cadre bancaire à profit ,dans une région qu'il connaît bien et com-

prend. Il fait également partie du RIEH, www.rieh.org. Réseau International de l'Economie Humaine qui fait vivre les préceptes de Louis Joseph Lebret, prêtre dominicain qui ,au milieu du siècle dernier, a été un pionnier tant sur le plan conceptuel que de la mise en œuvre concrète d'une économie au service de la personne.

Pour en savoir plus : sicsamicrofinanzas.com

Retour au sommaire

RESILIENCE TERRITORIALE DES PALESTINIENS PAR LEUR PROPRE ACTION ECONOMIQUE ET SOLIDAIRE

ANNE-LAURE DETILLEUX

sur la base des rapports annuels de DAMAN et d'un entretien avec Judeh Jamal, son directeur exécutif.

RESTER, MALGRÉ TOUT

Rester sur sa terre, malgré l'occupation, les guerres récurrentes, les destructions et la pauvreté : tel est l'acte quotidien de millions de Palestiniens. Dans un environnement marqué par la confiscation de terres, la destruction de maisons et les restrictions de circulation, la résilience n'est pas une simple vertu individuelle. Elle est une décision collective, politique et vitale : continuer à vivre ici, malgré tout.

Cette résilience ne s'exprime pas seulement dans la résistance physique, mais aussi dans l'action économique et sociale. Les Palestiniens savent que pour survivre, il faut travailler, inventer, produire, transmettre.

C'est dans cette logique qu'a été créée DAMAN, une société palestinienne de garantie de crédit. Une construction née de la volonté des institutions de microfinance locales (IMF) : ACAD Finance, ASALA et plus récemment REEF, avec l'appui technique et catalyseur de la SIDI (France).



Photo de Jonny Gios sur Unsplash

UNE MÉMOIRE QUI NOURRIT LA VOLONTÉ DE RESTER

Depuis la Nakba de 1948¹, l'exil et la perte de la terre constituent la blessure ouverte du peuple palestinien. Les réfugiés savent ce que quitter signifie : perte de droits, précarité,

dépendance humanitaire. Cette mémoire collective alimente la volonté de « tenir ».

Chaque jour à Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, les familles font face à des obstacles quotidiens : check-points, couvre-feux, interdictions d'accès à leurs terres agricoles, destructions de serres et d'outils de travail. Dans ce contexte, « rester » est un acte politique. Et pour rester, il faut trouver des solutions économiques, communautaires et solidaires.

DAMAN : UN OUTIL PALESTINIEN DE SOLIDARITÉ FINANCIÈRE

Fondée à Ramallah en avril 2015 comme société à but non lucratif, DAMAN for SMEs est un dispositif unique en Palestine : une forme d'« assurance collective » destinée à couvrir les pertes des institutions de microfinance quand les défauts de remboursement sont dus aux effets de l'occupation (arrestations, destructions, expropriations, couvre-feux, blocus).

À la différence d'autres mécanismes comme l'EPCGF (Fond européen de garantie de crédit palestinienne) ou le MEII (Middle East Investment Initiative), qui garantissent principalement les prêts bancaires de grande taille, DAMAN se concentre sur les petits prêts, générateurs de revenus. Ce choix est fondamental car il touche directement les personnes les plus vulnérables, marginalisées, trop pauvres ou sans garanties pour accéder aux banques commerciales.

Le modèle est simple mais puissant : au lieu de provisionner 100 % de leurs prêts à risque, les IMF ne provisionnent que 20 %, DAMAN couvrant le reste. Résultat : le capital libéré permet d'accorder de nouveaux crédits, d'élargir l'impact et de soutenir encore plus de familles.

Ce mécanisme transforme la peur en confiance. Il donne aux IMF la capacité d'aller vers les zones les plus risquées — Gaza, la vallée du Jourdain, Hébron sud — là où les banques commerciales refusent de s'aventurer. C'est une manière de dire aux habitants : vous n'êtes pas seuls, vos efforts comptent, et nous croyons en votre avenir ici.

DAMAN ne travaille pas directement avec les bénéficiaires finaux, mais agit comme un filet de sécurité pour les IMF, qui restent au contact des femmes, agriculteurs, jeunes diplômés et petites coopératives. Des appuis extérieurs, comme le ministère des Affaires étrangères du Luxembourg via le CPJPO, ont contribué à consolider le fonds, mais l'initiative reste avant tout palestinienne.

Comme le souligne Judeh Jamal, directeur exécutif de DAMAN : « *Les Palestiniens n'ont pas d'alternative. Contrairement à d'autres, ils n'ont pas de second passeport. Quitter leur terre signifierait devenir réfugiés à vie. DAMAN est né pour leur permettre de rester et de continuer à produire.* »

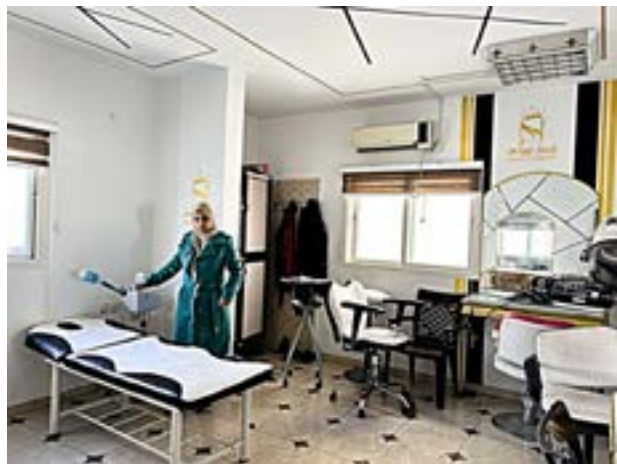
LE RÔLE CENTRAL DES FEMMES

La résilience palestinienne s'incarne aussi dans les femmes. En 2021, plus de 55 % des prêts garantis par DAMAN ont été attribués à des femmes. Ce chiffre illustre une réalité : ce sont souvent elles qui portent le fardeau de la survie économique, en particulier lorsque les hommes sont emprisonnés, blessés ou au chômage.

Les IMF partenaires, comme ASALA, ont développé des programmes spécifiquement dédiés aux femmes, afin de financer des activités génératrices de revenus : couture, transformation alimentaire, élevage, salons de beauté, commerce local.

Ces activités, modestes en apparence, jouent un rôle majeur : elles nourrissent les familles, scolarisent les enfants et consolident les communautés.

1. L'exode palestinien de 1948 fait référence à l'expulsion et à l'exode d'une grande partie de la population arabe de Palestine, avant et pendant la guerre israélo-arabe de 1948. L'événement reste présent dans la mémoire collective palestinienne en tant que Nakba (en arabe : An-Nakbah, lit. « désastre » ou « catastrophe »). Entre 700 000 et 750 000 Arabes palestiniens – sur les 900 000 qui vivaient dans les territoires qui seront sous contrôle israélien à l'issue de la guerre – fuirent ou sont chassés de leurs terres. Selon l'historien israélien Ilan Pappé, l'expulsion des Palestiniens relève du « nettoyage ethnique » et a commencé avant la guerre, selon un plan israélien préétabli nommé « plan Daleth ». - https://fr.wikipedia.org/wiki/Exode_palestinien_de_1948



Soutenir les femmes, c'est donc soutenir l'ensemble de la société palestinienne. Chaque microcrédit devient un outil d'émancipation, un levier de dignité et une arme pacifique contre l'exclusion.

DES CHIFFRES QUI PARLENT

- 2021 : malgré la pandémie et la guerre de mai, DAMAN a couvert 1 037 prêts, pour un portefeuille total de 2,99 millions de dollars. Ces prêts concernaient 266 projets agricoles, 567 projets commerciaux, 190 projets de services et 14 projets industriels.
- 2022 : dans un contexte encore plus difficile (guerre d'août à Gaza, intensification de la répression en Cisjordanie), DAMAN a couvert 1 657 prêts, pour un montant de 4,67 millions de dollars, avec une couverture effective de 245 000 € de garantie.

La répartition sectorielle était de 390 projets agricoles, 917 projets commerciaux, 324 projets de services et 26 projets industriels.

HISTOIRES DE VIE : RÉSISTER EN TRAVAILLANT

Derrière les statistiques, il y a des visages, des familles, des histoires de dignité.

- Najwa, mère de Gaza, a transformé une terre en friche en potager. Ses enfants travaillent avec elle, et la famille vit désormais de cette production agricole. « *La plupart des revenus de la famille viennent de ce projet* », dit-

elle. « *Je suis fière de mon indépendance et de ne pas devoir dépendre des autres pour survivre.* »

- Jihan, photographe autodidacte, a commencé avec un petit appareil photo lors de mariages et de cérémonies de remise de diplômes. Grâce à un prêt, elle a ouvert un studio, embauché de l'aide, et diversifié ses services (photos, vidéos, cadeaux et accessoires). « *Ne vous arrêtez jamais à vos conditions difficiles* », lance-t-elle aux femmes et aux jeunes. « *Suivez vos passions pour devenir financièrement indépendants.* »
- Insaf et Haitham, un couple de Cisjordanie, ont quitté l'usine israélienne où Haitham travaillait pour lancer une fabrique de sacs en nylon grâce à un prêt de 10 000 \$. « *Nous travaillons jour et nuit* », raconte Insaf. En 2020, ils ont emprunté de nouveau pour acheter des machines, embaucher deux ouvriers, puis deux autres femmes lors des grosses commandes. Leur revenu mensuel dépasse désormais 6 000 shekels, et ils envisagent encore de se développer.
- Malak, 29 ans, veuve de Braij (Gaza). Diplômée d'université mais sans emploi, elle a commencé par maquiller ses amies, avant de créer un salon de beauté grâce à un prêt de 5 000 \$. Elle propose aujourd'hui coiffure, soins de peau, tatouages, et emploie deux femmes. Ses revenus dépassent 5 000 shekels par mois : « *Je peux enfin subvenir aux besoins de mes enfants* », dit-elle.





- Maher, 49 ans, de Tulkarem. Ancien ouvrier agricole, il rêvait de sa propre exploitation. En 2016, il a obtenu 10 000 \$ pour installer une serre de 2,5 dunums avec sa femme et son fils. Plus tard, il a emprunté 13 000 \$ supplémentaires pour développer son projet, employer d'autres agriculteurs et vendre sur les marchés de Nablus et Jénine. « Avant, je gagnais 2 500 shekels par mois comme ouvrier. Aujourd'hui, je peux payer l'éducation de mes enfants et donner du travail à d'autres. »
- Mahmoud Hassan, agriculteur de Jéricho, a commencé avec 1 dunum de serre grâce à un prêt de 3 500 \$. Il a doublé la surface, puis emprunté 8 000 \$ pour développer la culture de concombres et de haricots. Son rev nu saisonnier est passé de 15.000 à 30.000 shekels. Sa femme et ses deux fils travaillent à ses côtés : « Ce projet a sauvé notre famille. Nous avons pu acheter une terre et assurer l'éducation de nos enfants. »

L'ACTUALITÉ MET LA RÉSILIENCE À L'ÉPREUVE

Depuis octobre 2023, la situation s'est encore aggravée. À Gaza, les IMF ont dû suspendre leurs activités, avec plus de 5 millions de dollars de prêts perdus. En Cisjordanie, des villes comme Jénine, Naplouse et Tulkarem subissent destructions et couvre-feux.

La situation est très difficile pour les IMF qui font face à de grosses difficultés en termes de liquidités et de coûts de fonctionnement, ayant

parfois du mal à payer leurs employés et leurs agences. Pourtant, DAMAN et ses partenaires continuent : en rééchelonnant les dettes, en évitant l'effondrement des IMF, en soutenant de nouvelles initiatives, même modestes.

PAROLES D'ACTEURS

- Judeh Jamal, directeur de DAMAN : « La résilience fait partie de notre mission, car sans soutien, les femmes, les agriculteurs et les habitants des zones les plus fragiles n'auraient aucun accès au financement. Ils quitteraient leurs terres et chercheraient d'autres moyens de subsistance, comme travailler en Israël. Mais ce n'est pas la même chose que de travailler avec dignité sur sa propre terre. »
- Dominique Lesaffre, directeur de la SIDI de 2015 à 2022 : « DAMAN est unique. Il ne se contente pas de gérer des risques financiers, il permet de tenir face à des risques politiques. C'est une arme pacifique de survie. »
- Anwar, responsable d'IMF : « Tout est fait pour nous faire partir, mais si nous partons, c'est leur victoire. Tant que nous le pourrons, nous financerons les petites entreprises pour assurer la résilience du territoire. »

CONCLUSION : UNE RÉSILIENCE EN-RACINÉE

L'expérience de DAMAN prouve que la résilience palestinienne est d'abord une volonté locale. Elle repose sur les femmes et les hommes qui, chaque jour, choisissent de cultiver une terre, d'ouvrir un atelier, de créer un emploi.

La coopération internationale existe, et elle est utile pour consolider, financer, former. Mais elle n'est pas centrale. Ce qui compte, c'est la décision des Palestiniens de rester.

DAMAN est l'expression institutionnelle de cette volonté : un outil palestinien de solidarité, qui transforme la douleur de l'occupation en énergie de résistance. La résilience palestinienne n'est pas une survie passive. Elle est une affirmation : « Nous sommes ici, et nous y restons. »

DANS LE KIVU EN GUERRE, DES FEMMES S'ORGANISENT POUR LA SURVIE DE LEUR FAMILLE ET POUR LEURS DROITS

SOLANGE SARAH SHAMURHO

Porte-parole des femmes des Groupes locaux du RIEH, Kivu, RDC

La Région du Kivu constitue la partie orientale et une marge frontalière mal contrôlée de la République Démocratique du Congo. Ces deux dernières décennies, elle a été l'épicentre d'une succession de rebellions contre le pouvoir central, avec contrôle territorial par des chefs de guerre rebelles plus ou moins liés aux pays voisins.

Les violences sexuelles à grande échelle sont massivement et systématiquement utilisées comme arme de guerre et de déstabilisation communautaire par les différentes parties en confrontation.

Les femmes et les enfants sont de beaucoup les plus touchés, victimes de la barbarie humaine perpétrée par les éléments armés, en particulier depuis fin janvier 2025 où la guerre a été intensifiée dans la zone.

PROBLÈMES STRUCTURELS ET LES DIFFICULTÉS DE VIE POUR LES FEMMES.

Depuis des décennies, le Territoire de Kalehe, dans la province du Sud-Kivu en RDC est marqué par des profonds problèmes structurels et des difficultés spécifiques pour les femmes. Ces problèmes souvent liés aux conflits, à l'insécurité, à l'accès limité aux ressources, à l'éducation et à l'emploi ainsi qu'aux violences sexuelles et à des inégalités des genres persistants, entravent le développement du Territoire de Kalehe et le bien-être de ses habitants.



Le Territoire de Kalehe est fréquemment affecté par des conflits armés, entraînant des déplacements massifs de population, des violences et la perte des moyens de subsistance. Les conflits armés dans la région ont un impact significatif sur la vie des femmes, les exposant à la violence, au déplacement forcé et à la perte de tous leurs biens.

Le Territoire de Kalehe manque d'infrastructures de base telles que l'électricité, l'eau, les réseaux de communication, ce qui entrave le développement économique et social. L'accès au territoire, notamment aux zones rurales et aux hauts plateaux est rendu difficile par l'état des routes et la situation sécuritaire.



74

La population de Kalehe est dans un état de survie quotidienne avec un revenu de moins d'un dollar par jour. Une femme se demande jour après jour pourquoi cette vie étant donné que les besoins élémentaires ne sont pas satisfaits comme se nourrir, se loger, se faire soigner. Les taux de morbidité et de mortalité sont particulièrement élevés. Les réseaux de communication tels que Vodacom, Airtel, Orange et Africel sont souvent perturbés et sont chers. Certains endroits comme les hauts plateaux sont encore sans réseau.

Les femmes et jeunes filles sont particulièrement vulnérables, affectées par la crise des conflits armés au Kivu. Elles subissent des violences sexuelles dans les zones des conflits et de manière répétée.

Malgré les efforts pour promouvoir l'égalité des sexes, les femmes continuent de faire face à des discriminations dans de nombreux domaines notamment en matière de prise de décisions. Il s'observe encore des disparités entre homme et femme dans presque tous les domaines de la vie nationale particulièrement dans le domaine po-

litique, économique, social et culturel. Aucune femme ne siège aux parlements national et provincial. Ces disparités entravent la mise en œuvre de l'égalité de droit, de chance et de sexe telle qu'affirmée, dans les articles 12 et 14 de la Constitution de la RDC.

De nombreuses femmes et jeunes filles rencontrent des difficultés pour accéder à l'éducation et à des opportunités d'emploi, ce qui entrave leur autonomisation économique. Elles ne sont ni représentées de manière adéquate dans les prises de décision ni impliquées dans les négociations. La guerre du M23 a aggravé la situation car plusieurs écoles ont été bombardées ou occupées par les déplacés de guerre. Le Territoire de Kalehe a eu aussi un retard d'implémentation des écoles à cause des coutumes rétrogrades. Dans les anciens temps, les parents n'acceptaient pas que leurs enfants aillent à l'école, ce qui a fait que le Territoire connaît peu de cadres intellectuels.

Traditionnellement, la femme Congolaise est éduquée à être une mère au service de tous ceux qui sont dans son ménage. C'est elle qui

se charge des tâches domestiques, qui supporte dans la plupart des cas l'approvisionnement en nourriture, cultive les champs, garde le bébé en même temps, fait la cuisine pour toute la famille, se charge de la lessive des vêtements de membres de la famille, cherche les bois et de l'eau. Les femmes à multiples responsabilités travaillent pour des revenus dérisoires pendant que la majorité d'hommes gardent leurs revenus pour satisfaire leurs besoins personnels, une pratique malheureusement soutenue par la société au Kivu.

L'espérance de vie des femmes est actuellement moins élevée que celles des hommes à cause des conflits, à la mortalité maternelle mais aussi aux mauvaises conditions de vie et de travail des femmes qui supportent des lourdes tâches.

LA SITUATION DES FEMMES AVEC LA GUERRE ET L'OCCUPATION

Actuellement notre pays connaît la guerre entre les FARDC (forces gouvernementales) soutenues par les Wazalendo (milices) et les M23 soutenus par le Rwanda. Depuis janvier 2025 il y a eu intensification des combats entraînant la détérioration de la situation sécuritaire dans le Territoire de Kalehe et au Kivu en général. Selon les évaluations humanitaires, 531 700 personnes se sont déplacées dans le Territoire de Kalehe. Ces chiffres validés par l'ONU classent le Territoire de Kalehe en première ligne des zones d'urgence humanitaire. Pendant cette guerre qui a déchiré les cœurs des femmes et jeunes filles, nous avons enregistré 65 cas au sein de notre structure, les femmes qui pleurent, sans soins de santé, sans appui ni assistance. Plusieurs ont accouché dans les camps de déplacées, des tentes d'accueil.

On a connu aussi le pillage systématique des biens et des médicaments dans les hôpitaux.

Une période très difficile entre les mains des rebelles est actuellement subie par la population. Sans salaire pour ceux qui travaillaient dans la fonction publique, sans économie car les banques ne fonctionnent pas normalement. Plusieurs femmes sont seules en charge de famille.

LA VOLONTE DES FEMMES D'AGIR COLLECTIVEMENT, EN SOLIDARITE, POUR DÉFENDRE LEURS DROITS

Les femmes de Kalehe et du Kivu en général ne baissent pas les bras, elles se battent dans une lutte commune pour se reconstruire. Avec la notion de l'économie humaine qui vise à s'organiser, à agir ensemble, les femmes de Kalehe fournissent un effort pour s'en sortir, elles se sont organisées dans les groupes solidaires comme des Associations Villageoises d'Epargne et de Crédit (AVEC), les Groupes d'initiatives communes.

Les Groupes MUOUNGULE sont des groupes solidaires des femmes, elles s'organisent pour s'assister mutuellement en situation d'urgence. Cette pratique a un sens traditionnel pour se consoler lorsqu'une femme est passée dans une situation de douleur et de stress, Généralement, les groupes Mudungule mobilisent les femmes du milieu pour apporter leurs contributions matérielle ou financière à un membre du groupe lorsqu'il y a un événement heureux ou malheureux (mariage, sortie de la maternité, deuil). A ce moment la femme se sent à l'honneur car les cadeaux lui sont offerts devant un public sous acclamation et avec la danse traditionnelle. Ça symbolise l'amour, l'unité des membres et la fraternité.

Pour les femmes, l'économie humaine est une source d'inspiration. C'est à travers les actions collectives que les femmes de Kalehe souhaitent aider l'humanité à ne pas déchoir. Dans une approche qui renforce l'estime de soi et la capacité de la femme, une réelle volonté de travailler pour le bien-être des familles.

ACTION TERRITORIALE POUR L'ENVIRONNEMENT, L'AGRICULTURE ET LA RECONSTRUCTION

Elles se sont aussi engagées activement dans ATEAR (*Action Territoriale pour l'Environnement, l'Agriculture et la Reconstruction*) pour faire face au choc de la guerre et renforcer la résilience par un engagement collectif et communautaire.

ATEAR est un plan d'action communautaire pour prévenir les inondations catastrophiques, retrouver un territoire couvert d'arbres et pratiquer une agriculture qui restaure la fertilité des sols et génère pour les productrices et les pro-



Femmes de Kehelé

ducteurs un revenu leur permettant de vivre dignement. Il est organisé aux niveaux de chaque village, des Groupements et des Chefferies.

C'est une démarche pour définir ensemble des objectifs vitaux pour la communauté, susciter et soutenir toutes les actions permettant d'atteindre ces objectifs, organiser la coopération entre tous les habitants, les organisations et institutions du Territoire, depuis les personnes les plus démunies jusqu'aux notabilités. Très concrètement, sur le groupement où est implanté le Groupe Espoir de Vivre, plus de 70 organisations ont signé des engagements pour l'entretien et l'aménagement des rivières, le reboisement, la production agricole avec des méthodes écologiques, la production d'énergie alternative à l'usage dévastateur du charbon de bois. L'ensemble de ces engagements constitue le plan d'action communautaire. Le suivi est effectué chaque mois avec le relevé des résultats obtenus. L'ensemble est animé par un groupe local du Réseau International pour une Économie Humaine et placé sous l'autorité des chefs coutumiers.

Les femmes comprennent l'ATEAR comme une action collective, une inspiration locale ayant un ancrage territorial qui valorise la femme, l'inspire pour gagner la vie et anime l'œuvre de la famille, la fraternité pour changer des situations désespérées en apportant le changement positif dans la communauté. C'est donc grâce

à l'ATEAR que les femmes élèvent les abeilles pour produire le miel, s'engagent dans la production agricole pour nourrir des nombreuses familles dans des champs communautaires, Bref c'est un développement autocentré, articulé sur les besoins prioritaires de la population, spécialement de la femme comptant sur les forces motrices locales.

LA CANTINE DES FEMMES

Dans le souci de renforcer l'autonomisation des femmes et la vision commune de développement, les femmes de Kalehe ont lancé l'action collective dénommée « Cantine alimentaire Wamama Mbele ou femmes en avant » à Ihusi Kalehe. Une action collective menée par les femmes et pour les femmes. Celles-ci travaillent dans des champs communautaires, cultivent des légumes dans des jardinières nourries par le compostage autour de leurs maisons ou pratiquent le petit élevage, notamment de cobayes avec un cycle de production rapide. Elles sont formées et accompagnées par des agronomes pour avoir les meilleurs rendements possibles et pour employer des techniques écologiques. Une part importante de la production est mise en commun pour fournir une cantine. Cela permet l'écoulement des produits dont la distribution est actuellement très difficile du fait du conflit qui empêche le transport vers les villes.

La cantine sert des repas gratuits aux femmes productrices et à des femmes et enfants vulnérables. Pour assurer l'équilibre économique, des repas sont aussi servis aux villageois en capacité de payer. Des démarches sont en cours auprès des organisations humanitaires qui distribuent de la nourriture afin qu'elles prennent en charge le coût des repas servis aux personnes vulnérables, permettant ainsi d'augmenter le nombre de bénéficiaires.

Les cuisinières sont formées pour produire des repas équilibrés et de qualité, en économisant l'énergie.

Depuis le lancement le 19 juillet 2025, 50 repas sont servis par jour. Un effet d'entraînement est déjà perceptible. Certaines femmes demandent à participer à la production communautaire et à bénéficier ainsi des repas.

Dans le local où sont servis les repas, des affiches et des banderoles mettent en avant les droits des femmes et dénoncent les violences.

Cette cantine devient ainsi un point d'appui concret pour lutter contre la malnutrition grâce à la coopération entre les femmes.

CONCLUSION

Certes, les femmes de la région ici incarnent l'espoir de la société congolaise, elles se relèvent pour la reconstruction de tout ce qui était détruit pendant la guerre, c'est un engagement ferme dans l'ATEAR, un pas d'autonomisation qui est très essentielle en situation post-conflit. Sauvons des vies humaines.

Nous, femmes du Groupe Espoir de Vivre, nous nous battons pour créer un environnement favorable pour tous (homme, femme, jeune et enfant), nous portons haut et fort la voix de la femme souvent victime de la discrimination et de la guerre.

En tant que femmes dynamiques de la région, unies, nous ne cesserons de poursuivre l'action, organiser des formations des femmes en apiculture, l'éducation continue des adultes, de

l'entrepreneuriat des jeunes et l'amélioration socio-économique des populations en détresse.

Il y a de l'espoir pour la dignité de la femme au Kivu. Notre lutte permanente est de façonner notre avenir. L'économie humaine est une source d'inspiration de l'humanité entière, c'est donc notre temps pour bâtir la résilience ensemble, vous et nous.

SOLANGE SARAH SHAMURHO

Porte-parole des femmes des Groupes Locaux du RIEH au Kivu, dynamique et engagée dans les actions collectives des femmes à l'Est de la RDC et dans la Région des Grands Lacs.

Licenciée en Santé et développement Communautaire, gestion et Administration des projets de développement au Centre de l'Université de Paix de Bukavu depuis 2018,

Solange est très active et plaide pour le bien-être des femmes de la RDC au sein de l'organisation GEV (GROUPE ESPOIR DE VIVRE) basée à Kalehe, au Sud-Kivu, RDC.

LOOS-EN-GOHELLE, VILLE DE TRANSITIONS CULTURELLE, ENVIRONNEMENTALE ET DÉMOCRATIQUE

GEOFFREY MATHON

Maire de Loos-en-Gohelle

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL TISSIER

Quelles sont les clés de la réussite de Loos-en Gohelle ?

La ville a cherché à ce que l'ensemble des politiques municipales soient cohérentes avec les objectifs de transition qu'elle s'est donnés, et cela nous a permis d'avoir des résultats dans chacun de ces domaines. C'est le principe d'approche systématique.

Mais pour rendre possible ces résultats, il faut s'intéresser aux processus qui permettent de les atteindre. La méthode de conduite du changement de Loos-en-Gohelle s'appuie sur la coopération, l'implication des acteurs (au premier rang desquels les habitants), le mode projet (notamment dans le fonctionnement des équipes municipales) et la création de nouveaux récits permettant de rendre intelligible la transition municipale et de lui donner du sens. Il faut une vision qui donne le cap, c'est l'étoile. Mais il est également essentiel de baliser le chemin par des réalisations concrètes. Ce sont les cailloux blancs. C'est l'expérience du réel et donc de l'action qui permet d'apprendre et de changer.

Sur le territoire, existent différentes catégories d'acteurs aux compétences complémentaires qui détiennent tous une clef de réussite (ou d'échec) des politiques de transition. Si l'on veut faire advenir le changement, il faut savoir



Geoffrey Mathon

comment mettre au travail les élus, les agents, les habitants, les entreprises, les associations, les services déconcentrés de l'État, l'agglomération... C'est cela la coopération : comment, à partir des contraintes légitimes de chacun, arriver à porter collectivement un projet de territoire.

Loos-en-Gohelle se caractérise aussi par une approche qui porte sur la mise en désir et les changements d’imaginaire. Le raisonnement rationnel ne suffit pas (nous savons très bien qu’un réchauffement climatique est en cours mais il ne provoque pas de changement de modèle). Il faut donc activer d’autres leviers touchant au registre des émotions, des imaginaires et du désir, formidable moteur du changement. Nous posons le postulat que la transition n’est pas un enjeu technique et qu’elle passera d’abord par un travail sur les représentations et sur les systèmes de valeur.

Au-delà, des résultats dans les différentes thématiques, vous parlez de résultats systémiques, de quoi s’agit-il ?

L’action municipale génère bien-être, résilience, confiance, augmentation du pouvoir d’agir, renforcement de la coopération entre les différentes catégories d’acteurs d’un territoire... Tout cela constitue un patrimoine collectif immatériel qui est une ressource pour porter des projets de développement.

N’y a-t-il pas des tensions entre les tenants de l’agriculture biologique que vous promouvez et des agriculteurs fonctionnant de façon traditionnelle ?

La ville a fait beaucoup d’efforts pour travailler en coopération avec la profession agricole, même si cela n’a pas toujours été simple, notamment en raison de mécontentements et préjugés des deux côtés. Entre 2020 et 2022, la commune a saisi l’opportunité d’une pétition d’une association locale à l’encontre de l’usage des pesticides par les agriculteurs loossois pour engager un « Dialogue territorial » (selon la méthode inventée par le collectif « Dialter ») non pas seulement entre agriculteurs et associations environnementales, mais entre tous les groupes d’intérêts concernés par la thématique alimentaire (élus, habitants, associations, producteurs, acteurs de la distribution, restauration collective, agglomération). Avec l’aide d’un médiateur de conflit, nous avons mené une vaste démarche de concertation et créé des espaces où tous les acteurs pouvaient se rencontrer et échanger sur leurs contraintes et motivations. L’enjeu n’était



pas de tomber d’accord mais de chercher à comprendre les motivations des autres groupes d’intérêt et permettre l’interconnaissance. Il est essentiel de créer des espaces de dialogue multi-acteurs de ce type.

Vous accordez un rôle déterminant à l’histoire, au patrimoine et à la vie culturelle. Est-ce un supplément d’âme ?

La culture est le ciment social et la base de résilience loossoise. Elle est envisagée comme un filet de sécurité sociale, comme un moyen de garder du lien entre les gens et de redonner de la confiance dans un contexte d’effondrement des repères sociaux.

Il est essentiel de savoir d’où l’on vient, qui l’on est, pour pouvoir expliquer le présent et se projeter vers l’avenir. La connaissance de sa propre histoire et de l’identité de son territoire sont essentielles pour construire un projet commun de développement. Les peuples qui ne sont pas rattachés à leur histoire et à leur culture ne sont pas arrimés et, en général, finissent par se perdre. À Loos, il était essentiel de se doter d’un récit commun, générateur de sens, et de se donner des repères collectifs pour aller de l’avant. Il faut comprendre que la fermeture des mines a non seulement provoqué une grande crise économique, mais a aussi déstructuré tout un ensemble de repères sociaux sur le territoire



et provoqué une crise d'identité. Cette période a provoqué le besoin de se retrouver, de s'interroger sur l'avenir et de trouver de nouveaux récits mobilisateurs pour reconstruire.

C'est pour cela que Marcel Caron, le maire de l'époque, a choisi de mener une vaste politique culturelle participative sur la commune. Il a aussi travaillé à sauvegarder et valoriser le patrimoine minier. Il ne s'agissait pas de faire l'éloge de la mine, dont on connaît bien les effets désastreux sur les ouvriers et sur l'environnement, mais de faire reconnaître cette histoire et d'affirmer qu'elle a de la valeur, car elle est inextricablement liée à l'identité du territoire.

Pas de transition écologique sans transition démocratique?

Les changements requis pour atteindre les objectifs climatiques sont si importants et supposent de telles ruptures dans nos modes de vie qu'il n'est pas possible de les atteindre sans la mobilisation de l'ensemble des acteurs, au premier rang desquels les habitants. Chacun doit bouger à son niveau. Par ailleurs, en n'impliquant pas assez les habitants, on se prive de la connaissance de leurs besoins, des services publics dont ils sont usagers, bref de leur « expertise d'usage ». L'implication citoyenne est une façon de qualifier les politiques publiques, de les rendre plus efficaces.

Les habitants sont associés comme des acteurs de la construction de leur ville et non comme des citoyens spectateurs appelés à sanctionner ou à entériner la politique municipale au moment des élections. Il ne s'agit pas de rassembler les gens pour les écouter afin de remplir des cahiers de doléances, mais d'en faire des contributeurs impliqués dans l'élaboration des politiques publiques, apportant une dimension d'engagement dans la pratique de sa citoyenneté. D'où le slogan inventé par Jean-François Caron, l'ancien maire de la commune, « Participation sans Responsabilisation = Piège à cons »

Enfin, en ouvrant des espaces pour contribuer activement, on permet aux personnes qui le souhaitent d'être parties prenantes de décisions qui les concernent. Cela renforce la légitimité des décisions prises et la confiance envers l'action de la collectivité. C'est un résultat précieux dans un contexte général de grande défiance vis-à-vis du politique et dans une société qui se polarise toujours davantage. Une transition démocratique pour aller vers un modèle plus ouvert, qui reconnaît la légitimité des gens à intervenir dans le débat public, est bien une condition de réussite des politiques de transition.

LOOS-EN-GOHELLE, VILLE DE RÉSILIENCE

PRINCIPAUX REPÈRES

PAR ANTOINE RAYNAUD, DIRECTEUR DE CABINET DU MAIRE GEOFFREY MATHON

LES POINTS FORTS

- La fermeture des mines dans les années 1970-1980 a causé une crise économique, sociale mais aussi identitaire.
- La municipalité a mis en place une politique culturelle participative pour restaurer la confiance et l'estime de soi des habitants.
- La ville a été labellisée « démonstrateur national de la conduite du changement vers la ville durable » par l'ADEME en 2014.

CULTURE ET PATRIMOINE

- La municipalité a valorisé le patrimoine minier pour transformer l'image de la ville et mobiliser les habitants.
- Les terrils ont été réinventés comme des lieux d'événements culturels, changeant la perception des habitants. Ils sont aujourd'hui classés parmi les « Paysages et sites naturels »
- Rédaction d'un ouvrage sur l'histoire de la commune par un collectif de Loossois
- Le festival des Gohelliades, créé en 1984, célèbre les talents locaux et l'histoire minière, renforçant l'identité collective. Il est célébré chaque année et perdure encore aujourd'hui.
- A l'initiative de Loos-en-Gohelle, le bassin minier est classé au patrimoine mondial par l'UNESCO.

IMPLICATION HABITANTE

- La révision du Plan d'occupation des sols (POS) 1995-1999 et l'adoption de la « Charte du cadre de vie » en 2001 ont été deux projets fondateurs. Ces deux documents partent des besoins, du vécu et de l'expé-



tise d'usage des Loossois. Ils ont été l'occasion d'un diagnostic social et environnemental partagé avec les habitants

- À Loos-en-Gohelle, le collectif « Loos Ch'tricote » a réalisé en 2009 une écharpe géante de laine afin de soutenir la candidature d'inscription du bassin minier au Patrimoine mondial de l'Unesco. Après avoir mobilisé de nombreux habitant-es pour sa réalisation, l'écharpe a nécessité une chaîne humaine de 400 volontaires pour être déployée de haut en bas du terril.
- « Faltes-in-Loos », au moment des fêtes de fin d'année, permet aux associations de présenter leurs actions à travers des ateliers et animations. L'événement crée des liens sociaux et valorise les initiatives des habitants. Il sert de cadre pour des expérimentations participatives et renforce la visibilité des démarches citoyennes.
- Des espaces de réflexivité sont créés pour évaluer collectivement les projets et améliorer la gouvernance interne. Ces espaces sont des temps de retour sur expérience, pour revenir collectivement sur ce qui a marché, moins marché, et identifier ce que



Opération "Loos Ch'tricote" 2010

l'on pourra faire mieux la prochaine fois.

- Le dispositif « fifty/fifty » favorise la co-construction d'initiatives d'intérêt général. L'idée est de soutenir et développer les initiatives des habitants pour réaliser des projets d'intérêt général. Le dispositif repose sur trois principes : une idée et l'engagement de Loossois pour la réaliser, un appui de la commune (conseil, appui technique et/ou financier) et une convention qui cadre les engagements des uns et des autres.
- Actuellement est en cours d'élaboration une Charte collaborative, la « Boussole Loossoise » pour identifier les chantiers de changement pour les 30 prochaines années.
- En 2008, la liste de l'équipe municipale recueille 82,1% des suffrages. C'est la justification démocratique, qui montre que la transition n'est pas antipopulaire. Aux élections suivantes (2014 et 2020), il n'y a pas eu de listes d'opposition.

AGRICULTURE ET ALIMENTATION DURABLE

- 56 % de la superficie de la commune est dédiée à l'agriculture, préservant le tissu agricole.

- La commune a mis en place des politiques d'aménagement pour protéger les terres agricoles.
- Préemption de terres agricoles auprès de la SAFER, pour les mettre à disposition d'exploitants à condition que ceux-ci s'engagent à les cultiver en bio et à convertir en bio une surface équivalente de leur propre exploitation
- La surface agricole utile cultivée en bio est passée de 7 % en 2010 à 17% en 2020 et 21% en 2025
- Des initiatives comme la ceinture gourmande et des jardins communautaires favorisent % en l'accès à des produits locaux.
- Le programme VITAL (Ville, Transition et Alimentation locale) a été lancé pour intégrer agriculture, économie, santé publique et environnement.
- Des actions incluent le développement de l'agriculture biologique et des événements comme la Fête de l'Agriculture Paysanne.
- Un Dialogue Territorial a été initié pour rassembler tous les acteurs autour des enjeux alimentaires.

ÉNERGIE

- En 2013, des panneaux solaires couvrent les toitures de l'église Saint-Vaast
- En 2018, la ville a été labellisée Territoire à énergie positive pour la croissance verte.
- Des rénovations ont permis de réduire la consommation d'énergie de 75 % sur l'éclairage public.
- La société Mine de Soleil a été créée pour impliquer les citoyens dans la production d'énergie renouvelable. 440 MWh d'énergie ont été produits grâce à 8 toitures publiques, couvrant 90 % des besoins des bâtiments communaux.

BIODIVERSITÉ, AMÉNAGEMENT ET CADRE DE VIE

- Loos-en-Gohelle s'engage à restaurer la biodiversité et à reconquérir les espaces verts.



Ceinture verte

- Des actions de replantation et de gestion alternative des espaces verts ont été mises en place.
- La ville a créé une ceinture verte de plus de 16 km et des jardins nourriciers.
- Des labels comme « Villes et Villages Fleuris » et « Territoire Engagé pour la Nature » reconnaissent ces efforts.
- Le taux de chômage, même s'il reste élevé (15,40%) est inférieur de 5 points au taux de chômage de l'agglomération.
- Maintien et même renforcement du réseau de commerces sur la commune, alors que beaucoup de communes de la zone souffrent de leur disparition
- Installation de la Fondation des Apprentis d'Auteuil, attirée par la réputation de Loos-en-Gohelle, ville en transition. Elle forme des jeunes en réinsertion aux métiers du bâtiment
- Le tourisme se développe à Loos-en-Gohelle, chose impensable il y a quelques années.

ATTRACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

- L'ancien siège des mines de la « Base 11 / 19 » a été transformé en éco-pôle accueillant des structures engagées dans le développement durable. Outre des activités culturelles, il abrite aujourd'hui des structures œuvrant pour la transition : le CERDD, de Culture commune, CD2E, ou de la Chaîne des terroirs a permis de créer de nombreux emplois.
- Le CD2E, spécialisé dans l'éco-construction, la production d'énergie renouvelable (notamment solaire et thermique), l'économie circulaire et les achats publics durables, contribue à la structuration de filières liées à l'éco-transition. Il accompagne entreprises et collectivités dans la définition de leur stratégie de transition.

[Retour au sommaire](#)

MOBILISATION TERRITORIALE POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE A MARIGOT (HAÏTI)

KEPLER AURÉLIEN

Directeur des programmes et de recherche à l'Institut culturel Karl Lévêque (ICKL)



En août 2024, Tèt Kole Ti Peyizan Ayisyen (TK) ET l'Institut Culturel Karl Lévêque (ICKL) ont lancé, de concert avec le Réseau International pour une Economie Humaine (RIEH) un projet appelé Mobilisation territoriale pour la souveraineté alimentaire en Haïti dans la commune de Marigot. L'idée de base a émergé au niveau de la coordination communale de TK.

La commune de Marigot se situe dans le département du sud-est d'Haïti. Le chef-lieu de ce département, Jacmel, est une ville à destination touristique connue pour ses créations artistiques, notamment ses activités carnavalesques.

Selon les données publiées en 2024 par l'Institut haïtien de statistique, Marigot compte 88

579 habitants dont 46 861 femmes. Parmi ces 88 579 habitants, 49 783 – soit 56.20% – ont moins de 30 ans et 66 194 – soit 74.72% – vivent en milieu rural¹. Les habitants de Marigot vivent principalement de l'agriculture, de la pêche et du cabotage. Il s'agit essentiellement d'agriculture paysanne.

LES ENJEUX ET LES OBJECTIFS.

L'objectif principal est de contribuer à la fabrication de produits alimentaires prêts à consommer à partir de produits agricoles locaux disponibles (fruits à pain, manioc, pomme de terre, patate douce, banane, maïs) et d'une technologie simple à la portée des acteurs locaux/actrices locales.

1. Direction des statistiques démographiques et sociales (DSDS) de l'IHSI, Estimations désagrégées de la population haïtienne en 2024, juillet 2024, Oan4m17p5LEKtsGEnHgt.pdf



Rue de Marigot

Dans un pays gravement touché par une précarisation croissante des conditions de vie et la malnutrition, voire la sous-alimentation², il est paradoxal que beaucoup de produits agricoles (tubercules et fruits) disponibles en grande quantité selon les saisons subissent beaucoup de pertes post-récoltes³ et qu'une large partie de la population rurale ne trouve sur le marché que des produits importés et chers, en particulier des produits à base de farine de blé. Notons que l'insécurité chronique rend très aléatoire et coûteux le transport de ces produits importés.

Par ailleurs, les Associations d'Épargne et de Crédit Solidaires (AECS)⁴ disposent d'une

épargne importante qui ne trouve pas à s'employer, alors que des technologies simples (usage maximal d'équipements locaux et diversité de sources d'énergie) peuvent permettre de produire à coût modeste des aliments de qualité, avec des gains de productivité significatifs.

Ces technologies qui impliquent l'usage d'une diversité de sources d'énergie (propane, pétrole et surtout solaire) ont de plus l'avantage d'éviter le recours au bois de chauffe dévastateur pour l'environnement.

La « *Mobilisation territoriale pour la souveraineté alimentaire en Haïti* » consiste à promouvoir la

2. En septembre 2024, la Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA) a publié un rapport d'analyse de l'insécurité alimentaire en Haïti. Ce rapport, réalisé à partir du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC), a révélé que 48% de la population analysée est en situation d'insécurité alimentaire aiguë élevée et que 49% le sera pour la période allant de mars à juin 2025. Pour plus d'informations, veuillez consulter le rapport via le lien suivant : Haïti - Analyse IPC de l'insécurité alimentaire aiguë - août 2024 - juin 2025 - septembre 2024.pdf.

3. Une étude réalisée par Romy Reggiani Theodat (2017) a estimé à plus de 50-60% les pertes post-récolte dans les filières des fruits et des légumes à cause d'un manque d'infrastructures adéquates pour assurer le stockage, le transport et la distribution des produits. Haïti Priorise: Pertes après récolte, Theodat.

4. Il s'agit d'associations constituées principalement de femmes et connues sous une diversité d'appellations en Haïti : mutuelles de solidarité, TIPA, AVEC... Elles sont en forte extension, notamment en milieu rural, et constituent une alternative aux taux d'intérêt élevés et à la rigidité des procédures du système financier classique.



production, la transformation et la commercialisation de produits alimentaires locaux de qualité, en quantité suffisante, en accès constant, adaptés aux traditions locales, à des prix accessibles à une population disposant de très faibles revenus, tout en réduisant les effets néfastes sur les équilibres écologiques.

Le dispositif s'organise au niveau local dans un plan alimentaire territorial, piloté par un comité local, avec la participation des autorités locales. Il implique quatre réseaux : celui des fournisseurs en produits agricoles, celui des financeurs (des associations d'épargne et de crédit solidaires), un transformateur (une boulangerie appuyée par les services techniques d'une école de pâtisserie), un réseau de femmes distributrices (un regroupement de marchandes à la fois ambulantes et stables).

L'idée de départ était de lancer le projet dans trois communes différentes : Marigot (dans le département du Sud-Est), Jean Rabel (dans le département du Nord-Ouest) et Verrettes (dans

le département de l'Artibonite). Cela permettrait de comparer trois expérimentations du dispositif. Mais faute de ressources nécessaires au suivi et à la coordination des expériences dans ces trois communes, une phase pilote a démarré seulement à Marigot.

L'action est fondée sur des potentialités locales :

- Des produits agricoles (tubercules et fruits) disponibles en grande quantité selon les saisons, avec beaucoup de pertes post-récolte : pomme de terre, banane, fruit à pain (dans le Sud-Est), manioc et banane (dans l'Artibonite), fruit à pain et surtout banane (dans le Nord-Ouest), mangue dans les 3 départements.
- Des épargnes solidaires en extension, mais improductives jusqu'ici.
- Une technologie simple adaptée aux ressources locales et susceptible de réduire les effets négatifs de la transformation agroalimentaire sur la biodiversité.

- Une logique de circuit court qui permettra de limiter les difficultés d’approvisionnement en matières premières (notamment à cause des crises sociopolitiques récurrentes) et de conservation des produits finis.

Par ailleurs, l’action a le potentiel de contribuer à générer des revenus stables tant pour les associations d’épargne et de crédit solidaires, les réseaux fournisseurs en produits agricoles que pour les entreprises de transformation et les réseaux distributeurs. Les femmes sont particulièrement ciblées par ces revenus, sachant qu’elles sont principalement concernées par les associations de base d’épargne et de crédit et la commercialisation des produits vivriers⁵. Cette augmentation de revenus permettra de soulager les femmes dans les tâches domestiques, car plus elles disposent de ressources, moins ces tâches sont pénibles. Par ailleurs, l’augmentation des revenus des femmes constituera une reconnaissance de la contribution de celles-ci à l’économie nationale et à la société haïtienne en général.

Le projet est guidé par une logique d’intervention fondée sur :

- La mobilisation d’un ensemble de ressources et compétences locales sur la base d’un ancrage territorial pour répondre à un besoin vital. La logique est celle de la coopération entre acteurs dans une planification locale négociée.
- Le projet procède par un travail de réseautage entre des actrices et acteurs dont les potentialités ne sont pas exploitables de façon efficiente en dehors d’une collaboration systématique.
- La diffusion de techniques de transformation déjà expérimentées, mais qui doivent être employées à large échelle.



- La promotion d’une inspiration fondée sur l’économie humaine : engagement de chacun pour apporter des solutions collectives aux problèmes communs.

LE DÉROULEMENT DE L’ACTION.

Après des contacts à distance, l’action a été lancée lors d’une mission de l’ICKL à Marigot du 25 au 29 août 2024.

Des réunions ont eu lieu de façon séparée avec chacune des quatre catégories de réseaux. Ces réunions ont été l’occasion d’aborder les responsabilités, attentes et défis spécifiques à chaque réseau. Les réseaux ont manifesté un grand intérêt pour le projet et la coordination communale TK a mobilisé, grâce à sa reconnaissance et son ancrage dans la commune de Marigot, d’autres acteurs/actrices : un ancien maire et la directrice d’une école de pâtisserie. Pendant les réunions organisées séparément, chaque réseau a procédé au choix d’une personne appelée à le représenter dans un comité de pilotage.

5. Voir Fred DOURA, « situation de la femme haïtienne : ses besoins, droits et responsabilités », Rencontre, No 34, mars 2018, Doura - 2018 - Situation de la femme haïtienne, ses besoins, droit.pdf.

Une réunion a été organisée le 29 août 2024 en vue de procéder à la création du comité de pilotage. Il s'agit d'une structure locale appelée à assurer la coordination et l'animation constante du processus en absence de l'ICKL qui appuie l'animation. Le comité de pilotage est composé de 7 membres : un représentant du réseau des associations d'épargne et de crédit solidaire, un représentant des autorités locales, une représentante des marchandes, une représentante des entreprises de transformation, un représentant du réseau des cultivateurs et cultivatrices, deux représentants de TK.

Avec l'appui de la directrice de l'école de pâtisserie et de son assistante, la boulangerie Pen Lakay a procédé à une première expérience de production de pains à base de farine de banane et de fruit à pain. Plusieurs recettes (avec différents mélanges et dosages de farines, y compris la farine de blé) proposées par la directrice d'école de pâtisserie, ont été testées. Les animateurs/animateuses de l'ICKL ont pris des notes sur chaque étape de l'expérimentation. Ce travail de mémoire permettra d'élaborer à l'avenir un guide pour la préparation des nouveaux produits alimentaires transformés.

Sachant que le fruit à pain peut être facilement abîmé lors de la cueillette et du transport et que cela peut provoquer une saveur amère au niveau de la farine, quelles dispositions faut-il adopter pour garantir un approvisionnement en fruits à pain sains ? En réponse à cette question, le comité de pilotage a décidé qu'un comité d'achat assiste à la cueillette et que le transport soit assuré à dos d'âne au lieu de le faire en voiture ou à motocyclette, surtout dans les localités d'accès difficile.

La pomme de terre est disponible dans le département du Sud-Est certes. Mais elle est chère comparativement à d'autres produits agricoles ciblés dans le cadre du projet : banane, manioc et surtout fruit à pain. Par conséquent, le coût de production des produits de consommation rapide à base de pomme de terre risque d'être élevé. Sur la base de cette considération, le comité de pilotage a proposé de concentrer la phase d'expérimentation sur les produits à base de banane, manioc et fruit à pain.



Le 6 février 2025, a eu lieu la journée de promotion des nouveaux produits. La journée de la veille a été consacrée entièrement à la fabrication des produits alimentaires à exposer le lendemain. Il s'agit de pains à base de manioc, pomme de terre, fruit à pain, patate douce, maïs aussi – sur commande d'un client – d'une pizza à base de fruit à pain.. Les produits ont été fabriqués sur la base d'un dosage de 25% de farine de blé (importée) et de 75% de cultures locales.

Les participants-es à la journée de promotion sont estimés-es à plus de 200 personnes dont des élèves et enseignants-es venant de quatre établissements scolaires de Marigot. Des habitants des communes avoisinantes, notamment Cayes-Jacmel et Jacmel, ont pris part également à l'événement. Les participants-es ont goûté aux différentes catégories de produits exposées. Certains moments forts de l'événement ont été couverts puis rapportés par des médias locaux⁶. Durant le déroulement de la journée de promotion, l'équipe chargée de l'évaluation de l'appréciation des produits par le public a

6. Voir en ce sens un reportage en créole de la téléradio Montagna : <https://radiotelemontagna.com/jounen-pot-louvri-nan-marigo-sou->



pu interroger vingt-quatre personnes (femmes et hommes de différentes tranches d'âge). Un rapport de cette évaluation sur la base des informations recueillies a permis de déceler une réception positive des nouveaux produits et des propositions d'amélioration.

Le 7 février, des membres du comité de pilotage les animateurs de l'ICKL et ont visité une cassaverie de TK (petite entreprise de fabrication de pain sec à base de manioc) qui est dysfonctionnelle depuis plus d'un an. Cette visite a permis de constater l'état des équipements et de discuter avec les responsables de la cassaverie de l'utilisation de ces équipements dans la fabrication des nouveaux produits alimentaires. Les dirigeants-es ont décidé de relancer cette entreprise pour pouvoir approvisionner la boulangerie en farine de manioc. Cette décision se révèle fructueuse jusqu'ici parce que la cassaverie contribue à approvisionner en farine de manioc le dispositif de consommation rapide à base de produits agricoles locaux.

Le comité de pilotage du projet a commercialisé deux nouveaux produits sur une base régulière : le pain composé de fruit à pain et de farine de blé et celui de manioc et de farine de blé. La

pizza à base de fruit à pain est commercialisée sur commande et sa clientèle est encore très restreinte.

En avril 2025, le comité de pilotage avec les animateurs de l'ICKL ont procédé à des calculs sur le coût de production et le prix de vente du pain à base de fruit à pain. Ces calculs ont révélé que jusque-là le pain à base de fruit à pain a généré des revenus légèrement inférieurs à ceux du pain fabriqué essentiellement avec la farine de blé.

Deux facteurs ont laissé présager, pour les mois à venir, de meilleurs revenus pour le pain à base de fruit à pain : 1- on s'approchait d'une période d'abondance du fruit à pain et d'une baisse continue de son prix sur le marché ; 2- le comité de pilotage a réalisé qu'il peut économiser une partie de l'argent du sucre en utilisant le fruit à pain mûr qui a une forte teneur en sucre.

De nouvelles expériences ont permis de poursuivre l'évaluation de la viabilité financière du dispositif. C'est le cas d'un restaurant lancé par TK-Marigot le 1er août 2025 en prélude de la fête patronale de la commune (Saint-Dominique le 4 août). Cela a été une occasion pour le comité de pilotage de commercialiser les nouveaux produits à un plus large public. Une prise de notes systématique permettra au comité de pilotage de procéder, de concert avec le personnel de l'ICKL, à une nouvelle évaluation de la rentabilité financière du dispositif.

Le lancement du restaurant constitue une étape importante dans le processus de consommation rapide à base de produits agricoles locaux. En effet, si les marchandes ambulantes aident à écouler les pains dans leurs localités respectives, il est plus difficile d'envisager cette même stratégie pour la commercialisation de la pizza, du pâté et des gâteaux. Le comité de pilotage a préparé un devis pour l'aménagement du point de vente définitif après avoir lancé le restaurant dans des locaux provisoires à l'occasion de la fête patronale de Marigot.

Jusqu'à août 2025, 5 douzaines de fruits à pain sont utilisées en moyenne par semaine dans la fabrication des nouveaux pains. Mais la bou-

langerie dispose d'une capacité de production évaluée à 2 douzaines par jour parce que la préparation de la pâte exige plus de temps que d'habitude lorsqu'elle est composée de fruit pain (introduit sous forme de bouillie). Avec de nouveaux équipements (1 nouveau laminoir, casseroles et réchauds de grande taille pour la cuisson du fruit à pain), au moins 5 douzaines pourront être mobilisées par jour. Par conséquent, l'acquisition de nouveaux équipements constitue, à l'étape actuelle du processus, un besoin prioritaire, d'autant plus qu'elle permettra de réduire le coût de production sur la base d'une économie d'échelle.

Au début du mois d'août 2025, l'ICKL a procédé au transfert de nouveaux équipements à Marigot. Il s'agit d'un laminoir, de 50 plateaux, d'une génératrice et d'un brûleur pour le four à cuisson sous-utilisés jusque-là dans la boulangerie d'une association paysanne partenaire à Petit-Goâve (une commune du département de l'Ouest), à cause des difficultés d'ordre organisationnel. Ces nouveaux équipements sont amenés à renforcer la capacité de production de la boulangerie de Marigot et à réduire le coût de fabrication des nouveaux produits sur la base d'une logique d'économie d'échelle.

CONCLUSION PROVISOIRE ET PERSPECTIVES

Le cheminement réalisé jusqu'ici révèle que le dispositif en expérimentation dans le cadre du projet Mobilisation territoriale pour la souveraineté alimentaire en Haïti est prometteur. La collaboration entre les différentes catégories d'acteurs et actrices fonctionne comme prévu, sauf les associations d'épargne et de crédit solidaires (AECS) qui demeurent hésitantes. Mais une alternative à cette hésitation se dessine : une banque communautaire, gérée par TK dans la même logique solidaire, est prête à investir dans le dispositif.

Sur le plan technologique, l'action se révèle inventive. En effet, à défaut de la transformation des produits agricoles en farine, ces derniers sont utilisés sous la forme de bouillie. Cette technique est plus simple mais la transformation en farine en période d'abondance reste

importante pour éviter toute éventuelle rupture dans l'approvisionnement en matières premières dans les périodes de rareté.

Le principal enjeu actuel est que les AECS sont encore hésitantes quant à leur participation au processus. Les dirigeants-es de ces associations souhaitent obtenir plus de garantie sur les bénéfices de leurs éventuels investissements. Une réunion était prévue avec les AECS, mais elle n'a pas pu avoir lieu à cause de l'indisponibilité des dirigeants-es. Jusqu'ici, les AECS restent la seule catégorie qui ne soit encore mobilisée dans le processus. Certainement, l'engagement de la banque communautaire de TK à investir dans l'acquisition de nouveaux équipements dans un futur proche constitue un gage de viabilité du projet. Mais les AECS qui sont très répandues sur le territoire national demeurent un groupe dont l'apport est nécessaire pour un passage à l'échelle.

Par ailleurs, l'évaluation de la viabilité financière du dispositif reste à poursuivre même si les premiers calculs sont porteurs d'espoir.

Le projet Mobilisation territoriale pour la souveraineté alimentaire en Haïti témoigne de la résistance et de la capacité d'initiative du peuple haïtien notamment des communautés rurales, en dépit du caractère délétère et asphyxiant de la crise sociopolitique actuelle.

ACTION COLLECTIVE AVEC CONSCIENCE TRANSFORMATRICE DANS LES QUARTIERS POPULAIRES

PUENTE DE FIERRO, LA PLATA, ARGENTINE

HORACIO BOZZANO, ROSA DEJESÚS, SILVIA TABAREZ
ET AUTRES FEMMES LEADERS DU QUARTIER



INTRODUCTION

Innover grâce à une action collective avec conscience transformatrice dans les quartiers populaires afin que plus d'un milliard de personnes puissent vivre dignement constitue un défi majeur pour l'humanité, toujours d'actualité. Aujourd'hui, plus de 130 millions de personnes vivent dans des quartiers populaires en Amérique Latine et environ un milliard à travers la planète.

En Argentine, ses 6 416 quartiers populaires ne font pas exception à la situation mondiale, et leurs besoins et vulnérabilités augmentent d'année en année. Il s'agit d'un enjeu central, traité notamment lors du 12e Forum Urbain Mondial (FUM) au Caire en novembre 2024, ainsi que de la Rencontre internationale Ecoovi-da, Économies pour la vie, à Cali, en Colombie en octobre 2024.

L'OBJET ET LA METHODOLOGIE DE L'ACTION COLLECTIVE

L'action est née en 2013¹ après l'inondation la plus tragique de l'histoire de l'agglomération urbaine connue sous le nom de Grand La Plata, composée de La Plata, Ensenada et Berisso, dont la population actuelle est estimée à 950 000 habitants (Figure 1). Le 2 avril, 392 mm de pluie sont tombés en quelques heures sur une plaine sillonnée de ruisseaux en pente douce. La ville n'était pas préparée en termes de travaux de construction ni de prévention, et 89 personnes ont officiellement perdu la vie, bien que les estimations triplent ce chiffre. À cette époque, plus d'une centaine d'initiatives de solidarité ont été lancées, dont une soutenue par deux institutions argentines très importantes – le CONICET (Conseil National de la Recherche Scientifique et Technique) et l'UNLP (Université Nationale de La Plata) –. avec une large participation de la communauté et, pour une moindre part, des autorités locales et de chercheurs.

Entre 2014 et 2016, à l'initiative d'un groupe de chercheurs et de femmes leaders du quartier nous avons commencé à mettre en œuvre une méthodologie reposant sur six points de la recherche-action participative (IAP) (Fals Borda), une méthode (Territorii), une technique (MTP) et un dispositif (ACP).

À travers des processus continus de réflexion-action, de prises de décisions macro et micro, de micro-actions, au fil des ans, ainsi que d'accords, de conflits et de désaccords, les MTP y la ACP appliquent les six points les plus marquants de la méthode promue par le Professeur Fals Borda :

1. la raison pratique,
2. la conjonction entre les connaissances,
3. l'expérience participante horizontale,
4. les ruptures d'asymétries dans les positions sociales afin de lutter contre la routine, l'égoïsme et les manipulations,

5. les quatre types de connaissances, expérientielle, pratique, propositionnelle et présente
6. et l'interaction communicative.

La méthode *Territorii* s'applique à l'aide d'une quinzaine de techniques spatiales et sociales (dont la MTP) sur plusieurs années. Elle comprend neuf étapes : territoires réels, territoires vécus, territoires passés, territoires légaux, territoires pensés, territoires possibles, territoires concertés, territoires intelligents et territoires justes.

La MTP Mesa de Trabajo Permanente (table de travail permanente) est une technique scientifique participative (Figure 2) avec certaines caractéristiques d'autres techniques (ateliers, groupes de discussion) et des ressources innovantes en matière d'enregistrement, d'analyse et de gestion. Ses 12 piliers sont les suivants : nouvelles connaissances, lectures (interprétations), protagonistes, modus operandi, planification, délais, permanence, respect, altruisme, coopération, actions et objets, démocratisation.

L'ACP, Agenda scientifique participatif est un dispositif scientifique transformateur qui recense les identités, les besoins et les rêves des communautés territoriales afin de coordonner la mise en œuvre des politiques scientifiques avec d'autres politiques (habitat, santé, éducation, etc.). Entre 2016 et 2025, nous avons mené à bien 73 MTP avec un grand succès. Ils se poursuivront en principe jusqu'en 2050.

Avec l'ACP, l'UNLP et la MTP, nous avons reconnu 26 identités, besoins et rêves des habitants du quartier:

1. terrain (situation du domaine),
2. bus et arrêts,
3. pavage des rues,
4. branchements sécurisés et panneaux électriques,
5. sécurité contre la criminalité

1. Cette publication était initialement destinée aux chercheurs scientifiques de diverses disciplines. En accord et avec la collaboration de Michel Tissier que les auteurs remercient, elle a fait l'objet d'une modification substantielle, afin de mieux répondre aux attentes du public d'acteurs sociaux auquel s'adresse la revue *Approches coopératives*. Si le lecteur souhaite connaître les hypothèses théoriques et méthodologiques sur lesquelles nous avons fondé cette recherche scientifique menée depuis une décennie à Puente de Fierro, il peut consulter dans le lien suivant : <https://idihcs.fahce.unlp.edu.ar/territoriosposibles/>



Bannière de la MTP Mesa de Trabajo Permanente Production : Itziar Kain Aramburu

6. égouts
7. eau courante
8. formation professionnelle,
9. jardins communautaires,
10. éducation primaire,
11. coopératives de travail,
12. inondations, fossés et égouts pluviaux,
13. espaces publics et loisirs,
14. trottoirs,
15. numérotation du quartier » (noms de rue),
16. centres de santé,
17. personnes référentes du quartier,
18. histoire, identité,
19. ordures et recyclage,
20. santé : actions de prévention,
21. santé : lutte contre les maladies qui se transmettent des animaux aux êtres humains (zoonoses),
22. école maternelle,
23. enseignement secondaire, 24-éducation : prématernelle et maternelle, 25-budget participatif, 26-éclairage public

QUATRE INITIATIVES

Nous soulignons, entre autres, quatre initiatives chères aux dirigeants de Puente de Fierro : l'Association Civile, les Sentiers Communautaires, le Potager Biologique Bio Intensif et la Promenade Productive, Historique et Environnementale « Femmes de Fierro Territoire Possible ».

1. ASSOCIATION CIVILE « CULTURE ET SCIENCE POUR PUENTE DE FIERRO »

Pour plusieurs femmes leaders de Puente de Fierro, la création d'une Association Civile (AC) pour le bien commun de tout le quartier était une initiative attendue de longue date. L'idée et le désir de créer une AC de quartier sont nés parmi certains MTP en 2018, il y a sept ans aujourd'hui. L'une des caractéristiques les plus importantes de ce quartier populaire – le plus peuplé de la Gran La Plata – réside dans son haut niveau d'organisation et la solidarité qui unit nombre de ses habitants, façonnant ainsi l'identité qu'ils construisent depuis sa création au début des années 1990. Nous avons recensé la présence de 36 organisations basées dans le quartier, dont 33 dirigées par des femmes. Cependant, aucune d'entre elles n'était représentative de l'ensemble du quartier : c'est l'esprit qui a guidé ses fondateurs, aujourd'hui les plus hautes autorités de l'AC, pour promouvoir cette initiative. L'AC est aujourd'hui l'entité qui rassemble le plus grand nombre d'organisations du quartier.

La décision de créer une organisation à but non lucratif pour le bien commun d'un quartier populaire qui, comme des milliers d'autres en Amérique latine, ne bénéficie pas d'une attention suffisante des politiques publiques, illustre la célèbre phrase « *le peuple uni ne sera jamais vaincu* ». Pour les autorités locales honnêtes et engagées, il est plus viable et positif d'interagir avec le noyau représentatif d'un quartier afin

de faciliter les investissements, les améliorations et le soutien, avec des résultats tangibles et intangibles, matériels et immatériels.

Nous avons constaté, au cours de plus d'une décennie d'action dans le quartier, que – bien que tous aient participé à certains des 73 MTP menés entre 2016 et 2025 – il n'est pas facile pour toutes les organisations d'adhérer à une association civile à l'échelle du quartier : les égos classiques et inévitables, si présents chez les 8 milliards d'êtres humains, sont également observés quotidiennement. Nous avons identifié plus d'une centaine d'attitudes insensibles chez de nombreux fonctionnaires, principalement la crainte de groupes de personnes plus unies que désunies, le manque d'intérêt pour l'amélioration des quartiers populaires, l'urgence du travail quotidien inhérent à chaque fonction publique et l'incapacité à remplir leurs fonctions fondamentales de fonctionnaires par manque de moyens.

Aujourd'hui, l'ACP et le MTP, en collaboration avec l'Association Civile, promeuvent et développent les trois initiatives brièvement décrites ci-dessous.

2. LE PROJET DE TROTTOIRS COMMUNAUTAIRES EN BÉTON FIBRÉ

Ce projet répond à une des priorités des besoins exprimés par les habitants. Il est en cours d'exécution. Ses objectifs sont :

- définir l'emplacement des cas pilotes de trottoirs à construire en fonction des priorités des habitants et de la faisabilité de leur mise en œuvre,
- construire des trottoirs dans le quartier en appliquant une technologie innovante,
- évaluer le degré d'utilité des trottoirs en fonction des pratiques sociales de ses habitants,
- réaliser une analyse comparative des différentes solutions visant à étendre l'application dans les quartiers populaires et proposer des actions futures,



Construction du trottoir. Photo Horacio Bozzano

- contribuer à la formation des ressources humaines et les transférer à la communauté en appliquant les avantages sociaux et techniques qu'apporte le projet.

Il bénéficie d'un soutien financier du Gouvernement provincial pour un investissement de 16 millions de pesos argentins - environ 11000 euros.

Il comprend trois phases d'évaluation : ex ante, à mi-parcours et ex post. Une phase intermédiaire était nécessaire car les critères des responsables du quartier, ceux des ingénieurs et ceux des sciences sociales n'étaient pas identiques. Les travaux de trottoirs ont commencé sur un pâté de maisons, le plus nécessaire – une rue non pavée – et le moins problématique, en raison de sa largeur supérieure à celle des autres pâtés de maisons prioritaires, qui est utilisée par un grand nombre de résidents, se rendant principalement à l'arrêt de bus. Cette première phase permettra une évaluation intermédiaire. Au cours des cinq prochains mois, quatre autres projets pilotes seront mis en œuvre. Dans les cinq projets pilotes, chaque cas doit être étudié en fonction des caractéristiques des fossés, des piliers, des matériaux déposés sur le trottoir et d'autres contraintes.



Photo : Horacio Bozzano

Les principaux résultats attendus du projet sont :

- achever la construction des trottoirs du quartier en béton fibré,
- évaluer le degré d'utilité de chaque cas pilote à travers les pratiques de ses habitants,
- comparer les différentes solutions (largeurs, épaisseurs, etc.) et leurs résultats pour étendre leur application aux quartiers populaires avec des propositions d'actions futures,
- et former des ressources humaines et transférer des connaissances utiles à la communauté.

3. LE « POTAGER ORGANIQUE BIO-INTENSIF PUENTE DE FIERRO, TERRITOIRE POSSIBLE »

Le potager est l'un des 26 besoins et rêves systématiquement recensés dans nos MTP et ACP.

L'objectif global du projet dans sa première phase est de construire un jardin biologique bio-intensif et de le mettre en service en adoptant l'Association Civile Culture et Science pour

Puente de Fierro comme organisation bénéficiaire. Les objectifs opérationnels sont les suivants :

- construire les dix premiers parterres de 5 m² chacun dans le jardin biologique sur un terrain difficile à travailler car il contient des déchets de construction ;
- construire la clôture périphérique du jardin mesurant 20 mètres de long sur 10 mètres de large (60 mètres de périmètre) ;
- construire un bac à compost à trois compartiments en palettes recyclées ;
- former le groupe de base des participants de l'unité de production (8 membres) dans un atelier de deux jours sur les techniques suivantes : préparation du sol, double bêchage, préparation du lit de semences, préparation du compost, fertilisation organique, gestion du fumier animal, repiquage, pose de tunnels en polyéthylène et planification du jardin ;
- acquérir les intrants et le matériel nécessaires au démarrage du potager.

Derrière cet objectif direct et concret se trouvent quatre objectifs :

1. *Objectif socio-économique*, présenter une alternative pour une autosuffisance alimentaire saine face au processus d'émigration massive des campagnes, principalement vers les quartiers populaires des villes au cours des cinq dernières décennies, qui a entraîné une augmentation du chômage, de la pauvreté, de la malnutrition, de l'alcoolisme, de la toxicomanie et d'autres conflits, en promouvant le développement de potagers biologiques bio-intensifs et de mini-fermes familiales - qui produisent deux à quatre fois plus qu'un potager traditionnel - visant à fournir un outil efficace aux groupes familiaux socialement et économiquement vulnérables.
2. *Objectif environnemental*, promouvoir l'agriculture biologique, en particulier la méthode bio-intensive, en considérant que l'agriculture biologique n'utilise pas de pro-



Le jardin potager. Photo Horacio Bozzano

duits chimiques de synthèse qui sont polluantes et dangereuses pour la santé.

3. **Objectif institutionnel**, renforcer une politique publique liée à la souveraineté alimentaire et au travail décent dans les quartiers populaires en lançant un projet de développement local reproductible au niveau municipal, en mettant l'accent sur l'économie populaire, la création d'emplois, la protection de l'environnement et l'alimentation saine dans les quartiers populaires et autres zones touchées par la crise économique actuelle.
4. **Objectif scientifique**, mettre en œuvre un projet de recherche-action-participative (Fals Borda, 1986) dans le quartier populaire le plus peuplé de La Plata avec des formateurs de quartier.

Le projet a commencé en mai 2025 et il bénéficie depuis juillet d'une subvention du Gouvernement provincial de 5 millions de pesos - environ 3 500 euros.

Avec ce nouveau jardin bien-aimé, il ne fait aucun doute que non seulement la déclaration du prix Nobel Prigogine: « *le possible est plus riche que le réel* » s'applique, mais aussi deux phrases des co-auteurs de cette publication : « *Nous avons déjà le "non", ne parlons jamais d'échec, mais plutôt de continuer à insister* » (Rosa) et « *Nous sommes de nombreuses organisations dans le quartier, chacune avec sa propre identité, mais quand il s'agit de se serrer les coudes, nous le faisons.* » (Silvia)

FIGURES 7 à 10 La 70e édition de la MTP a eu lieu le 30 mai 2025 : ce jour-là est né le potager organique bio intensif.

5. PROMENADE PRODUCTIVE, HISTORIQUE ET ENVIRONNEMENTALE « FEMMES DE FER, TERRITOIRE POSSIBLE ».

Ce rêve, longtemps caressé par de nombreuses femmes leaders du quartier, est devenu réalité en 2025 grâce à l'action collective de l'AC, de la MTP et de l'ACP. Nous avons récemment répondu à un nouvel appel à projets du gouvernement provincial pour un montant de 20 millions de pesos, soit environ 13 500 euros. Les femmes leaders ont très envie d'être sélectionnées, mais quoi qu'il arrive, elles iront jusqu'au bout, même sans subvention

Le projet de promenade relie deux des trois espaces publics les plus importants du quartier :

- la Plaza Memoria, Verdad y Justicia, où la dernière dictature militaire (1976-1983) a assassiné un nombre indéterminé de citoyens,
- La Placita, située aux 29e et 89e rues.
- La nouvelle promenade relie ces deux espaces, permettant ainsi à Rosa, Silvia, Tuli, Ana, Cecilia, Ethel et à de nombreuses femmes du quartier de réaliser leurs rêves.

Cet espace est conçu pour remplir quatre fonctions : permettre aux productrices de l'économie sociale de disposer de stands pour vendre leurs produits, mettre en valeur le lieu de mémoire, de vérité et de justice de la décennie 1970, planter



Pont de fer avant et après travaux. Photos Horacio Bozzano

des arbres fruitiers et d'autres espèces, et installer des tables de ping-pong, des échiquiers et d'autres jeux pour les enfants.

Les objectifs du projet sont :

- inaugurer la Promenade Productive, Historique et Environnementale dans le quartier populaire de Puente de Fierro, en récupérant, en innovant et en adaptant les leçons tirées d'autres expériences dans les quartiers populaires ;
- augmenter de plus de 100 % la participation des producteurs de l'économie sociale et solidaire, avec le soutien du Secrétariat de l'Économie Populaire de la Municipalité de La Plata ;
- produire cinq innovations technologiques - environnementales, constructives et communicationnelles - adaptées aux quartiers populaires ;
- et améliorer les conditions sanitaires et environnementales en installant deux zones humides urbaines dans les organisations communautaires, en éradiquant la plus grande décharge d'ordures du quartier populaire le plus peuplé du Grand La Plata et en générant un espace productif, vert et récréatif avec le soutien de l'Association Civile du quartier, de la MTP, du Secrétaire Municipal de l'Environnement et de la Délégation Municipale d'Altos de San Lorenzo.

Maintenant, les femmes du quartier avec le soutien municipal ont commencé à nettoyer la décharge et dans les prochains jours les premiers

travaux commenceront: avec les ressources du FITBA 2024, des plateformes en béton fibré pour les stands d'économie sociale et la construction du Monument "Femmes de Fer".

CONCLUSIONS ET APRENTISSAGES

En cette dernière décennie d'actions collectives engagées dans une démarche transformatrice à Puente de Fierro, les femmes leaders et les chercheurs qui soutiennent les MTP, l'ACP et, plus récemment, l'AC, ont beaucoup appris : ces leçons ne nous appartiennent pas en tant qu'individus, mais font partie d'une conscience collective transformatrice qui va au-delà de la science, de la politique, des communautés et du monde économique.

De façon synthétique, les enseignements tirés au cours de cette décennie sont les suivants :

Les aspirations des habitants à des projets réalisables pour leur habitat sont très grandes et se manifestent par la détermination inébranlable des femmes leaders du quartier.

L'action collective est efficace quand elle est associée à la conscience transformatrice.

Il est très important d'organiser des temps de réflexion commune entre les différents acteurs (population, militantes, techniciens, scientifiques, autorités locales) Cette réflexion doit être à la fois individuelle et collective. Elle doit prendre en compte le réel tout en voulant le transformer.

- Il faut développer à la fois le dialogue des savoirs et le dialogue des savoir faire.



98

- Il y a des participants actifs, d'autres qui se contentent d'accompagner. Et tout le monde ne veut pas participer. Il faut accepter cette diversité des engagements.
- Les logiques complexes et souvent contradictoires sous-tendent l'action des acteurs, tant ceux de l'intelligence et de la justice territoriale que ceux de la désintelligence et de l'injustice territoriale.
- Les entreprises de l'économie dominante sont peu intéressées, mais il y a beaucoup d'initiatives d'entreprises participant à une économie sociale et solidaire et à une économie humaine.
- L'engagement des institutions existantes reste très faible, le soutien budgétaire public est très réduit. Il est très important et urgent d'institutionnaliser ce type d'activités.

Il y a très peu d'outils mettant au service des projets populaires les acquis techniques et scientifiques. D'où l'importance de la recherche-action telle qu'elle est mise en œuvre à Puente de Fierro.

Quoi qu'il en soit, convaincus que « *le possible est plus riche que le réel* » (Prigogine, 1996), vivre cet exercice d'action collective pendant une décennie nous a également appris que le possible et l'impossible continueront à coexister non seulement dans les quartiers populaires, mais aussi parmi les 8 milliards d'êtres humains que nous sommes. Il s'agit d'exercer chaque jour notre conscience individuelle transformatrice et notre conscience collective transformatrice, dans la science, dans les communautés, dans la politique et dans le monde des affaires : ainsi, les territoires possibles gagneront leur partie contre les territoires impossibles.

[Retour au sommaire](#)

MADAGASCAR NE POURRA SURMONTER LA MALNUTRITION QU'AVEC DES SOLUTIONS DURABLES ET ADAPTÉES

ET NUTRI'ZAZA, DE PAR SON MODÈLE, ENTEND BIEN ÊTRE UN ACTEUR CLÉ DE CE COMBAT

MANDRESY RANDRIAMIHARISOA
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE NUTRI'ZAZA

Approches Coopératives reprend ici l'article publié par FOCUS 2030 émanant d'un entretien avec le Directeur Général de l'entreprise sociale Nutri'zaza et publié le 27 février 2025, dans le cadre du sommet Nutrition for Growth N4G qui s'est déroulé à Paris le 27 et 28 mars où Nutri'zaza a été conviée pour partager ses expériences et initiatives dans la lutte contre la malnutrition à Madagascar

Focus 2030 : Nutri'zaza se distingue par son approche innovante dans la lutte contre la malnutrition à Madagascar. Quelle est l'histoire de l'entreprise et en quoi consiste votre approche pour lutter contre la malnutrition ?

Mandresy Randriamiharisoa, Directeur général de Nutri'zaza : À Madagascar, la malnutrition infantile est un fléau qui touche encore trop d'enfants. Face à cette urgence de santé publique, Nutri'zaza est née en 2013 avec une mission claire : offrir aux enfants malgaches une alimentation adaptée et accessible pour leur garantir une croissance saine.

Mais Nutri'zaza, n'est pas qu'une simple entreprise, c'est une entreprise sociale qui allie engagement humanitaire et modèle économique



durable.

L'histoire commence avant 2013, avec des projets de développement et de lutte contre la malnutrition, menés par le Gret et financés par l'Agence Française de Développement. Forte des résultats obtenus avec l'appui d'acteurs engagés comme l'entreprise TAF, la SIDI, l'association APEM et d'autres, conscient de la durabilité limitée des projets, l'initiative a pris une nouvelle ampleur : faire de l'accès à une alimentation de qualité une réalité pour les enfants malgaches, peu importe leur milieu social, et cela à travers un modèle d'entreprise sociale.



Photo de Charles William Adofo sur Unsplash

100

Le produit phare de Nutri'zaza est la Koba Aina, une bouillie locale fortifiée en micronutriments. Conçue spécifiquement pour couvrir les besoins des enfants de 6 à 24 mois, cette bouillie en apportant les besoins journaliers des enfants prévient la malnutrition chronique. D'autres produits adaptés à d'autres cibles voient le jour, tels que la Po-bary Aina, une barre de céréale fortifiée, adaptée aux enfants de plus de 3 ans, mais aussi le Moosli Aina, le premier produit de type muesli fabriqué à Madagascar, destiné à couvrir les besoins en nutriments des enfants à partir de 6 ans.

Pour garantir la disponibilité maximale des produits, Nutri'zaza a mis en place 3 réseaux de distribution, permettant ainsi de couvrir le territoire national.

Nutri'zaza a développé un réseau unique d'hôtelin-jazakely, littéralement des restaurants pour bébés. Ces centres, situés dans les quartiers vulnérables, proposent des bouillies prêtes à consommer, à un prix accessible. Ce n'est pas juste un restaurant, c'est aussi un lieu d'échange et de partage. Couplé à ce réseau, Nutri'zaza dispose d'un réseau d'animatrices issues de ces mêmes quartiers vulnérables, pour assurer la

distribution quotidienne de la Koba Aina pour chaque famille.

En second lieu, pour toucher encore plus de familles, Nutri'zaza a aussi élargi sa distribution. Aujourd'hui, via son réseau de distribution classique, ses produits sont disponibles dans plus de 8 200 points de vente à travers Madagascar : petites épiceries, supermarchés, ... L'objectif reste le même : que chaque famille puisse accéder facilement à une alimentation nutritive et adaptée.

Et enfin, Nutri'zaza, à travers des partenariats avec des ONG et des associations, atteint des milliers d'enfants, même dans les zones les plus enclavées.

Cette approche multi-réseau permet d'assurer une véritable inclusion alimentaire. En une décennie, plus de 105 millions de repas ont été distribués, et l'entreprise compte aujourd'hui près de 273 employés qui travaillent chaque jour avec passion pour un avenir sans malnutrition.

Le slogan de Nutri'zaza est le suivant « *Une entreprise sociale au service des enfants et des familles malgaches* », mais bien au-delà de l'aspect nu-



Photo Nutri'zaza

tritionnel, Nutri'zaza se propose d'aider les enfants, les parents, à réaliser leurs rêves.

Focus 2030 : Quels sont les principaux défis nutritionnels auxquels Madagascar fait face aujourd'hui ? Quels objectifs Nutri'zaza s'est-elle fixés pour contribuer à y répondre ?

Mandresy Randriamiharisoa : Le principal défi nutritionnel auquel Madagascar fait face aujourd'hui, est la malnutrition chronique infantile. Mais ce n'est pas le seul. En plus de revêtir plusieurs formes, la malnutrition touche plusieurs domaines tels que la malnutrition infantile proprement dite, et des problèmes comme l'anémie, les carences en micronutriments et l'insécurité alimentaire qui affectent une grande partie de la population, en particulier les plus vulnérables.

Face à cette situation, Nutri'zaza s'est engagé depuis des années à apporter des solutions concrètes et accessibles. En s'alignant avec la Politique Nationale sur la Nutrition de Madagascar qui vise à réduire la malnutrition chronique, améliorer l'accès à une alimentation de qualité et sensibiliser les familles aux bonnes pratiques nutritionnelles, Nutri'zaza propose plusieurs solutions.

Nutri'zaza en premier lieu, mise sur une approche à la fois simple et efficace. D'abord, en développant des aliments fortifiés, adaptés aux besoins des enfants, et des différentes cibles de la malnutrition, produits avec des matières premières locales, respectant les standards internationaux et locaux de qualité et de nutrition, disponible partout, et surtout à un prix accessible, même pour les plus vulnérables.

Nutri'zaza s'appuie également sur un réseau de distribution innovant qui permet d'atteindre directement les familles. Les *hotelin-jazakely*, ces petits restaurants pour bébés installés dans les quartiers défavorisés, offrent chaque jour des repas équilibrés à des milliers d'enfants. À cela s'ajoute la vente en porte-à-porte, assurée par des animatrices locales, qui non seulement rend les produits disponibles partout, mais sensibilise aussi les familles à l'importance d'une alimentation équilibrée.

Au-delà de la nutrition, Nutri'zaza joue aussi un rôle économique et social. En employant plus de 275 personnes, dont 75 % de femmes, l'entreprise permet à de nombreuses familles de gagner un revenu stable. Ces femmes, souvent issues des mêmes quartiers que les bénéficiaires, sont formées aux bonnes pratiques nutritionnelles et

deviennent des relais essentiels pour diffuser les messages de sensibilisation.

L'objectif que s'est fixé Nutri'zaza pour les prochaines années est ambitieux mais réalisable : atteindre encore plus d'enfants et de familles en renforçant la distribution des produits fortifiés, en multipliant les hotelin-jazakely, en proposant en complément de la nutrition divers services à hautes utilités sociales, et en innovant pour toujours mieux répondre aux besoins nutritionnels des familles malgaches.

Madagascar ne pourra surmonter la malnutrition qu'avec des solutions durables et adaptées, et Nutri'zaza de par son modèle entend bien être un acteur clé de ce combat.

Focus 2030 : Le sommet international Nutrition for Growth, tenu en mars 2025 en France, a mobilisé une diversité d'acteurs - États, organisations internationales, société civile, secteur privé, recherche - autour de la prise d'engagements politiques et financiers pour la nutrition. Quels engagements concrets pour lutter contre la malnutrition ?

Mandresy Randriamiharisoa : La lutte contre la malnutrition à Madagascar repose sur une mobilisation collective où chaque acteur doit jouer un rôle complémentaire.

Les membres du secteur privé tel que Nutri'zaza, qui y contribuent déjà par la production et la distribution d'aliments fortifiés et enrichis, ne peuvent réussir pleinement leurs engagements sans un soutien fort du gouvernement et une dynamique de collaboration avec les autres parties prenantes.

Ces soutiens doivent se traduire en engagements, qui doivent être accompagnés d'un environnement propice à l'investissement et à l'innovation, mais surtout d'une transparence dans la gestion et la gouvernance. Il est indispensable de mettre en place des mesures concrètes pour encourager le secteur privé, notamment en facilitant l'accès aux financements, en instaurant des incitations fiscales (tel que la détaxation des compléments minéralo-vitaminiques), en renforçant les normes de fortification alimentaire, et en mettant en place des systèmes de contrôle pour éviter l'effet marketing sans impact social.

La mise en place de politiques qui favorisent l'intégration des produits nutritifs fortifiés locaux dans les programmes publics, tels que les cantines scolaires et les initiatives de sécurité alimentaire, est également essentielle pour garantir un impact à grande échelle.

Pour que ces engagements se traduisent en résultats concrets, une véritable synergie entre les différents acteurs est nécessaire. La collaboration entre le secteur privé, les institutions publiques, les chercheurs, la société civile et les partenaires techniques et financiers est essentielle pour structurer des actions efficaces et durables. Il ne s'agit pas seulement de juxtaposer des initiatives, mais de les rendre complémentaires, de partager des connaissances et d'unir les forces pour maximiser l'impact des efforts engagés. L'innovation dans le domaine de la nutrition doit être soutenue par des politiques publiques adaptées, les financements doivent être orientés vers des projets à fort potentiel et les stratégies doivent être élaborées en concertation pour assurer une approche cohérente et inclusive.

Il ne suffit plus à travers des discours de déclarer des intentions, mais bien d'agir en profondeur pour que la nutrition devienne un véritable levier de développement économique et social. Seule une volonté politique forte de l'État, une approche coordonnée et un engagement collectif permettront de garantir à chaque Malgache un accès pérenne à une alimentation saine et nutritive.

[Retour au sommaire](#)

LE TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR DE LONGUE DURÉE DE TOURS-SANITAS-VELPEAU

**AVEC LA CRÉATION D'UNE ENTREPRISE
À BUT D'EMPLOI POUR EMBAUCHER À TEMPS CHOISI
ET RÉMUNÉRÉE AU SMIC TOUTE PERSONNE PRIVÉE
DURABLEMENT D'EMPLOI VOLONTAIRE**

CLAUDE HAROUT

PACTE CIVIQUE

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL TISSIER

Claude Harout est un membre actif du Pacte civique. Le pacte civique (www.pactecivique.fr) est un collectif qui promeut un renouvellement du fonctionnement de notre démocratie, en France et en Europe, visant à renforcer le rôle des citoyens, et à mieux entendre les besoins, les avis et les propositions des personnes démunies et sans porte-voix. Le Pacte civique est un des fondateurs de l'expérimentation Territoires Zéro Chômeurs de Longue Durée (TZCLD). Claude milite depuis 2018 pour l'implantation de TZCLD dans le département d'Indre et Loire où il réside. Il a été pendant 4 ans chef de projet bénévole à Bléré, jusqu'à l'habilitation de ce territoire et il est actuellement Co-président de Co-hop', Entreprise à But d'Emploi dans les quartiers Sanitas et Velpeau à Tours. Ces quartiers ont été officiellement habilités Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée par un décret en Conseil d'Etat en date du 24 avril 2024.

Comment décrire le territoire de Tours Sanitas-Velpeau ? Pourquoi a-t-il été retenu pour l'expérimentation ?

C'est un choix astucieux des élus que de réunir deux quartiers de centre ville aux caractéristiques différentes : d'une part, le quartier Sanitas, un quartier populaire, classé quartier



prioritaire de la politique de la ville (QPV). On y observe :

- des indicateurs sociaux fragiles : taux de chômage élevé, forte proportion de bénéficiaires de minima sociaux, revenus médians bas ;
- Une population très diverse : familles modestes, jeunes en insertion, personnes issues de l'immigration ;

- Un habitat social dense, avec des grands ensembles construits dans les années 1960.
- Une vie associative très dynamique (centres sociaux, associations culturelles, d'éducation populaire).

D'autre part, le quartier Velpeau, un quartier ancien, mixte, situé autour de la gare de Tours, avzc :

- Une forte mixité sociale : habitants modestes, étudiants, familles de classes moyennes ;
- La présence de petits commerces de proximité et d'activités économiques locales.

Contrairement au Sanitas, Velpeau n'est pas un QPV mais connaît une partie de sa population en précarité professionnelle (emplois instables, temps partiel subi, chômage longue durée).

L'ensemble Sanitas-Velpeau présente les caractéristiques suivantes :

- Un pôle urbain central, bien relié par les transports (gare SNCF, tram, bus).
- Une offre culturelle et associative forte (salles, maisons de quartier, associations).
- Mais aussi des poches de pauvreté et de chômage durable, y compris à deux pas du centre-ville dynamique.

Ce territoire composite a été choisi pour ces caractéristiques, mais aussi parce qu'une forte mobilisation des acteurs locaux était active sur le quartier du Sanitas avec ATD Quart Monde et le Pacte Civique, accompagné par le soutien de la municipalité de Tours.

Le territoire Sanitas-Velpeau a donc été retenu car il combine :

- un fort besoin (présence de chômage de longue durée, pauvreté, précarité),
- une forte mobilisation locale (habitants + associations + institutions),
- et une capacité à innover grâce à un tissu ESS et associatif déjà actif.

Très concrètement, l'expérimentation TZCLD à Sanitas-Velpeau, qu'est-ce que c'est ?

L'expérimentation Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD) dans le secteur Sanitas-Velpeau à Tours est un projet local qui applique une idée simple : plutôt que de financer la privation d'emploi (allocations, coûts sociaux), on finance directement des emplois utiles au territoire, accessibles à toutes les personnes privées durablement d'emploi.

Le public concerné, ce sont les personnes privées d'emploi depuis plus d'un an, volontaires pour travailler, quelles que soient leurs qualifications. Elles peuvent être bénéficiaires du RSA, demandeurs d'emploi de longue durée, jeunes en insertion, seniors sans activité, etc.

La gouvernance de l'expérimentation est portée par le Comité Local pour l'Emploi (CLE) qui rassemble habitants, associations, entreprises, collectivités (Ville de Tours, Métropole, Département, acteurs sociaux comme la MDS, Pôle emploi, etc.). C'est lui qui définit les besoins et garantit que les emplois créés sont utiles, non concurrentiels et bien financés. Le CLE est présidé par le maire de Tours, Emmanuel Denis.

Et puis le CLE peut s'appuyer sur la création d'un outil essentiel : l'Entreprise à But d'Emploi (EBE), à Tours : Co-hop'.

C'est une entreprise locale qui est créée spécifiquement pour embaucher en CDI à temps choisi toutes les personnes privées durablement d'emploi qui le souhaitent. Cette entreprise se finance par la réaffectation des coûts de la privation d'emploi (contribution de l'État, du Département, etc.) et par le chiffre d'affaires généré via des activités utiles, non concurrentes.

D'un point de vue opérationnel le CLE mène d'une part les actions en direction des personnes privées durablement d'emploi pour les contacter, les informer ; mener des entretiens, animer des ateliers, proposer et mettre en place des formations, d'autre part l'exploration des activités que peut mettre en place l'Entreprise à but d'emploi (EBE). Ces activités de l'EBE doivent répondre aux besoins du territoire et de ses habitants, par exemple. :



- services de proximité (aide aux personnes, recyclerie, entretien, logistique douce);
- transition écologique (réparation, réemploi, entretien d'espaces verts, énergie citoyenne);
- activités culturelles, éducatives, soutien aux associations locales.

Les deux entités, CLE et EBE, sont distinctes tout en collaborant étroitement au quotidien. L'EBE, pour atteindre ses objectifs, a besoin de s'appuyer sur tout un soubassement partenarial.

En complément, il faut souligner qu'il a été créé une association de soutien à TZCLD Sanitas-Velpeau, composée de bénévoles. Ces derniers participent aux contacts et à l'accompagnement des personnes privées durablement d'emploi au côté des membres salariés du CLE. Ils participent aussi à l'exploration de nouvelles activités.

L'expérimentation TZCLD affiche l'ambition de ne laisser personne au bord du chemin et de faire de l'emploi un droit effectif, c'est ce qu'on appelle l'exhaustivité (voir encadré sur les fondamentaux). C'est la capacité du territoire à proposer un emploi à toute personne privée durablement d'emploi, volontaire et habitante du territoire, dans un délai raisonnable et selon des règles transparentes. Cette ambition est-elle atteinte à Santas-Velpeau ?

La première expérimentation sur les 10 territoires habilités montre que 36% des personnes

volontaires ont été embauchées par un employeur du territoire hors EBE. Cela suppose la mobilisation des employeurs du territoire, que ce soit dans le secteur privé « ordinaire », le secteur public ou encore les structures de l'insertion par l'activité économique ou le travail adapté.

Le CLE de Tours Sanitas-Velpeau s'inscrit bien dans cette dynamique. Pour l'instant, seule l'EBE a constitué une voie d'accès à l'emploi et 66% des personnes volontaires ont pu être embauchées dans l'ordre de leur inscription sur la liste des volontaires. Autrement dit, en ce début septembre, il y a une liste d'attente pour rentrer dans l'EBE !

L'objectif du Comité local pour l'emploi est bien d'améliorer ce pourcentage, tant par l'EBE que hors EBE.

Qui sont les salariés de Co-hop ?

Actuellement Co-hop ! compte 25 salariés dont 22 personnes sortant de la privation d'emploi et 3 encadrants. Il est projeté pour cette fin d'année 2025 de pouvoir embaucher 5/6 nouvelles personnes privées durablement d'emploi.

L'équipe de Co-hop' était composée à fin décembre 2024 de 60% de femmes et 40% d'hommes. Cette répartition n'est pas le fruit du hasard : elle reflète les réalités sociales du territoire et les profils majoritairement rencontrés dans le cadre du recrutement.



Beaucoup de ces femmes, souvent jeunes, peu ou pas qualifiées, trouvent dans Co-hop' une première véritable opportunité d'emploi stable, adaptée à leurs contraintes familiales et personnelles. L'âge moyen des salarié-es de Co-hop' est de 46 ans, un chiffre qui reflète la diversité des parcours et des situations de vie.

Pour les hommes, la moyenne d'âge est de 56 ans. Souvent confrontés à une longue période de chômage, ils se sont heurtés à d'importantes barrières à l'embauche dans le secteur classique, principalement en raison de leur âge, mais aussi parfois de problèmes de santé, de qualification ou de mobilité.

Pour les femmes, la moyenne d'âge est de 35 ans, avec une majorité de jeunes mères d'enfants en bas âge. Pour beaucoup d'entre elles, trouver un emploi dans une entreprise classique relèverait de l'impossible, en raison de leurs contraintes familiales, de l'absence de qualification, ou d'un niveau de français encore fragile. Chez Co-hop', elles trouvent un cadre souple, bienveillant et inclusif, qui leur permet d'allier vie professionnelle et responsabilités familiales, tout en retrouvant confiance en elles et en leurs capacités. Nos salarié-es sont souvent très éloigné-es de l'emploi, parfois depuis plu-

sieurs années. Mais derrière chaque parcours, il y a une histoire, une résilience, et une réelle volonté de rebondir.

C'est cette force individuelle et collective qui fait la richesse humaine du projet Co-hop'.

Les salariées intègrent la structure dans le cadre de l'expérimentation Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée, avec la possibilité de choisir leur temps de travail en fonction de leurs contraintes personnelles et de leur parcours. Ce principe d'ajustement volontaire permet de concilier emploi et vie familiale, santé ou remobilisation progressive vers l'emploi. Il n'y a pas de temps partiel imposé.

Au 31 décembre 2024, le temps de travail moyen s'établit à 120 heures par mois, soit l'équivalent de 80 % d'un temps plein (ETP).

L'entreprise à but d'emploi (EBE) est une des innovations de l'expérimentation TZCLD. Sa mission est de développer des activités qui correspondent aux appétences des personnes privées durablement d'emploi tout en répondant à des besoins du territoire, avec la contrainte de ne pas concurrencer les activités existantes, publiques ou privées, tout en trou-

vant son modèle économique. Voilà une équation bien compliquée! Quelles sont les activités développées par l'EBE Co-Hop !

Il y a actuellement 4 types d'activités, correspondant à des unités de l'entreprise :

- **Une conciergerie, Quotid-Hop !**

C'est une offre de services souple, modulaire et de proximité en entreprise ou en quartier, au domicile de particuliers ou par des interventions directes dans des établissements publics ou associatifs.

Au démarrage, Quotid-Hop ! a mené des opérations de tri de déchets avec Tri 37 et réhabilité son propre atelier. Elle assure des missions ponctuelles de petits travaux chez les habitants, d'assistance auprès des artisans, d'entretien de locaux, de déménagements. Le public âgé du quartier est particulièrement concerné par ce service.

- **Une recyclerie sport & jouets, Recycl-Hop !**

Il s'agit d'offrir une seconde vie aux objets et de rendre le sport et le jeu accessibles à tous. La recyclerie dédiée au sport et aux jouets s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire et de solidarité locale. Plusieurs collectes ont été réalisées, à l'Université de Tours et au Palais des Sports, et on peut ajouter un partenariat avec la MAIF, ainsi qu'avec Ecologic, l'éco-organsime en charge du réemploi sur l'agglomération de Tours. On note un réel intérêt de la part des clubs sportifs pour cette recyclerie, un vrai besoin identifié de la part du public pour avoir une offre d'équipement sportifs seconde main.

Le problème pour Co-hop' est celui de disposer d'un espace suffisant tout en restant dans le quartier.

- **Un service vélo-taxi, Mobil-Hop !**

Grâce à une campagne de budget participatif organisée par Effervesens, Co-Hop' a acquis son premier vélo-taxi solidaire destiné à assurer des déplacements de porte à porte pour les personnes isolées, âgées ou en situation de précarité.



Depuis 2024, Co-hop' a concrétisé un partenariat avec le CCAS dans le cadre de son offre de mobilité douce et solidaire via le vélo-taxi, avec l'objectif de favoriser le lien social, la mobilité et le bien-être des personnes âgées, tout en valorisant une activité utile portée par les salarié-es de Co-hop'.

Le vélo-taxi de Mobil-Hop ! a été présent sur plusieurs temps forts organisés par le CCAS, notamment le banquet des seniors, événement festif incontournable de la ville. Sont aussi organisées des actions d'information au sein des résidences autonomie, pour faire connaître ce nouveau service auprès des personnes âgées.

- **Une activité d'aménagement de jardins éphémères et d'animation autour du végétal urbain. Veget'hop.**

Dès la genèse du projet Co-hop', les bénévoles et parties prenantes ont identifié le maraîchage comme un axe fort et porteur de sens, tant pour ses retombées écologiques et alimentaires que pour son potentiel en matière d'emploi. Pourtant, faute de terrain disponible, cette activité n'a pas pu se développer pleinement en 2024 comme initialement envisagé.

Malgré ces contraintes, Co-hop' a su saisir les opportunités du territoire pour initier

des premières actions concrètes. En 2024, l'équipe a ainsi assuré l'animation de la Friche Saint-Paul, un espace urbain mis à disposition pour des usages collectifs, pédagogiques et agricoles.

L'objectif de ce projet est de créer un espace de jardinage ouvert aux habitants, propice aux rencontres et à la sensibilisation et de permettre aux salariés de Co-hop' de s'initier aux pratiques de base du maraîchage (semis, entretien, récolte, reconnaissance des cultures, gestes écologiques...).

A l'expérience, est-ce que le caractère non concurrentiel des activités de l'EBE est facile à respecter ?

Cela demande un travail de concertation très important. Un groupe de travail du Comité Local pour l'emploi est consacré à cette mission. Il comprend les chambres consulaires, les représentants des artisans et groupes professionnels. Grâce à ces relations partenariales entretenues depuis la phase de préparation de l'expérimentation, on y arrive. Pour les services rendus aux collectivités locales, il faut trouver des activités qui ne donnent pas lieu aux appels d'offres exigés par la réglementation des marchés publics. Actuellement le sujet de vigilance est celui du rapport avec les autres structures d'insertion par l'activité économique avec lesquelles Co-hop' s'attache à trouver des solutions satisfaisantes pour toutes les parties. Mais c'est vrai que c'est une des questions les plus sensibles dans l'expérimentation.

TZCLD ! Ce n'est pas « facile » au sens automatique, mais c'est faisable dès lors que :

- le CLE fonctionne bien,
- le dialogue avec les acteurs économiques est constant,
- et que l'EBE reste centrée sur l'utilité sociale plutôt que sur la logique de marché.

Et l'équilibre économique ?

Le chiffre d'affaires pour l'année 2024 se monte à 49 672 euros Quotid-hop' : 29 225 €

- Recycl-hop' : 527 €
- Mobil-hop' : 1 526 €



- Végét-hop' : 18 394 €

Les dépenses se sont élevées à 243 000 €, dont 203 000 pour les salaires et les charges salariales.

Le chiffre d'affaires projeté pour 2025 est de 100 000 euros.

À souligner que diverses subventions publiques ou privées sont dédiées aux investissements, notamment dans les locaux.

Dans les produits, le rapport entre le chiffre d'affaires et les subventions publiques est donc de 20 pour 80. Comment analysez-vous ce rapport ? Peut-il, doit-il évoluer pour se rééquilibrer ?

Les coûts liés au chômage de longue durée sont très élevés non seulement par le versement des allocations, des minima sociaux et des aides sociales, mais par tous les coûts indirects sur les dépenses de santé, de logement, d'éducation. Quand les parents sont au chômage de façon chronique, c'est toute la famille qui subit la précarité et ses conséquences, dont l'échec scolaire et l'exclusion sociale et professionnelle.

Par ailleurs les cotisations sociales sont versées, les salariés retrouvent un pouvoir d'achat et paient la TVA.

Aujourd'hui, dans les EBE, la grande majorité des ressources provient des contributions publiques (État, Département, etc.), issues de la réaffectation des coûts de la privation d'emploi. Le chiffre d'affaires représente en moyenne 20 %, issu d'activités économiques non concurrentielles, à utilité sociale ou écologique. Ce ratio traduit bien que les EBE ne sont pas des entreprises classiques, mais un outil hybride entre service public de l'emploi et entreprise de l'ESS.

N'oublions pas que le projet TZCLD repose sur le principe que « *la privation d'emploi coûte plus cher que l'emploi* ».

Ayons bien en tête que les 80 % publics ne sont donc pas des « subventions supplémentaires », mais une réaffectation intelligente d'une dépense déjà existante (allocations, coûts sociaux, perte de recettes fiscales).

Les 20 % de chiffre d'affaires montrent que les EBE produisent une valeur économique réelle, mais dans des secteurs où le marché classique ne répond pas aux besoins.

Alors c'est vrai qu'il existe une dépendance structurelle à des financements publics, qui peut fragiliser la pérennité si les règles budgétaires changent. Il existe une difficulté à développer certaines activités plus « marchandes », car l'EBE doit respecter la non-concurrence avec les entreprises locales. C'est pourquoi, j'insiste, l'objectif de l'EBE n'est pas de « devenir autonome » financièrement, mais de garantir l'accès à l'emploi durable pour tous.

Si le chiffre d'affaires augmente trop, on risque de dériver vers une logique marchande, au détriment de l'inclusion. Le ratio 20/80 illustre plutôt un équilibre où :

- l'EBE reste ancrée dans l'ESS et l'utilité sociale,
- l'État et les collectivités assument leur rôle de co-financeurs du droit à l'emploi.

Le bilan de la deuxième phase d'expérimentation est positif (voir encadré) ? Est-ce qu'on peut passer à la pérennisation.

Il faut l'espérer, malgré les oppositions. Mais ce changement d'échelle doit préserver ce qui fait la force et le succès de l'expérimentation : la mobilisation locale. Tout le monde doit rester volontaire, les personnes privées durablement d'emploi et les acteurs locaux. Attention à ce qui serait une erreur, à savoir, l'institutionnalisation descendante avec des injonctions à faire du chiffre

Et donc, oui, le bilan est suffisamment positif pour justifier une sortie de l'expérimentation et la mise en place d'un droit à l'emploi garanti sur l'ensemble du territoire.

Mais, la pérennisation suppose :

- Une loi cadre pour reconnaître l'EBE comme un outil permanent de politique de l'emploi.
- Un financement clair et pérenne (une « contribution emploi » venant en substitution des coûts du chômage, comme le propose ATD Quart Monde).
- Un élargissement progressif : il serait risqué d'imposer un passage brutal au national sans accompagner les territoires ni capitaliser sur les enseignements.

Tu as consacré beaucoup de temps et d'énergie ces dernières années aux TZCLD de Bléré et de Tours Sanitas-Velpeau. Cela en valait-il la peine ?

OUI ! Assurément oui ! C'est de l'engagement politique tel que je l'aime. Il faut s'organiser, motiver, convaincre, entraîner... Les résultats sont là. J'ai vu les personnes privées durablement d'emploi se transformer, physiquement et moralement. C'est magnifique.

- Magnifique parce qu'il y a des vies derrière les chiffres. Chaque personne sortie d'une impasse, qui retrouve un CDI, une utilité sociale, une dignité, justifie à elle seule l'énergie investie. Même si l'expérimenta-



tion reste modeste à l'échelle d'un territoire, l'impact humain est immense.

- Magnifique parce que cela change le regard collectif. L'idée que « nul n'est inemployable » bouscule les représentations : ce n'est pas la personne qui est « inadéquate », mais la société qui doit inventer des emplois adaptés. Tours Sanitas Velpeau ou Bléré deviennent des laboratoires où se prouve cette évidence.
- Magnifique parce que l'expérimentation a fait bouger les lignes politiques. Sans ce travail local, la seconde loi (2020) et son élar-

gissement à 83 territoires n'auraient peut-être pas vu le jour. Mon investissement a nourri une dynamique nationale sur le droit à l'emploi.



PRÉAMBULE

Le préambule de la Constitution française nous donne un horizon commun : le droit d'obtenir un emploi. Malgré les nombreuses tentatives qui ont vu le jour, malgré les différents services publics qui ont été mis en place, ce droit n'est pas encore une réalité pour toutes et tous. La privation durable d'emploi génère des difficultés pour les personnes, leurs familles et plus largement pour le territoire concerné. Le chômage de longue durée crée du désordre et des tensions, effets et symptômes d'une injustice. Et au niveau national, le chômage de masse engendre des mécanismes de stigmatisation et des dépenses sociales peu fécondes : c'est une déperdition d'énergie collective.

L'économie, contrainte par les exigences toujours croissantes de la compétitivité sur un marché globalisé et financiarisé, exclut durablement des personnes de la société du travail.

Notre pays doit se mobiliser et innover pour parvenir à mettre fin à la privation durable d'emploi et à proposer à sa population des emplois accessibles et adaptés aux capacités des personnes et aux besoins du territoire. Et ainsi donner corps au principe constitutionnel qu'est le droit d'obtenir un emploi grâce à un financement disponible à proportion des besoins de la population, comme pour tout droit.

Depuis 2016, Territoires zéro chômeur de longue durée fait la démonstration qu'en partant des personnes et des territoires, nous pouvons collectivement mettre fin à la privation durable d'emploi. Avec la conviction profonde que le droit à l'emploi coûte moins cher que la privation d'emploi et, de surcroît, présente des bénéfices sociaux et environnementaux.

Parce qu'au-delà de la seule question de l'accès à un emploi durable et de qualité, la suppression de la privation d'emploi sur les territoires porte également en elle des réponses aux défis démocratique et écologique, nous restons mobilisé-es pour faire réellement de l'emploi un droit.

LES CONVICTIONS

Le projet Territoires zéro chômeur de longue durée se fonde sur trois convictions qui permettent de penser qu'il est humainement et économiquement possible de mettre fin à la privation durable d'emploi à l'échelle de territoires. La démarche expérimentale menée depuis 2016 permet progressivement de le vérifier. Elle sera évaluée à l'aune de ces trois convictions avec l'objectif de rendre effectif le droit à l'emploi.

- **PERSONNE N'EST INEMPLOYABLE**

Lorsque l'emploi est adapté aux capacités et aux compétences des personnes.

- **CE N'EST PAS LE TRAVAIL QUI MANQUE**

Un grand nombre de travaux utiles, d'une grande diversité, restent à réaliser – lorsque le critère de la rentabilité marchande n'est pas le seul déterminant dans le choix des activités.

- **CE N'EST PAS L'ARGENT QUI MANQUE**

La privation durable d'emploi coûte plus cher à la collectivité que la création des emplois nécessaires pour faire de l'emploi un droit.

LES PRINCIPES FONDAMENTAUX

L'objectif du projet Territoires zéro chômeur de longue durée est de rendre effectif le droit d'obtenir un emploi, principe énoncé dans le préambule de la Constitution de 1946, pour toutes les personnes qui en sont durablement privées sur tous les territoires qui le souhaitent.

UN PROJET DÉVELOPPÉ À PARTIR DES PERSONNES PRIVÉES DURABLEMENT D'EMPLOI ET AVEC ELLES

Territoires zéro chômeur de longue durée est un projet de territoire reposant sur la mobilisation et la participation volontaires des personnes privées durablement d'emploi.

Chaque personne ou acteur du territoire est invité à contribuer et à participer au projet. Le Comité local pour l'emploi (CLE) réunit l'ensemble de ces personnes et de ces acteurs et anime territorialement la démarche, appuyé par une équipe projet. La gouvernance du projet et le management de l'entreprise doivent s'adapter au renversement qui en fait l'innovation (partir des personnes, de leurs compétences, de leurs capacités et de leurs souhaits).

L'EXHAUSTIVITÉ PAR LA COOPÉRATION TERRITORIALE

L'exhaustivité réside dans la volonté et la capacité collectives des acteurs locaux, réunis au sein du CLE, à mobiliser leurs outils respectifs pour proposer un emploi décent et accessible à toute personne volontaire qui en est durablement privée. Elle exige des démarches pro-actives pour identifier et aller vers les personnes qui, pour de multiples raisons, n'ont pas recours au droit à l'emploi tout en aspirant à travailler. L'atteinte de l'exhaustivité nécessite un pilotage permanent assuré par le CLE.

LA CRÉATION DES EMPLOIS SUPPLÉMENTAIRES NÉCESSAIRES AU TERRITOIRE

En complément des emplois existants sur le territoire, les emplois supplémentaires nécessaires à la population et financés à hauteur des besoins sont créés dans des entreprises à but d'emploi (EBE). Les EBE embauchent sans sélection les personnes reconnues privées durablement d'emploi par le comité local pour l'emploi, en Contrat à Durée Indéterminée, à temps choisi et au SMIC pour développer des activités utiles au territoire et complémentaires de l'offre existante sur la base des compétences, des capacités et des souhaits des personnes. L'EBE est une entreprise de droit commun qui assure l'application du droit du travail et pratique un management inclusif.

Les EBE constituent un cadre collectif d'apprentissage et d'initiatives permettant aux personnes, avec la formation, de saisir les opportunités offertes par d'autres activités.





ONT CONTRIBUÉ À CE NUMÉRO

MEMBRES DU COMITÉ ÉDITORIAL

Dominique Bénard, Roland Daval, Anne-Laure Detilleux, Dominique Lesaffre, Dante Monferrer, Michel Tissier

CONTRIBUTEURS EXTERNES

Prosper Hamuli Biral (RD Congo), Herman Kumara (Sri Lanka), Philippe Adaimé (Liban), Rémy Beslé (France), Orlia Carrillo Perez (Mexique), Augustin Cissé (Mali), Sundara Babu (Inde), Louis Bazire (France), Abdou Rasmané Ouédraogo et Guira Noufou (Burkina Faso), Solange Sarah Shamurho (RD Congo), Geoffrey Mathon (France), Antoine Raynaud (France), Kepler Aurélien (Haïti), Horacio Bozzano, Rosa Dejesus, Silvia Tabarez (Argentine), Mandrezy Randriamiharisoa (Madagascar), Claude Harout (France).

Les exemples présentés dans ce numéro ont été identifiés par Dominique Lesaffre et Michel Tissier, qui ont sollicité les auteurs.

Photo 4ème de couverture : bradford zak (@2721poipu) | Unsplash Photo Community

SUR LE SITE WEB DE L'APAC

<https://www.approchescooperatives.org/>

Vous pouvez :

- Vous abonner et lire à l'écran et/ou télécharger toutes les publications
- Commander des numéros de la revue Approches Coopératives en format papier.
- Adhérer à l'APAC et participer à l'orientation, à la production et à l'évaluation des publications.
- Faire une donation déductible des impôts pour nous permettre de poursuivre l'aventure d'Approches Coopératives au bénéfice du plus grand nombre de personnes possible.



UNE COPRODUCTION

